



Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#28 64. Jahrgang 14. Juli 2017



5 453000 174663



17 028

3,50€

Fiels meu amor

La commune Larochette après le rejet
de ses voisins par référendum et
avant l'élection d'un nouveau (ou d'une
nouvelle) maire

Nouveaux pères

S'il faut pouvoir mieux concilier
vie familiale et vie professionnelle,
combien faut-il de jours de paternité ?
Les avis divergent

Von der Kuhfarm zur Serverfarm

Das Datenzentrum von Google könnte
Zugpferd für andere Betriebe werden
– wenn die nötigen Grundstücke
zusammenkommen

Foto: Sven Becker



Fiels meu amor

Bernard Thomas

Patient zéro Sociologiquement, une fusion entre les trois micro-communes Fischbach (1 200 habitants), Nommern (1 300) et Larochette (2 200) était contre-intuitive. En forçant un peu les traits, on pourrait faire un tableau par oppositions : anciens villages agricoles contre bourgade post-industrielle, bungalows modernes dans cités dortoirs contre maisons mitoyennes dans des ruelles parsemées de cafés, Luxembourgeois et expatriés contre immigrés, classe moyenne contre classe ouvrière. Ceux d'en haut (sur la colline) versus ceux d'en bas (dans la « Bidden ») : c'est un peu Merl-Belair versus Pfaffenthal en milieu rural.

Les maires de Fischbach (douze ans d'ancienneté), de Nommern (18 ans) et de Larochette (26 ans) ne se représenteront plus aux élections communales de cet octobre. Le résultat du référendum du 9 novembre 2014 les avait choqués par sa violente clarté. Le « non » recueillait 76 pour cent à Fischbach et 70 pour cent à Nommern. Seule Larochette votait en faveur de la fusion : le « oui » y recueillait 66,5 pour cent. Le soir même, le maire de Larochette, Pierre Wies, parlait d'un « affront » et d'un « camouflet pour moi personnellement mais aussi pour beaucoup de gens dans ma commune ». Ce qui faisait de ce référendum local un cas politique national, c'est que Larochette (ou la « Fiels ») est connue comme le village le plus portugais du Luxembourg : 960 de ses habitants (soit 44 pour cent de la population) sont de nationalité portugaise, devant les Luxembourgeois qui sont à 883 (41 pour cent). À Fischbach et à Nommern, les Luxembourgeois représentent 72, respectivement 76 pour cent de la population.

La presse ne fut pas tendre avec les frondeurs de Nommern et de Fischbach. Le *Journal* notait : « Toleranz zelebriert man gerne nach außen, doch in der Wahlkabine kann man seinen Ängsten vor dem Fremden freien Lauf lassen ». Le *Tageblatt* commentait : « Die 'Luxemburger' aus Fischbach und Nommern wollten nicht mit den 'Portugiesen' gemeinsame Sache machen. » Le *Wort* écrivait de son côté que le résultat du référendum « hat uns einen Spiegel vorgehalten. Und was wir darin erkennen, ist beschämend ». (Ces éditoriaux valaient une vague de lettres et d'appels indignés aux rédactions.)

La bulle Les élus locaux avaient dramatiquement sous-estimé l'ampleur de la fronde. En 2010, un sondage Ilres avait indiqué que la partie était risquée,

mais gagnable, donnant le « oui » à 45 pour cent à Fischbach et à 48 pour cent à Nommern. En rétrospective, le maire de Nommern, Marc Eicher estime que « nous avons tous été victimes du populisme ! C'est la première fois qu'on a vu noir sur blanc au Luxembourg que le vote pouvait conduire à de tels résultats ». « Il n'y a pas de remèdes contre le populisme, estime-t-il, on a tenu des workshops thématiques, distribué des brochures, organisé trois réunions publiques... Mais, en fin de compte, cela n'aura pas fait de différence. »

Quelques mois avant le référendum, les premières traces de dissension étaient apparues à Nommern et à Fischbach : dépliants, blogs, *posts* sur Facebook et autocollants sur les voitures. Les trois communes avaient acheté les services de Marc Glesener, ancien rédacteur en chef du *Wort* reconverti dans la communication. « Les communicants nous ont dit : 'Ne vous focalisez pas sur les gens qui se plaignent ; n'oubliez pas la majorité silencieuse' », se rappelle la maire de Fischbach, Marianne Brosius-Kolber. Puisque c'était ce qu'elle voulait entendre, elle y croyait. Pourtant, à quelques jours du référendum, elle consulte la liste des électeurs de sa commune native. À chaque nom, elle s'interroge : « Va-t-il voter oui ou non ? » Elle se rend alors compte que ce sera tout sauf évident.

Le réveil Le lendemain du référendum, elle a rendez-vous chez son kiné. Celui-ci n'est pas du tout surpris du résultat du vote. Sur les derniers mois, il avait demandé aux patients de la région comment ils comptaient voter : trois sur quatre auraient répondu qu'ils étaient contre une fusion ; pour que leurs enfants n'aient pas à aller en classe « avec les Portugais ». Dans les jours suivants, Brosius-Kolber aura les mêmes retours de la part de différents commerçants de la région. Probablement par bienséance politique, l'appréhension face à la mixité sociale fut peu verbalisée publiquement. Brosius-Kolber estime donc avoir été confrontée à une « peur latente » : « Si on avait eu des questions concrètes, on aurait pu réagir. Mais, du moins vis-à-vis de moi, la grande majorité des électeurs a fait profil bas. Nous n'itions donc tout simplement pas conscients qu'il s'agissait d'une question de nationalité. »

La peur que leurs enfants se retrouvent mélangés aux élèves lusophones de la Fiels hante les habitants de Nommern et de Fischbach depuis des décennies. Dès le début des discussions de fusion, les maires étaient

conscients que la moindre perspective d'une centralisation des écoles ferait capoter le référendum. La convention signée entre les trois maires et le ministre de l'Intérieur Dan Kersch (LSAP) stipulait donc que toutes les antennes scolaires resteraient ouvertes au moins jusqu'en 2029. Mais les électeurs ne se fiaient pas à cette garantie. « Le ministre de l'Intérieur nous avait même prévenus : 'Êtes-vous conscients que la convention deviendra loi ? Vous ne pourrez plus y revenir », se souvient Marianne Brosius-Kolber. « Je suis maire depuis 18 ans ; les gens me faisaient confiance, dit Marc Eicher. Puis, d'un jour à l'autre, sur une question, ce n'est plus le cas ».

Gérer l'hétérogénéité Sur la page 43 du « Bil- dungsbericht 2015 » de l'Université du Luxembourg se trouve une carte qui détaille, commune par commune, le pourcentage d'élèves orientés vers l'enseignement secondaire. D'après cette infographie, entre dix et vingt pour cent des enfants de Larochette sont orientés vers le lycée « classique », contre 60 à 70 pour cent dans la commune voisine de Fischbach. Ces chiffres sont brutaux, au point que le ministre de l'Éducation Claude Meisch (DP) a décidé d'abandonner l'approche granulaire et crue et de lui préférer une « regionalspezifische Analyse » qui diluera les inégalités scolaires – souvent extrêmes – entre communes.

Vingt pour cent des élèves de la Fiels parlent le luxembourgeois comme première langue, alors que, dans les communes de Nommern et de Fischbach, ce taux se situe autour de soixante pour cent. La présidente du comité de l'école de Larochette, qui enseigne depuis vingt ans dans la commune, évoque « une prise de conscience » sur les dernières décennies : « Ce sont nos enfants, alors comment faire pour qu'ils puissent bien avancer ? Notamment durant l'alphabétisation en allemand. » Les enseignants de la Fiels invitent les parents à l'école lors de journées portes ouvertes. « Souvent, les parents ne connaissent pas notre système scolaire. Alors nous leur expliquons notre fonctionnement, comment

« Ils n'ont jamais osé me dire pourquoi ils avaient voté contre la fusion. Lorsque je leur pose la question, on me dit : 'Jo, jo, sou ass dat...' »
José Dos Santos Mendes

ils peuvent aider leurs enfants avec les devoirs à domicile ». Pour elle, la mixité sociale est une bonne chose en soi : « Comme enseignante je dois pouvoir gérer l'hétérogénéité. La mixité est toujours une chance. Elle reflète notre société. »

Jo, jo... Sou ass dat « Ce ne sont pas des racistes, ils sont simplement... ignorants », dit José Dos Santos Mendes, conseiller communal à Larochette depuis 2005, à propos du refus des communes voisines de fusionner. Comment a-t-il ressenti leur vote ? « Comme une exclusion, répond-il sans hésiter. Ils ne voulaient pas vivre avec nous. » Dos Santos Mendes est cafetier et patron d'une firme fournisseuse de boissons ; il est donc régulièrement en contact avec les associations des villages environnants. « Ils n'ont jamais osé me dire pourquoi ils avaient voté ainsi. Lorsque je leur pose la question, on me dit : 'Jo, jo, sou ass dat...' »

Élu une première fois il y a douze ans, Mendes Dos Santos (par ailleurs membre du CSV) était un des premiers conseillers communaux portugais au Luxembourg. Un engagement politique qui était pour lui évident, « parce que je fais partie de cette commune ». Il n'a pourtant jamais demandé la na-

tionalité luxembourgeoise. « On vient d'où on vient. Pour moi, c'est une question de respect... paternel, familial. » Ses enfants – tout comme ses cinq petits-enfants – sont Luxembourgeois, ce serait « un devoir civique ». Mais Mendes Dos Santos n'assiste plus aux réunions du conseil communal où il se fait excuser. (Il se dit déçu des nouveaux élus qui auraient « détruit » le travail des équipes qui les avaient précédés.)

Foot & TNT L'intégration des Portugais ne fut pas un long fleuve tranquille. Les conflits allaient se cristalliser autour du football. Marginalisés au sein du club local, l'AS Rupensia, les immigrés portugais créèrent leur propre association en 1968 et le baptiseront : Grupo Desportivo dos Lusitanos de Larochette. La commune refusant de leur louer un terrain, ils en occuperont un et l'aménageront grâce aux machines « empruntées » sur les chantiers de leurs lieux de travail. Une nuit en 1977, à quelques jours de l'inauguration, les deux buts seront dynamités « par un voisin dérangé dans sa tranquillité dominicale », comme le supposera l'Asti quelques années plus tard. (Le « Bomme-leër » de Larochette ne sera jamais trouvé.) Suivront des années de bagarres physiques et judiciaires aux alentours des terrains de foot et devant les tribunaux. Ce ne sera qu'en 1998 que, bon gré mal gré, les joueurs luxembourgeois et portugais feront la paix (manque de joueurs) et créeront l'AS Rupensia-Lusitanos de Larochette.

Il y a différentes hypothèses tentant d'expliquer pourquoi la Fiels est devenue une commune majoritairement portugaise. Dans le troisième tome de *Retour de Babel* (2007), Daniel Cardoso, ouvrier, syndicaliste et figure de la vie associative locale, témoigne de son arrivée à Larochette en 1964. Selon lui, « le secrétaire de la commune avait aménagé des chambres dans une ancienne caserne et usine à chaussures qui lui appartenait. [...] C'est devenu un point d'arrivée, ainsi qu'un point de départ pour d'autres localités du pays. [...] Comme le propriétaire de la caserne était secrétaire communal, il donnait plus de facilités pour les

La commune de Larochette deux ans après le rejet par ses voisines et trois mois avant l'élection d'un nouveau maire

papiers. Ceci explique pourquoi il y a une si grande communauté portugaise à Larochette. »

Dans son mémoire de licence présenté en 2004, *Les migrants portugais entre le village d'accueil et le village d'origine – Étude de géographie sociale dans les villages de Larochette et de Fiolhoso*, Jorge Freire Coimbra avance d'autres facteurs : la présence de personnes parlant le portugais, le caractère touristique de la région et, surtout, des logements disponibles et abordables. Car, dans les années 1970, Larochette était frappée par une violente désindustrialisation. L'industrie textile, présente depuis des siècles dans la vallée, se trouvait en phase terminale. Les Draperies de Larochette font faillite en 1970, victimes collatérales de l'abolition du service militaire : les livraisons à l'armée avaient représenté un tiers de sa production. La fabrique de vêtements Vestimenta, qui dans les années 1950 avait été le plus grand employeur du village avec plus de 120 salariés, ferme en octobre 1984. Quelques mois plus tard, c'est au tour de la manufacture de vêtements JP Ginter-Ginter de plier sous la concurrence internationale. Dans les années 1960, la population de Larochette avait plongé en-dessous des mille habitants, contre 1 600 en début du siècle. Si le nombre d'habitants a depuis augmenté, c'est que les immigrants portugais avaient emménagé dans les vestués et humides maisonnettes d'ouvriers souvent vieilles de plusieurs siècles, que les Luxembourgeois et Italiens avaient abandonnées.

Protection du patrimoine à la portugaise

Dans son mémoire, Jorge Freire Coimbra fait une cartographie de toutes les maisons de Larochette selon la nationalité de ses occupants. La présence portugaise se concentre dans le centre historique du village, tandis que les Luxembourgeois habitent les pavillons dans des cités plus récentes. Les anciennes maisons mitoyennes ont été retapées lors des week-ends et grâce à la solidarité communautaire. À Larochette, les immigrants portugais ont sauvé une bonne partie du patrimoine séculaire qui, sans eux, serait tombé en ruine.

Le nouveau Plan d'aménagement général (PAG) classe quelque 300 maisons (sur un total 800 unités) comme bâtiments, gabarits et alignements protégés. La partie écrite du PAG adoptée en janvier 2017 contient une multitude de prescriptions spécifiques pour la « zone du secteur sauvegardé », c'est-à-dire pour tous les bâtiments situés dans l'axe de la vue sur le château qui surplombe le village et la vallée de l'Ernz Blanche. Le PAG insiste sur le purisme local : sont ainsi interdits « tous pastiches d'une architecture étrangère à la région ». Les fenêtres doivent être à deux ouvrants « divisés chacun en un carreau carré et un carreau rectangulaire », les bancs de fenêtres et les escaliers d'entrée « en pierre naturelle de la région ou similaire », les gouttières verticales en zinc. Quant aux volets roulants, ils sont « à éviter ».

Étrangement, seulement six propriétaires ont réclamé contre le nouveau PAG, alors que, dans le Ville de Luxembourg, 1 088 réclamations avaient été introduites. Ce contraste s'explique soit par le patient travail de sensibilisation du SSM lors de réunions citoyennes, soit par le fait que la population immigrée a une conscience moins aiguë des enjeux financiers que comporte un nouveau PAG pour son patrimoine.

Longtemps, la protection du patrimoine était « plus pragmatique et moins bureaucratique », se rappelle le bourgmestre, Pierre Wies. Elle était personnellement supervisée par Georges Calteux, directeur du Service des sites et monuments nationaux entre 1982 et 2004. « Il débarquait fréquemment dans la Fiels à bord de sa Citroën, raconte Wies. Il sortait une palette de couleurs et conseillait les propriétaires sur la peinture à utiliser pour rénover la façade et les fenêtres. Moi, je me tenais à côté et je notais les codes de couleurs ».

La prochaine maire ? La trentenaire Natalie Silva habite depuis dix ans à Larochette, et elle pourrait en devenir la prochaine bourgmestre. Silva est issue d'une famille cap-verdienne et « relativement catholique » d'Ettelbruck. Après avoir terminé ses études en relations publiques à Bruxelles, elle fait un stage au secrétariat général du CSV, puis y est embauchée en amont des législatives de 2004. Depuis, elle s'occupe de la logistique d'événements, prépare les campagnes électorales et maintient le contact avec les sections locales et les milliers de membres. Natalie Silva est donc une femme d'appareil, ancrée dans le parti et connue de ses membres actifs.

En octobre 2011, aux élections communales de Larochette (tenues à la majorité relative), elle finit deuxième avec 329 suffrages, devançant d'une voix



Place Bleiche, centre commercial du village : on y trouve restaurants, bars, deux agences de banques et un boucher. Le floriste a fermé, tout comme la discothèque alternative, Magic Ballroom

Frank Reuter, qui démissionnera en octobre 2012. Le maire, qu'elle qualifie de « père politique » lui transmet certains dossiers, dont celui de l'école, et l'introduit dans les méandres de la politique communale. Silva célèbre tous les mariages, qu'elle prépare longuement par des entretiens avec les fiancés. Elle est étonnée par l'immédiateté des réactions aux décisions politiques : les gens qui l'arrêtaient dans la rue, les questions matinales devant les grilles de l'école.

Le siège de maire lui servira-t-il de tremplin pour les prochaines législatives ? Natalie Silva ne veut se prononcer sur la question. Les barons des villages périphériques pèsent peu dans la circonscription Centre. Ainsi, ni Pierre Wies en 2004, ni Marianne Brosius-Kolber en 2004 et en 2013 (avec pourtant une progression de 4 000 voix entre les deux échéances) n'avaient réussi leur entrée au Parlement sur les listes du CSV. Face aux candidats puisant dans les larges réservoirs de voix de la capitale et de Hesperange, une base locale de 2 166 habitants ne suffit pas pour s'imposer. Et encore moins lorsque seulement 672 habitants ont le droit de vote, comme c'est le cas dans la Fiels.

« Méi weltlech, manner duerflech » Ce jeudi matin, au dernier jour des inscriptions, 226 étrangers (sur un total de 1 283) s'étaient inscrits sur les listes électorales de Larochette. Cela fait à peu près un Fielser non-luxembourgeois sur six, ce qui correspond grosso modo à la moyenne nationale. (En 2011, 259 étrangers étaient inscrits, dont certains ont depuis pris la nationalité luxembourgeoise.) Rodrigo Pereira Macedo est l'un d'eux. Il vote pour les personnes qu'il connaît, « pas pour un Luxembourgeois ou pour un Portugais ». Mais, selon lui, « les deux communautés restent séparées » par ce qu'il désigne de « deux mentalités différentes ».

Parmi les Portugais plus âgés, habitant souvent depuis une quarantaine d'années au Luxembourg, de nombreuses personnes ne parlent qu'un français très approximatif. « Les deux communautés vivent harmonieusement l'une à côté de l'autre, mais les contacts restent rares », conclut également Jorge Freire Coimbra dans son mémoire de licence. « Pour une vraie intégration, il ne suffit pas d'habiter l'un à côté de l'autre et de passer le temps libre à regarder le football sur la chaîne portugaise. Il est nécessaire de s'intéresser à ce qui se passe dans les communes et dans le pays où on habite », avait déclaré le maire de la Fiels en 2003 face au *Contacto*. L'analyse est peut-être un peu trop pessimiste.

D'abord parce que, dès la deuxième génération, l'intégration linguistique réussit. Ensuite parce que tous les anciens Fielser interrogés se disaient fiers de la tradition luso-luxembourgeoise de leur village. Lucien Leopard est en train de siroter un mini sur la terrasse de l'Hôtel du Château. Cet ancien cheminot, âgé aujourd'hui de 85 ans, a grandi à Larochette. Il a déménagé en 1962, mais revient régulièrement en visite, « tant que la santé le permet et tant qu'ils me laisseront le permis de conduire ». Sa lecture du référendum : « Les paysans se disaient : 'Que faire de ces Fielser ?! Et, en plus, ils l'ont dit avec des *Friemehasser-Wierder* », dit-il. Une passante chante les louanges de Larochette comme village « méi weltlech, net sou ndroend, net sou dierflech » : « C'est l'Europe ici. Larochette a toujours été une ville ouverte. » Certains Luxembourgeois parlent le portugais, ayant grandi dans des rues majoritairement lusophones

bar sont décorées par les étoiles européennes flanquées des drapeaux portugais et luxembourgeois. À côté de lui, sur la terrasse, est assis Stéphane Ruiz, vêtu d'un T-shirt du groupe *trash metal* Slayer. Il est arrivé « par hasard » de Bordeaux à Larochette en 1986. Il a repris le café à musique Little Woodstock à la sortie du village d'Ernz, un endroit qu'il avait d'abord fréquenté comme client avant d'y travailler comme barman et enfin comme gérant.

Ruiz dit ne pas s'intéresser à la politique et ne s'est pas inscrit sur les listes électorales. « Ce sont toujours les mêmes qui passent, les mêmes vieux Luxos qui se partagent le pouvoir entre eux. » Il regrette que les fêtes de rue soient devenues plus sages et que les nuits blanches ne soient plus accordées qu'avec parcimonie. « Il n'y a plus de mélange comme avant. Il y a vingt ans, les Luxembourgeois et les Portugais faisaient la fête ensemble. Mais les gens, ça a changé. » Le Little Woodstock serait ainsi fréquenté « à 90 pour cent par des Luxembourgeois ». Et d'ajouter : « C'est devenu plus communautaire... Comme un petit vent de nationalisme qui remonte dans tout le pays. »

Fusion inéluctable La fusion aurait apporté neuf millions d'euros supplémentaires aux trois communes. « À partir de maintenant, nous n'aurons plus que 200 000 euros par an, dit Marianne Brosius-Kolber. Les dotations de l'État baissent et nous n'avons pas d'autres recettes. Nous avons fini de construire la maison-relais, mais pour l'avenir nous ne pourrions plus faire grand-chose. Et ce n'est même pas une question de *Prunkbauten*. Dans l'argumentation des gens, parce qu'ils ont payé tellement cher leur terrain, ils doivent avoir droit à des services. » La commune de Nommern a un peu plus de réserves : sur son territoire se trouve une décharge qui lui rapporte un euro la tonne de gravats, c'est-à-dire un peu plus d'un demi-million d'euros par an. « La fusion ne passera plus par référendum, il faudra

donc la décréter d'en haut », dit Marc Eicher. Pour Marianne Brosius-Kolber, tôt ou tard, une fusion serait inéluctable, « c'est juste dommage qu'elle se fasse par résignation et non de manière volontaire. »

La mort des Grands Hôtels À Larochette, les entrées provenant du tourisme faiblissent. Les anciens Grands Hôtels ont été soit démolis (Hôtel Résidence), soit mis en vente (Hôtel de la Poste), soit fonctionnent au ralenti (Hôtel du Château). Comme la plupart des immigrants, Mendes Dos Santos se rappelle encore la date exacte de son arrivée au Luxembourg : le 2 janvier 1980. Il commence à travailler comme serveur à l'Hôtel du Château, un établissement alors connu dans tout le Grand-Duché. « On était 24 ouvriers et on faisait 300 repas par service. Aujourd'hui, il n'y a plus que quatre personnes qui y travaillent ». En 1983, il ouvre son propre café-restaurant, la Fielser Stuff, un bistrot-restaurant au carrelage multicolore, peint en vert clair, équipé d'une machine Zubito et réputé pour ses « poulets grillés à la portugaise ».

Seul le camping Bierkelt, sur les hauteurs du village, connaît un mini-boom. Vendu en 2015 à la chaîne néerlandaise Iris Parc, le camping cinq étoiles avec 430 emplacements mise sur le « glamping » (lisez : « glamour camping ») : des grandes tentes avec plancher en bois, mobilier colonial, douches et Wifi. Iris Parc veut injecter plusieurs millions d'euros pour construire des nouvelles piscines, un grand toboggan et créer 130 places de camping supplémentaires. Comme l'explique Paul Visser, ancien propriétaire qui, en tant que *project manager*, accompagne les travaux de transformation, l'idée serait d'attirer des touristes « affluents » (les hôtes sont à quasi 90 pour cent des Hollandais). Il veut compenser la « sous-offre » en bas dans le village par une « animation » non-stop sur le site, ainsi transformé en « camping-club ».

IN EINER WELT IM WANDEL

IST ERFOLG AM SCHÖNSTEN, WENN MAN IHN TEILEN KANN



BGL BNP PARIBAS WURDE ZUM
ZWEITEN MAL IN FOLGE ALS BESTE BANK
LUXEBURGS AUSGEZEICHNET

Wir danken unseren Kunden für ihr Vertrauen



BGL
BNP PARIBAS

Die Bank
für eine Welt
im Wandel



BGL BNP PARIBAS S.A. (50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg : B 6481) Marketingmitteilung Juli 2017

À Larochette, les immigrants portugais ont sauvé un patrimoine séculaire qui, sans eux, serait tombé en ruine. Le nouveau PAG insiste pourtant sur la pureté locale : sont ainsi interdits « tous pastiches d'une architecture étrangère à la région »

Leitartikel

Strom wird bald teurer, oder?

Peter Feist

Am Montag stellte Wirtschafts-Staatssekretärin Francine Closener ein Papier ihres Ministeriums vor, in dem es um die „Weiterentwicklung der Gebäuderenovierungsstrategie“ geht. In dem rund 30 Seiten langen Bericht steht, nur „sehr selten“ würden in Luxemburg Besitzer ihr Haus komplett energetisch renovieren lassen, statt nur das Dach zu isolieren oder neue Fenster einzubauen. Um Komplettrenovierungen rentabel erscheinen zu lassen, seien die Energiepreise hierzulande zu niedrig. Weshalb das Papier in einer von 33 Maßnahmen vorschlägt, bis 2019 neue Energiesteuern einzuführen.

Am Tag zuvor war Wirtschaftsminister Etienne Schneider bei RTL zu Gast. Dort erzählte er, falls Google in Luxemburg ein Datenzentrum mit einem Stromverbrauch baut, der höher wäre als der der Elektro Stahlwerke von Arcelor-Mittal zusammengekommen, dann habe das den „positiven Nebeneffekt, dass für alle anderen die Strompreise sinken“. Dass heißt nicht, dass der Minister Preissenkungen verspricht, während die Staatssekretärin mit neuen Steuern winkt. Der Bericht, den Closener vorstellte, ist nur eine Zusammenschrift aus „Workshops“ mit den „forces vives de la nation“. Was dort an Ideen herauskommt, nutzt eine Regierung anschließend wie sie

will. Und die aktuelle entscheidet natürlich sowieso nicht, was mit „Horizont 2019“ an neuen Steuern gelten könnte.

Schneiders Ankündigung ist ebenfalls nicht ganz wörtlich zu nehmen. Er hat zwar Recht, wenn er sagt, geht ein Riesenstromverbraucher wie das Datenzentrum neu ans Netz, würden die Netzkosten anders aufgeteilt unter den Verbrauchern und die Serverfarm hätte anteilig viel zu zahlen. Doch mit 2,48 Terawattstunden pro Jahr brauchte sie so viel Strom, dass der Gesamtbedarf des ganzen Landes von derzeit knapp sieben Terawattstunden um 35 Prozent stiege. Ob dazu noch Investitionen am Netz nötig wären und was sie kosten würden, ist noch nicht bekannt.

Vor allem aber: Seit diesem Jahr berechnet das für die Netze zuständige Regulierungsinstitut ILR die Netzentgelte anders. Der kleine Verbraucher merkt es kaum, aber gestiegen ist der feste Anteil an den Netzgebühren, während der variable Anteil, der dem Stromverbrauch folgt, gesenkt wurde. Man könnte sagen, wer weniger Strom verbraucht, spart dadurch weniger als früher. Oder man sagt, egal wie viel verbraucht wird, müssen im Allgemeininteresse die Netze erhalten werden, und das kostet eben.

Das hat ziemlich brisante Implikationen, wenn es um die Energieversorgung der Zukunft geht. „Dezentraler“ soll sie beschaffen sein, erzählen Energiepolitiker und die Energiebranche. Künftig würden, weil die Technologie immer preiswerter wird, viele Hobbyproduzenten von Wind- und Sonnenstrom in „Mikronetze“ einspeisen, die mit einem „intelligenten“ überlagerten Stromnetz zusammenwirken würden, und dieses wiederum mit überregionalen beziehungsweise transeuropäischen Netzen – immer so, dass bloß nicht irgendwo zu wenig Strom zu Verfügung steht.

Doch wenn der Trend tatsächlich hingeht zum „Tout électrique“ und eine Selbstversorgung immer greifbarer wird, wenn dabei wegen immer billigerer Technologien die Kosten sinken – dann kann auch zum Sparen weniger Anlass bestehen. Noch sind das eher theoretische Aussichten, aber an ihrer Umsetzung wird gearbeitet, auch in Luxemburg. Zu hoffen ist, dass schon bald seriöse öffentliche Diskussionen über die Energieversorgung, was sie bringen soll und was sie kostet, geführt werden können. Bis dahin ist es ähnlich schwierig, neue Steuern in den Raum zu stellen, wie allgemein sinkende Preise zu versprechen, weil an einer Stelle viel verbraucht wird. Es sei denn, man macht, wie Etienne Schneider am Sonntag, Polit-Marketing in eigener Sache.

Erstmals seit einem halben Jahrhundert fuhr am Mittwoch wieder eine Straßenbahn durch die Hauptstadt. Zwischen dem Tramsschapp und der Coque unternahmen zwei Züge auf dem Kirchberg eine erste Testfahrt. Selbst Bürgermeisterin Lydie Polfer (DP) war zu dem freudigen Ereignis erschienen, die einst Busse vor dem Rousegärtchen aneinanderhängen ließ, um zu zeigen, welche Stadtverschandelung durch eine Straßenbahn drohe. Nach weiteren Proben sollen im November regelmäßige Leerfahrten beginnen. Die Inbetriebnahme des ersten Streckenabschnitts zwischen den Haltestellen *Luxexpo* und *Pafendall-Rout Bréck* ist für den 10. Dezember geplant. rh.

Sven Becker



blog

Personalien

Personalien

Politik

Politik

Politik

Gesellschaft

Francine Closener,



Staatssekretärin für Verteidigung (LSAP), stellte am Mittwoch zusammen mit Generalstabschef Romain Mancinelli die neue Richtlinien der Verteidigungspolitik bis 2025 und darüber hinaus vor (Foto: Ema). In der als bunte Werbebroschüre gestalteten Publikation heißt es, dass die Militärpolitik an einem Wendepunkt angelangt sei. Als erstes Ziel wird wieder die Landesverteidigung angeführt gegen eine Bedrohung der „europäischen und transatlantischen Ordnung“, gegen asymmetrische und Cyber-Angriffe. Aus diplomatischen und wirtschaftlichen Gründen soll die Militärpolitik nicht nur hinter der Nato und der EU verschwinden, sondern auch „sichtbar“ bleiben. Geplant ist der Ausbau der „derzeit embryonären“ Luftwaffe einschließlich einer Regierungsflotte auf dem Findel und der Rückgriff auf Spezialisten der Privatwirtschaft in Krisenzeiten. Nicht vorgesehen ist ein militärischer Geheimdienst. Gefördert werden sollen die Wehrmedizin und die nationale Rüstungsindustrie, beispielsweise im Satellitenbereich. Innerhalb der nächsten drei Jahre sollen die Militärausgaben um 50 Prozent erhöht werden. rh.

Claude Meisch,

Erziehungsminister (DP), versucht Kritiken der rechten Opposition zurückzuweisen, dass die im Herbst eingeführte kostenlose mehrsprachige Kinderbetreuung nicht nur an einem Mangel an geschulten Erziehern zu scheitern drohe, sondern auch die Kinder überfordere. Deshalb lässt er unter dem Titel *Méisprochegeket ass eng Chance* ein Plakat und eine Broschüre verteilen, wo mit Zitaten von Akademikern aus aller Welt bewiesen werden soll, dass Mehrsprachigkeit ein Segen für Kleinkinder sei. Außerdem soll sich ein Expertenkomitee zweimal im Jahr treffen, um das Betreuungsprogramm zu begleiten. rh.

Marco Mille,

ehemaliger Geheimdienstchef, soll zusammen mit den ehemaligen Agenten André Kemmer und Frank Schneider vor das Zuchtpolizeigericht. Das bestätigte am Mittwoch in Berufung die Ratskammer. Sie werden im Zusammenhang mit dem Geheimdienstskandal, der 2013 zum Sturz von Premier Jean-Claude führte, verdächtigt, gegen den Schutz der Privatsphäre und das Fernmeldegeheimnis verstoßen zu haben, beziehungsweise eine verschleierte CD veruntreut zu haben. rh.



Zufrieden

Ziemlich toll fand die DP-Fraktion am Montag bei einer Bilanz der Kammer-session, was sie bisher geleistet hat. Besonders stolz zeigte sich Fraktions-sprecher Eugène Berger auf die Steuerreform. Eine von OGBL und LSAP vorgeschlagene Mindestlohnerhöhung stehe „nicht an in der Koalition“, auch wenn andere Parteien dies nun in ihr Wahlprogramm setzen“. Bürgermeisterin Lydie Polfer meinte, der Staat soll keine Privatbesitzer enteignen, sondern die großen Landreserven des Kirchberg-Fonds bebauen (Foto: DP). rh.



Neue Runde

Auch wenn die CSV endgültig angekündigt hat, eine Verfassungsrevision bis zum Ende der Legislaturperiode zu verhindern, gehen die Vorbereitungen unbeirrbar weiter. Nach dem Zusatzgutachten des Staatsrats im Frühjahr hat der Vorsitzende des parlamentarischen Ausschusses der Institutionen und Verfassungsrevision, Alex Bodry (LSAP), für September mehrere Ausschusssitzungen anberaumt, um neue Änderungsanträge zum vor acht Jahren deponierten Text zu verabschieden. rh.

Strategiedebatte



Zu einer zweiten Sitzung kam am Mittwoch unter dem Vorsitz von Wirtschaftsminister Etienne Schneider (LSAP) das Begleitkomitee zusammen, das neben den Unternehmensverbänden auch die Gewerkschaften in die Umsetzung der von dem Zukunftsforscher Jeremy Rifkin ausgeschmückten Wirtschaftsstrategie einbinden soll. Dabei haben in Abwesenheit Rifkins sieben Arbeitsgruppen von Wirtschaftsbranchen und eine achte zu Arbeit, Beschäftigung und sozialen Fragen Bericht über ihre Diskussionen erstattet. Im Oktober tagt das Komitee erneut, danach sollen eine öffentliche und eine parlamentarische Debatte über die dritte Industrielle Revolution stattfinden (Foto: Meco). rh.

My tailor is rich

Das Lycée Michel Lucius durchlebt nach Meinung des SEW/OGBL stürmische Zeiten. Denn seit der Einführung der ersten englischsprachigen Klasse 2011 seien inzwischen mehr als ein Drittel der Klassen englischsprachig. Dies führe dazu, dass ein Teil der Lehrer gezwungen seien, ihre Fächer in Englisch zu lehren, obwohl sie diese Sprache unzureichend beherrschten und nicht auf diese Aufgabe vorbereitet seien. Zudem sei die Schuldirektion überfordert, wenn sie ab dem Herbst drei Schulen leiten müsse, das Lyzeum, die International School und die Grundschule Michel Lucius. Die Gewerkschaft kreidet dies der liberalen Politik der Schulautonomie an. rh

Zouverlésseg. Zesummen

Einen Tag nachdem Vizepremier Etienne Schneider (LSAP) in RTL erklärte, fiele das Wahlergebnis 2018 ähnlich aus wie 2013, werde er nicht zugunsten Xavier Bettels auf den Premier-Posten verzichten, betonten die Grünen auf ihrer Bilanzkonferenz der Parlamentssession, „wir sind ein fairer und zuverlässiger Koalitionspartner“. Statt Demarkation von den anderen halten Déi Gréng für Koalitionsbildungen lieber alle Optionen offen und empfehlen sich als besonders bürgernah. Fraktionssprecherin Viviane Loschetter äußerte über zehn Mal in ihrer Rede das Wort *zesummen*. pf

Gastfreundschaft



Mit einer Menschenkette quer durch die Hauptstadt drückten am Samstag rund 500 Leute ihre Solidarität mit jenen aus, die nach Luxemburg kommen, um Schutz und eine neue Existenz zu suchen. Sie waren dem Aufruf von zwei Dutzend Organisationen, von Asti über das Rote Kreuz und den OGBL bis zur Shoura, gefolgt, die sich für eine offene und gastfreundliche Gesellschaft einsetzen und Ausländerfeindlichkeit und Rassismus bekämpfen. Sie verlangten von der Regierung und dem Parlament den Respekt der Asylprozeduren, einen einfacheren Zugang für Asylsuchende zum Arbeitsmarkt und eine Integrationspolitik im Interesse von „Luxemburgern, Nicht-Luxemburgern, Eingewanderten, Asylsuchenden und Grenzpendlern“ (Foto: Asti). rh.

Styropor nehme ich nicht

Nachdem *d'Land* vergangene Woche (Ausgabe vom 7.7.2017) mutmaßte, an der Bettendorfer Maison relais könnte am 12. Juni eine mit Styropor gedämmte Fassade gebrannt haben, meldete sich der für Entwurf und Bauausführung zuständige Diekircher Architekt Ralph Bingen und betonte, „in der Fassade steckt nicht ein Gramm Styropor“. pf

So manche Architekten und Baufirmen sind mit dem Fonds du Logement unzufrieden

Der Eingefrorene

Peter Feist

Wer derzeit vom Fonds du Logement etwas will, sollte wohl besser nicht dort anrufen: Zu den offiziellen Bürozeiten, die auf halb neun bis halb zwölf Uhr morgens beschränkt sind, führte der telefonische Weg dieser Tage auch bei mehrmaligen Versuchen nur in eine Warteschleife. Dort verspricht eine sonore Männerstimme, man werde gleich mit dem nächsten freien „Agenten“ verbunden, doch selbst eine halbe Stunde später ist noch immer nichts geschehen.

Wird der größte öffentliche Wohnungsbauträger im Lande von derart vielen Telefonaten bombardiert, dass seine Mitarbeiter mit Antworten nicht nachkommen, oder ist er so sehr mit sich selbst beschäftigt, dass niemand den Hörer abhebt?

Letzteres ist nicht nur deshalb gut möglich, weil seit zwei Wochen ein seit zwei Jahren angekündigtes neues Gesetz über den Wohnungsbaufonds in Kraft ist. Es hat das frühere Direktionskomitee in einen Verwaltungsrat umgewandelt, der für Strategiefragen zuständig ist, und unter ihm eine Direktion für das Tagesgeschäft neu eingeführt. Per Stellenanzeige wird seit vergangener Woche der neue Direktor gesucht. An der Anzeige fällt auf, dass offenbar viel Wert auf Betriebs- und Mitarbeiterführung gelegt wird: Der künftige Fonds-Direktor soll ein „leader reconnu“ sein, der „intelligence relationnelle“ besitzt und „mobiliser et fédérer les équipes autour d'une dynamique collective“ würde. Er wüsste mit seinen Gesprächspartnern zu interagieren, um „relations constructives“ aufzubauen und bewiese einerseits „rigueur“, andererseits „diplomatie“ – der „différents enjeux de l'établissement“ wegen.

Welche „enjeux“ das genau sind, weiss vielleicht sogar der neue Verwaltungsratspräsident Claude Wagner noch nicht so richtig. In einem Interview mit dem *Radio 100,7* räumte der hauptamtlich im Wohnungsbauministerium angestellte Ingenieur ein, den Fonds du Logement noch zu „entdecken“. Dass der Fonds seit Wochen „extrem im Fokus der Öffentlichkeit“ steht, weiß Wagner aber und wünscht ihm „Ruhe, damit er seine Aufgaben erfüllen kann“.

Doch ob es mit Ruhe allein getan sein wird, scheint nicht so sicher. Gut zwei Jahre nachdem die damalige DP-Wohnungsbauministerin Maggy Nagel im Frühjahr 2015 den über ein Vierteljahrhundert hinweg starken Mann des Fonds, Daniel Miltgen, als Präsident des Direktionskomitees entließ, ist die Unruhe nicht nur größer geworden, weil immer wieder Fonds-Interns an die Öffentlichkeit gerieten und geraten, die nicht gerade auf friedliche Verhältnisse im Betrieb schließen lassen. Wie vor einer Woche, als *RTL* einen Auszug aus einem Sitzungsprotokoll des Direktionskomitees von Mitte Mai veröffentlichte. Aus ihm geht hervor, dass die Komitee-Chefin und Miltgen-Nachfolgerin Tania Fernandes betriebsinterne Ermittlungen eingeleitet hatte, in deren Visier auch Mario Schweitzer, der Generalkoordinator des Fonds, stand. Klagen des Personals wegen „Mobbing“ und „missbräuchlichem Management“ hatten Fernandes zu dem Schritt veranlasst. Fünf Wochen später legte sie ihr Amt nieder. Offiziell aus „persönlichen und gesundheitlichen Gründen“, aber es halten sich Gerüchte, sie sei – bis 21. Juni immerhin Fonds-Chefin – selber „rausgemobbt worden“. Der neue Verwaltungsratspräsident bemühte sich vorige und diese Woche, alle Fragen um das Ermittlungsverfahren als beantwortet und die Sache als erledigt darzustellen. Er will in die Zukunft schauen und bittet um Ruhe.

Die Unruhe aber hat auch Partner des Fonds du Logement erfasst, Architekten und Baufirmen zum Beispiel. *d'Land* hatte in den letzten beiden Wochen mit rund einem Dutzend Kontakt. Namentlich will niemand sich äußern. Und nicht alle der Angesprochenen erklärten sich für unzufrieden. Die Unzufriedenen jedoch erwähnen nicht nur, dass sich der Fonds seit Ende der Miltgen-Ära mehr Zeit lasse mit der Auszahlung von Honoraren. Mehrere Architekten stellen fest, „immer häufiger kommen auf die Baustellen Leute vom Fonds, denen der richtige Durchblick fehlt“. Sie mögen, so ein Architekt zum *Land*, „gute Architekten oder Stadtplaner sein, aber damit ist man nicht automatisch auch ein guter Baustellenleiter“.

Letzteres stellen auch Baubetriebe fest. Entscheidungen auf den Baustellen würden „immer länger dauern“, erklärt ein Firmenchef. „Das hat zwar schon kurz vor Daniel Miltgens Rauswurf begonnen, sich seitdem aber immer mehr verschlimmert.“ Ein anderer Betriebsleiter sieht das ganz ähnlich: „Normalerweise kommt jemand auf den Bau und sagt, so und so geht es weiter.“ Das lasse nach beim Wohnungsbaufonds. „Stattdessen geht es immer ums Budget. Sie kürzen überall.“ Er weiß von einem Baubetrieb, der unlängst entschieden habe, für den Fonds du Logement nicht mehr zu arbeiten.

Diese Klagen könnten auch mit der anscheinend großen Personal-Fluktuation beim Wohnungsbaufonds zu tun haben. Meldungen in den Medien über Entlassungen beim Fonds gab es immer wieder; in dem *RTL*-Bericht vergangene Woche war ebenfalls die Rede von Entlassungen.

Traditionell arbeitet der Fonds zur Projektentwicklung stark mit externen Architekten und Stadtplanern zusammen – im Unterschied zu dem anderen öffentlichen Wohnungsbauträger, der Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), die das weitgehend hausintern erledigt. Von den aus diesem Grunde wenigen Wohnungsbaufonds-Architekten aber ist nur noch einer aus Daniel Miltgens Zeiten übriggeblieben. „Und die neuen“, sagt ein Architekt, „sind oft junge Leute, die auf den Baustellen auf weltfremde Art Macht auszuüben versuchen.“

Andere Architekten haben die Erfahrung gemacht, in Projektbesprechungen „immer anderen Leuten vom Fonds“ zu begegnen, weil die zur jeweils vorhergehenden Sitzung zuständige Person mittlerweile entlassen wurde.

Nach Daniel Miltgens Entlassung wurde nicht nur die Führung des Fonds neu besetzt – mit Regierungsattachée Tania Fernandes aus dem Wohnungsbauministerium an Miltgens Stelle an der Spitze des Direktionskomitees und mit dem früheren stellvertretenden Direktor des Fonds Belval, Mario Schweitzer, als Generalkoordinator auf einem Übergangsposten, bis die Änderung des Wohnungsbaufonds-Gesetzes einen Verwaltungsrat und eine Direktion schaffen würde. Von diesen Stellenbesetzungen abgesehen aber sei, so empfinden das Architekten und Baubetriebe, der Fonds du Logement quasi „eingefroren“ worden.

Soll heißen: Mit der Ära Miltgen sollte endgültig gebrochen werden. Unverständlich ist das nicht. Ohne Daniel Miltgen konnte seinerzeit kaum eine Entscheidung beim Fonds du Logement getroffen werden. Der Spitzenbeamte mit CSV-Parteibuch vereinigte aber viele Ämter auf sich. Vor allem unter der letzten CSV-LSAP-Regierung waren



Vom Fonds du Logement realisierter Wohnungsbau an der Hollericher Straße und im „Quartier Sauerwiss“ in Luxemburg-Stadt (oben) und von ihm demnächst neu zu bebauende Flächen in der Gemeinde Kopstal (unten)



„Immer häufiger kommen auf die Baustellen Leute vom Fonds, denen der richtige Durchblick fehlt“, sagt ein Architekt

gierung von Marc Hansen (DP) verordnete „Umstrukturierung“ führten den Wohnungsbaufonds stark zur Beschäftigung mit sich selber. Der Bestand des Fonds an Mietwohnungen, dessen Vergrößerung laut Minister Marc Hansen die neue Kernaufgabe sein soll, nahm laut den Jahresberichten des Wohnungsbauministeriums zwischen 2015 und 2016 lediglich von 1 781 auf 1 851 Einheiten zu. Architekten sagen, habe man den Generalkoordinator des Fonds gefragt, weshalb es nicht schneller vorwärtsgelasse, habe Mario Schweitzer geantwortet, „wir sind am Umstrukturieren“. Währenddessen wuchs die Warteliste der Antragsteller auf eine Wohnung von 1 800 zum Zeitpunkt von Daniel Miltgens Entlassung auf 2 500 Mitte Mai dieses Jahres. Dem standen zu dem Zeitpunkt rund 1 900 Mietwohnungen gegenüber.

Das zu langsame Vorankommen scheinen nicht wenige Architekten und Baufirmenchefs auch Mario Schweitzers Führungsstil anzulasten. Tenor: Er sei ein guter Beamter, aber kein Macher. Das könnte auch deshalb stimmen, weil Schweitzer sich als stellvertretender Direktor des Fonds Belval eine Zeitlang Hoffnungen machen konnte, Nachfolger von Direktor Alex Fixmer zu werden, als 2015 dessen Pensionierung nahte. Fixmer war als „Macher“ bekannt. Der Verwaltungsrat des Belval-Fonds aber stimmte Schweitzers Beförderung nicht zu. So wurde er Generalkoordinator im Fonds du Logement und ist nun einer der Bewerber auf den durch die Gesetzesänderung dort neu zu vergebenden Direktorenposten. Schweitzer sei „ein Macher“, erklärte Fonds-Verwaltungsratspräsident Claude Wagner im *100,7*-Interview.

Für ein Gespräch mit dem *Land* über die Aktivitäten des Wohnungsbaufonds stand Mario Schweitzer nicht zur Verfügung. Die Pressesprecherin

des Fonds ließ er per E-Mail wissen, man ziehe es vor, schriftlich zu antworten und richtete aus, der Fonds „erfüllt seine Mission, mehr zu bauen“. Bis 2019/2020 seien rund 350 Wohnungen „in Entwicklung“ und „die nächsten Jahre“ würden „geprägt von der Realisierung zweier großer Vorhaben, ‚Wunnen mat der Wooltz‘ in Wiltz und ‚Neischmelz‘ in Düdelingen“, wobei „jedes für sich die Schaffung von mehr als tausend neuen Wohnungen“ vorsehe. Zu diesen Projekten kämen „in den kommenden Jahren noch weitere hinzu“.

Das klingt nicht schlecht. Allerdings hatte Tania Fernandes in einem Interview, das sie Mitte Mai dem *Paperjam* gegeben hatte und welches das Magazin in seiner Juli-Ausgabe veröffentlichte, vorgerechnet, das Wiltzer und das Düdelinger Projekt seien so groß, dass beide bis Anfang der 2030-er Jahre „phasiert“ werden müssten und bis dahin an den beiden Standorten nur jeweils 80 bis 100 Wohnungen pro Jahr entstehen würden. Schulen, Maisons relais, ein Kindermuseum in Wiltz, ein Hotel und einen Startup-Inkubator in Düdelingen baut der Fonds auch; eigentlich zwei neue kleine Städte. Warteliste und derzeitigen Mietwohnungsbestand eingedenk, müsste der Fond schon jetzt sein Angebot mehr als verdoppeln, sagte Tania Fernandes im Mai.

Auf Nachfrage konnte der Fonds du Logement zumindest bis zum Redaktionsschluss dieses Artikels nicht erläutern, wie viele der Projekte, die gegenwärtig „en cours“ sind, noch unter Daniel Miltgen angeschoben wurden. In der Planerszene erzählt man sich, es könnten womöglich alle sein. Falls das stimmt und der Aufholbedarf derart groß ist, erklärt das vielleicht auch, weshalb beim Wohnungsbaufonds dieser Tage niemand ans Telefon ging.



AREND & FISCHBACH
PROMOTION IMMOBILIÈRE

Nous achetons votre terrain!

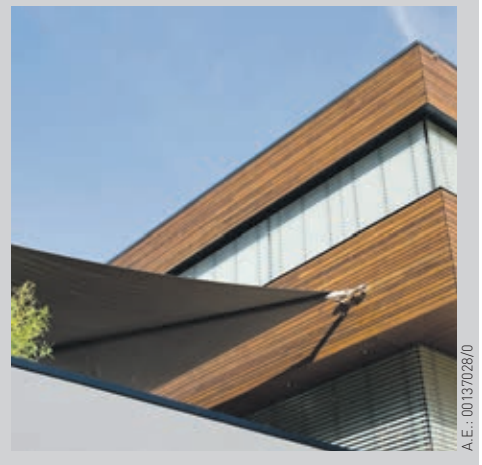
Vous avez un terrain ou un bien immobilier à vendre?

Nous sommes régulièrement à la recherche de terrains bâtis ou non-bâtis dans le Grand-Duché de Luxembourg afin de rénover/développer de nouveaux projets.

Contactez-nous par tél. au 32 75 76 ou par e-mail à administration@na-cf.lu et découvrez nos références sur arend-fischbach.lu

Profitez encore des avantages fiscaux jusqu'au 31.12.2017:

Les plus-values immobilières réalisées sur la vente d'immeubles ne seront **imposées qu'au quart du taux global** à condition que l'acte de vente notarié soit passé jusqu'au **31.12.2017**.



Die Gemeinden als Wohnräume, in denen auch Erziehung und Freizeit stattfinden, aber nicht Gesellschaft, Arbeit und Wirtschaft

Sicher und sauber

Romain Hilgert

Gemeinden sind nicht nur territoriale Untergliederungen, sondern auch politische und soziale Räume. In ihren Rahmenprogrammen für die bevorstehenden Gemeindewahlen beschreiben die Parteien ein wenig, wie diese politischen und sozialen Räume aussehen, und sehr viel, wie sie aussehen sollten. Dabei zeigen diese Programme mit den auf die unterschiedliche Wahlklientel zurückzuführenden Nuancen von rechts bis links eine große Ähnlichkeit.

So werden die Gemeinden weitgehend übereinstimmend in allen Wahlprogrammen als ein präzise abgegrenzter Wohnraum verstanden, in dem noch Erziehung und Freizeit stattfinden. Alle anderen Aktivitäten, etwa Arbeiten und Wirtschaften, finden zwangsläufig auf dem Boden von Gemeinden statt, aber die Wahlprogramme behandeln sie so, als ob sie sich auf einer Art exterritorialen Gebiet abwickelten.

Wobei die Kommunalverwaltungen nur einen Rahmen von Infrastrukturen für das Wohnen in den Gemeinden zur Verfügung stellen sollen. Das DP-Programm zählt auf: „Verkeiersneiregelung, Gestaltung vun öffentleche Plazen, Foussa a Velosweeër, Vernetzung tèschent Duerfkären an der Ëmgéigend, Förderung vun der Mobilité douce, Schutz an Erhalt vu prägende Strukturen an Infrastrukturen...“.

Um das Wohnen selbst kümmert sich die Gemeinde nicht, die Unterbringung der Gemeindegänger überlässt sie dem freien Markt. Generell berufen sich sowohl CSV wie LSAP in der Kommunalpolitik explizit auf das „Subsidiaritätsprinzip“ der katholischen Soziallehre, die meisten anderen Parteien zumindest implizit. Wohnungspolitik ist eine marginal gehaltene Ergänzungsmaßnahme zugunsten von Wählern mit unzureichenden Einkommen: „Die Gemeinde investiert vor allem in soziale Mietwohnungen und greift dabei auf staatliche Hilfen zu-

rück“, meinen die Grünen. Die CSV verspricht, zusammen mit dem Gemeindeverband Syvicol „ein Quotenverfahren für soziale Mietwohnungen“, die DP verkündet: „Wunnraum a Bebauungsflächen an öffentlecher Hand, solle prioritär u jonk Famillen a Stéit aus der egener Gemeng goen. An zwar iwwer Erbpacht.“ Die Lénk meint am weitesten zu gehen, sei es bei teilweise auf die CSV zurückgehenden Bebauungsplänen „im Rahmen der kommunalen Raumplanung, sei es bei der Besteuerung leerstehender Wohnungen und brachliegender Bauflächen, sei es bei der Information und dem Schutz von MieterInnen und WohnungsbesitzerInnen und natürlich beim Bau von öffentlichen Wohnungen.“

So wie beim Wohnen die Gemeinde nur jenen Wohnraum zur Verfügung zu stellen verspricht, die sich sonst keinen leisten können, kümmert sich die Gemeinde um Arbeit als sozialpolitische Maßnahme. Die Arbeiterpartei verspricht: „Die LSAP wird sich deshalb verstärkt für die Schaffung von neuen Arbeitsplätzen auf Gemeindeebene einsetzen und die Initiativen des Arbeits- und Beschäftigungsministers zur Bekämpfung der Langzeit- und Jugendarbeitslosigkeit unterstützen.“

Die reguläre Arbeit des freien Arbeitsmarkts dominiert zwar in der Wirklichkeit, aber sie kommt bestenfalls am Rande in den Wahlprogrammen vor, meist als Lärm, Schmutz und Stau verursachendes Mittel, um Steuern zu erheben, mit denen die Infrastruktur rund ums Wohnen in der Gemeinde finanziert wird. Nur die DP traut sich, von Industriezonen zu scheiben: „Mir wëlle weider op kommunal a regional Industrie a Gewerbezone setzen, fir datt bestoend Entreprise kënnen ausbauen an nei Betriber sech kënnen an der Gemeng etabléieren. D'Liewensqualität vun de Bierger an den Dierfer soll net dorënner leiden.“ Bei der CSV reicht der Mut bloß zu mittelständischen Gewerbebezonen: „Die CSV will eine Kommunalpolitik gestalten, die auf die Interessen der Unternehmen



Das Soziale in der Gemeinde beschränken die Wahlprogramme auf die beiden Randgebiete Sozialarbeit und Freizeitangebote

und besonders der lokalen Betriebe achtet. Lokale Betriebe und Selbstständige schaffen wohnortnahe Arbeitsplätze und stärken die Entwicklungsmöglichkeiten der Gemeinde.“ Mehr Sympathie genießen Startup-Firmen als modische Varianten mittelständischer Kleinbetriebe.

Dabei schimmert die Lage am Arbeitsmarkt in jedem Wahlprogramm durch: Weil sämtliche Eltern von der Panik erfasst sind, dass ihre Kinder am Arbeitsmarkt untergehen werden, wenn sie nicht die beste Ausbildung erfahren, und sie selbst, wenn sie keine Kinderbetreuung während der Arbeitszeit finden, beginnen die Wahlprogramme von DP und Grünen gleich mit den Kindern, und auch bei anderen Parteien nehmen sie breiten Raum ein. Wobei die CSV nebenbei die Hausfrauenehe verteidigt und sogar die DP verspricht: „D'Betreuung a Crèche sinn alleréngs meeschtens a privaten Hänn. Mir wëllen iwwerpräwen op d'Crèche a verschidde Uertschafte genuch Capacitéiten hunn a wann net, kommunal Crèche ubidden.“ Die Grünen wollen „die Wartelisten in den Einrichtungen der Kinderbetreuung abschaffen, indem wir genügend öffentliche Betreuungsstrukturen schaffen“.

Die Leute, die in der Gemeinde wohnen und deshalb auch wählen, sind oft nicht die gleichen wie jene, die in der Gemeinde arbeiten. Deshalb erscheinen die Leute, die in der Gemeinde arbeiten, als Fremde. Sie kommen nicht in den Wahlprogrammen vor oder höchstens als Belastung der Lebensqualität, als Durchgangsverkehr, der die Wohndylle stört und deshalb umgeleitet gehört. „Vill Gemeinge leiden ëmmer méi ënnert dem Pendlerverkeier. Fir datt d'Gefierer iwwerhaupt net bis an d'Stied fuere müssen, wëlle mir weider Park-and-Ride-Plaze baussent den Uertschafte bauen“, verspricht die DP. „Virun allem a Wunngebiddere wëlle mir de Parking résidentiel ausbauen, fir ze verhënnere, datt d'Awunner déi Leeddroend vum Pendlertrafic ginn.“ Entsprechend räumen alle Parteien der Verkehrspolitik mit allen Fortbewegungsmöglichkeiten breitesten Raum ein.

Wie die wirtschaftlichen werden die gesellschaftlichen Beziehungen in der Gemeinde weitgehend ausgeblendet. Das Soziale in der Gemeinde beschränken die Wahlprogramme auf die beiden Randgebiete Sozialarbeit und Freizeitangebote. Die CSV findet: „Gegenüber den Mitbürgern hat die Gemeinde eine soziale Verantwortung zu übernehmen. Dies betrifft vor allem auch ein aktives Engagement im Bereich der Arbeitsloseninitiativen.“

Weil sämtliche Eltern von der Panik erfasst sind, dass ihre Kinder am Arbeitsmarkt untergehen werden, wenn sie nicht die beste Ausbildung erfahren, beginnen die Wahlprogramme von DP und Grünen gleich mit den Kindern

Zum Thema Flüchtlingsunterkünfte meint die LSAP: „Vielmehr müssen dezentral kleinere Wohnstrukturen für ihre Unterbringung verfügbar gemacht werden.“ Die CSV will „ein Lastenheft erstellen“ und „bei der Verteilung zwischen den Gemeinden Quoten einführen und diese national durchsetzen, falls die interkommunale Solidarität versagt.“ Grüne und Linke geben sich solidarisch, die DP sagt lieber nichts.

Dafür will die DP „Parallelgesellschaften verhënnere. Mir wëlle bestoend an nei Wunngebiddere duerch baulech a urbanistesche Moossname méi attraktiv gestalten an esou fir déi néideg sozial a wirtschaftlech Villfalt suergen, déi d'Entstoe vu Parallelgesellschaften ze verhënnere.“ Für den Fall, dass das nicht reicht, verspricht sie „[m]éi Polizeipräsenz a Kontrollen“ und die LSAP „verstärkte Präsenz von Sicherheitskräften vor Ort und insbesondere an Brennpunkten“. Die CSV findet: „Polizeikräfte vor Ort sind unerlässlich für das Wohlbefinden der Bürger und wirken präventiv gegen Gesetzesüberschreitungen“, auch sind DP wie CSV für Platzverweise und Vermummungsverbot.

Die Gemeinde soll aber nicht nur sicher, sondern auch sauber sein, ein Idyllenalltraum voller Geranien. Weil jede Partei Sicherheit und Saubereit verspricht, gewinnen die Grünen als authentischste Partei der lokalen Hecken, Müllverwertung, Fahrräder und Sonnenenergie seit 20 Jahren jede Gemeindewahl. Mit dem messianischen Fleiß von Sauberkeits- und Sicherheitsingenieuren betreiben grüne Minister selbst auf Landesebene lokale, also kommunale Politik. So dass die DP nur noch verzweifelt versprechen kann: „Mir wäerten op vill benotzte Weeër genuch Hondstutten an Hondstoiletten zur Verfügung stellen, fir datt eis Stroossen a Plaze propper bleiven.“



Wohnungspolitik ist bloß eine Ergänzungsmaßnahme für Wähler mit unzureichenden Einkommen



Die Leute, die in der Gemeinde arbeiten, erscheinen als Fremde, als Belastung der Lebensqualität

Nouveaux pères

josée hansen

Cliché. Pierre, nom fictif, vient d'assister à la naissance de son deuxième enfant. Tout s'est bien passé, sa fille aînée est chez les grands-parents. Après avoir quitté la maternité avec une liste longue comme un bras de courses à faire pour le lendemain, il donne rendez-vous à ses potes le soir même pour fêter l'événement. Ensemble, il se prennent la cuite du siècle, il est encore tellement alcoolisé le lendemain matin qu'il donne un mauvais prénom à son fils au bureau de l'état civil à la commune et, quand il revient à la maternité, demande à sa femme de se pousser dans le lit pour qu'il puisse s'allonger pour dessouler. La liste des courses à faire, toute froissée, lui tombe des poches du jean.

Reality check Pierre a entendu ces histoires épiques de cuites mémorables de pères qui auraient trop fêté la naissance de leur premier, deuxième ou troisième enfant. Mais en réalité, la naissance ne s'est pas du tout passée comme prévu, l'enfant est arrivé beaucoup trop tôt ou par césarienne, depuis, il jongle avec les choses à faire : assurer que l'aînée soit à temps à l'école, terminer la décoration de la chambre du petit, récupérer le berceau prévu sur la liste de naissance ou prêté à un ami, inscrire l'enfant à l'état civil, chercher les affaires dont a besoin la maman à la maternité, avertir son patron, la famille, les amis... Actuellement, il a droit à deux jours de congé « pour raisons d'ordre personnel » pour tout faire avant que sa famille ne rentre. C'est peu.

Image d'Épinal Le gouvernement Bettel/Schneider/Braz s'est engagé dès 2013 à encourager un « meilleur équilibre entre vie familiale et vie professionnelle » et poursuit pour cela une stratégie de modernisation du droit familial et du droit du travail, tout en rapprochant les besoins des patrons de ceux des salariés. Pour encourager plus de femmes à retourner au travail après la naissance d'un ou de plusieurs enfants, il a déjà réformé le congé parental en 2016 et continue sur sa lancée en repensant les « congés spéciaux » prévus dans la législation – congé pour mariage, décès d'un membre de la famille, enfant malade ou naissance. La stratégie pour arriver à cet idéal est clairement établie, discutée avec les partenaires sociaux qui l'ont avalisée, puis mise en musique par une équipe soudée et alignée sur une même position.

Reality check La réforme du congé parental est un franc succès. Bien que ni le ministère de la Famille, ni la Zukunftskeess ne puissent encore donner de chiffres concrets (annoncés pour l'été), la flexibilisation de ces congés, notamment pour les pères, et l'augmentation de l'indemnité ont eu un écho très positif. Si, en 2016, 163 hommes ont pris le premier congé parental (contre 3 065 femmes) et 916 le deuxième congé (contre 217 femmes ; chiffres issus du rapport annuel du ministère de la Famille), le nombre d'hommes ayant demandé un congé parental aurait doublé cette année, nous assure-t-on au ministère (de mille à 2 000 demandes sur une année, grosso modo). En 2016, 6 050 enfants sont nés au Luxembourg (source : Statec), le taux de natalité se situe actuellement à 1,4 enfant par femme.

Si la ministre de la Famille Corinne Cahen (DP) est la principale avocate de cette ligne gouvernementale d'encourager les femmes à concilier emploi et famille, c'est pourtant son collègue socialiste du ministère du Travail, Nicolas Schmit, qui a déposé, le 13 septembre dernier, le projet de loi n°7060 qui réforme les congés spéciaux. Outre le fait, peu discuté, que ce texte généralise le congé postnatal de la femme à douze semaines, qu'elle allaite ou non (actuellement, il faut apporter la preuve de l'allaitement pour avoir un mois supplémentaire, mesure que la ministre qualifie de « pression » sur les femmes), qu'il abaisse le congé pour mariage à trois jours et celui pour la conclusion d'un partenariat à un jour et qu'il flexibilise les congés pour raisons familiales, dans le cas d'un enfant malade, le projet de loi comporte une clause devenue consensuelle dans son article 2 : une fois la loi votée, tout jeune père aurait droit à cinq jours de congé de paternité à prendre dans les dix jours après la naissance.

Cette réforme fait partie de l'accord général conclu en 2015 entre le gouvernement et le patronat, dans le cadre de la réforme du droit du travail, « accord dans



Passer plus de temps avec son nouveau-né durant les premiers jours après la naissance permet aussi aux pères de tisser des liens plus solides

Car, écrit la Commission européenne, il ne s'agit pas seulement d'une « question d'équité » mais aussi d'un « impératif économique ». En outre, permettre au père de passer les dix premiers jours avec son bébé non seulement déchargerait la mère, mais renforcerait aussi le lien père-bébé

lequel le gouvernement s'est d'ailleurs aussi engagé à nous soutenir dans notre volonté de flexibiliser le temps de travail, glisse Jean-Jacques Rommes, administrateur délégué de l'UEL (Union des entreprises luxembourgeoises), mais il ne l'a jamais fait, soit dit en passant ». Donc, il y a cet accord, les patrons sont prêts à prendre à leur charge ces cinq jours, les avis de la Chambre des métiers et de la Chambre de commerce sur le projet de loi sont largement conciliants, à l'exception de quelques mesures d'application du congé. Puis soudain, la déflagration.

L'idéal bruxellois Le 26 juin, la commission du Travail et de l'Emploi du Parlement s'est réunie pour analyser une première fois le projet de loi en question et les avis des chambres professionnelles – dont celui, assez positif, de la Chambre des salariés – et du Conseil d'État. L'objectif du gouvernement serait un vote de la loi d'ici novembre, pour qu'elle puisse entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2018 (année électorale). Et là, sans avertir, le président du CSV Marc Spautz, la députée socialiste Taina Bofferding et le ministre du Travail socialiste Nicolas Schmit – ils se disputent la paternité de l'idée –, après avoir pris connaissance d'une « proposition de directive » de la Commission européenne sur le « socle européen des droits sociaux » présentée le 26 avril, changent leur fusil d'épaule. Si la Commission propose l'introduction harmonisée de dix jours de congé de paternité dans tous les États membres – alors que certains pays européens, comme la France, en accordent jusqu'à quatorze jours déjà maintenant, et d'autres, la majorité, pas du tout –, ne faudrait-il pas prendre les devants et augmenter ce quota à dix jours dans la législation luxembourgeoise dès maintenant ?

La réalité luxembourgeoise Depuis cette annonce impromptue de plusieurs représentants du CSV et du LSAP, c'est le chahut généralisé sur les réseaux sociaux et dans les médias. « Dix jours, c'est excessif pour nous, affirme Jean-Jacques Rommes. Mais le pire, c'est que personne ne nous a consul-

tés en amont, nous apprenons tout dans la presse. » Sans même que les patrons des différentes organisations n'aient eu l'occasion de s'accorder entre eux, Michel Reckinger, le président de Chambre des artisans, Romain Schmit, le secrétaire général de la Fédération des artisans ou Christian Reuter, son adjoint, Carlo Thelen, le directeur de la Chambre de commerce, Nicolas Henckes, le directeur de la Confédération du commerce ou Tom Oberweis, le président de la Chambre des métiers – tous ont réagi avec des tweets, des entrées sur leurs blogs, des communiqués et des interviews à ces annonces. Deux questions pour eux : Qui paye ? Et comment est-ce que les entreprises, surtout les PME, vont-elles s'organiser concrètement pour arriver à combler les absences supplémentaires de deux semaines de travail de leurs employés ? « Je suis satisfait que nous soyons tous sur la même longueur d'onde », ajoute Jean-Jacques Rommes, qui estime que c'est l'OGBL qui dicte ces idées à un gouvernement qui ne ferait que suivre un certain « air du temps ».

Le cliché Au Luxembourg, comme dans la plupart de ses pays voisins, les tâches ménagères et l'encadrement des enfants restent très majoritairement assurés par les femmes. Selon une étude du Statec (basée sur des chiffres qui remontent à 2012), les femmes passent en moyenne 19 heures par semaine à des tâches ménagères, 24 heures si elles ont des enfants, et les hommes huit. Les femmes passent presque le double, 35 heures par semaine, avec leurs enfants, contre 21 heures pour les hommes. Même si le taux d'emploi des femmes âgées entre 25 et 49 ans et désormais de 76,5 pour cent, elles se situent toujours largement derrière les hommes (92 pour cent) À partir de trois enfants, seule la moitié des mères travaillent encore. Encourager les pères à s'investir davantage dans les tâches ménagères et la vie familiale en leur en accordant les possibilités logistiques et financières correspondrait donc tout à fait à l'idéal de la ministre de la Famille libérale d'équilibrer ces rapports de force. Car, écrit la Commission européenne,

il ne s'agit pas seulement d'une « question d'équité » mais aussi d'un « impératif économique » (le coût de l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'emploi s'élèverait à 370 milliards d'euros). En outre, permettre au père de passer les dix premiers jours avec son bébé non seulement déchargerait la mère, mais renforcerait aussi le lien père-bébé.

Reality check La nouvelle génération de jeunes adultes, ceux qui ont entre 25 et 35 ans aujourd'hui, ceux que la sociologie de comptoir appelle les *millenials* et qui sont donc en âge de procréer, ont des projets de vie bien différents de leurs parents. Un job n'est plus à vie, une carrière et l'argent qui va avec ne sont plus aussi importants que la liberté et une certaine flexibilité des horaires ou des conditions de travail. Ayant grandi dans des familles monoparentales ou recomposées, ils ont quitté les schémas sexistes de leurs parents. Avec des papas qui aiment cuisiner et n'ont aucun problème à garder les enfants si la femme a une opportunité de carrière, la famille « typique » de l'État CSV (*Kinder-Küche-Kirche*) a changé de fond en comble. C'est pourquoi Marc Spautz aime à se montrer moderne et progressiste et les patrons risquent donc d'avoir l'air vieux jeu en freinant des quatre fers. Mais le DP sait aussi que *pacta sunt servanda*, il faut respecter les accords. Ainsi, la ministre libérale Corinne Cahen, tout en rappelant qu'elle fut à l'initiative de la réforme, promet que l'accord avec le patronat, donc sur une augmentation minimaliste de ce congé à cinq jours, sera respecté. Le Premier ministre Xavier Bettel quant à lui a demandé à Corinne Cahen et à Nicolas Schmit de voir les représentants du patronat pour une réunion de consultation sur le sujet en septembre, avant de revenir vers lui avec de nouvelles propositions – notamment sur le nombre de jours idéal et le modèle de financement. Et déjà, les syndicats, craignant une révision vers le bas de la proposition européenne, demandent à y être associés. Ce serait un retour au modèle historique de la tripartite, déjà plusieurs fois enterré.

S'il faut pouvoir mieux concilier vie familiale et vie professionnelle, combien faut-il de jours de paternité ? Les avis divergent

France

Loi travail, un débat verrouillé

Emmanuel Defouloy, Paris

C'est le premier grand texte du quinquennat, et vraisemblablement le plus important, dont l'examen a débuté lundi 10 juillet à l'Assemblée nationale : la réforme du code du travail. Mais les débats vont être limités par une procédure expéditive. Car pour tenter de prendre de cours tout mouvement social, Emmanuel Macron a choisi la voie des ordonnances. Il va donc pouvoir faire adopter en plein été par sa majorité un cadre général, qui lui permettra ensuite en septembre d'avoir les mains libres pour légiférer dans l'urgence sur une série de mesures qui s'annoncent explosives.

Avant d'aborder le débat politique que cette réforme suscite, listons d'emblée ces mesures que l'exécutif semble bien vouloir faire adopter, et qui ont tout d'une longue litanie de détricotage néolibéral des armes qu'ont actuellement les salariés pour se défendre.

- Le plafonnement des indemnités en cas de licenciement abusif. Une véritable obsession d'Emmanuel Macron, qui en est à sa troisième tentative : il voulait déjà le faire passer dans la loi de 2015 qui porte son nom, puis dans la première loi travail de 2016, dite loi El Khomri. Par deux fois, les résistances ont eu raison du projet.
- Le référendum d'entreprise à l'initiative de l'employeur. Même si la loi El Khomri a déjà étendu la possibilité de ce type de consultation, l'exécu-

tif entend aller plus loin, dans un contexte où la menace de délocaliser est facilement brandie pour peser sur les salaires ou le temps de travail.

- La fusion des instances de représentation du personnel. Actuellement trois ou quatre, il pourrait ne plus y en avoir qu'une. Les comités d'hygiène et de sécurité (CHSCT), souvent fort utiles, disparaîtraient au sein d'une structure unique.
- Le seuil de déclenchement des plans sociaux (dits « plans de sauvegarde de l'emploi »), et les obligations qui vont avec, pourrait passer de dix à trente salariés. Les mesures de reclassement seraient aussi allégées.
- Le périmètre d'appréciation des difficultés économiques, pour savoir si des licenciements sont justifiés, serait limité à la France, même si une multinationale connaît une situation florissante au niveau mondial. Quand on sait comme il est facile de mettre artificiellement en faillite une usine en transférant ses commandes à l'étranger... Dans le projet de loi El Khomri, même la très conciliante CFDT avait refusé tout net cette mesure, retirée à l'époque.
- Le « CDI de chantier » serait élargi au-delà du secteur du bâtiment. Ce « contrat à durée indéterminée » qui ne dure en fait que quelques mois ou quelques années permet de ne pas verser à la fin de prime de précarité, contrairement aux CDD.

Tout cela suffirait à faire descendre dans la rue son lot de manifestants, mais c'est sans compter ce qui paraît le plus gros morceau : que négocier au niveau des entreprises, et non plus des branches ? Si la loi El Khomri avait difficilement fait passer le temps de travail (y compris la rémunération des heures supplémentaires), cette fois il pourrait s'agir des salaires, de la santé et de la sécurité au travail, mais aussi... des conditions de rupture des CDI, soit les



L'usage des ordonnances en pléines vacances d'été serait « un coup d'État social », a tonné Jean-Luc Mélenchon

licenciements. Un sujet qui n'a jamais été abordé pendant les campagnes présidentielle et législative.

S'il y a tant de conditionnels à cette liste, c'est que l'exécutif entretient le flou. La loi d'habilitation des ordonnances est suffisamment générale pour tout faire passer. Mais le gouvernement avance sans

vraiment faire d'annonce précise ; les documents qui fuient dans la presse ne sont pas ceux présentés aux syndicats ; et ces derniers sont reçus un par un, jamais ensemble. L'exécutif devrait donc abattre ses cartes au dernier moment, et s'il joue une sorte de poker menteur, c'est qu'il sait bien qu'en France le sujet est abrasif.

Ce n'est pourtant pas à l'Assemblée que l'opposition est infranchissable. Le groupe majoritaire macroniste est au garde-à-vous. Les Républicains voient d'un bon œil une réforme incontestablement de droite. Sans groupe parlementaire et fracturé, le Front national est inaudible. Quant au PS, dont les survivants à l'Assemblée ont abandonné le terme « socialiste » (pour Nouvelle Gauche), il ne l'est guère moins. Ne restent donc que la France insoumise et les communistes. L'usage des ordonnances en pléines vacances d'été est « un coup d'État social », a tonné Jean-Luc Mélenchon. Les « insoumis » ont boycotté le Congrès de Versailles où, devant députés et sénateurs réunis, le président Macron a fait une sorte de discours sur l'état de l'Union à l'américaine. Surtout, pour M. Mélenchon, « l'immense abstention » aux législatives « montre qu'il n'y a pas de majorité dans ce pays pour détruire le code du travail ».

Et de fait, si la campagne et la victoire inédites d'Emmanuel Macron ont un temps brouillé les cartes, les Français étaient opposés à 70 pour cent à la loi El Khomri et déjà le pays réel est de retour : 61 pour cent sont « inquiets » des mesures envisagées, selon un sondage Elabe pour BFMTV, contre 29 pour cent confiants et dix pour cent indifférents.

Le président arrivera-t-il pour autant à ses fins ? Un des grains de sable pourrait être la situation de plus en plus embarrassante de la ministre du Travail. Muriel Pénicaud, ex-DRH de Danone, était aussi directrice générale de Business France avant d'entrer au gouvernement. Or cet organisme public a confié sans appel d'offre à Havas l'organisation d'une soirée à Las Vegas en janvier 2016 autour d'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie. Une instruction judiciaire vient d'être ouverte le 7 juillet, notamment pour « favoritisme ». Reste à déterminer le rôle exact qu'a joué la ministre chargée de mener la réforme en cours.

Deutschland

Liebes Internet

Martin Theobald, Berlin

Einhörner. Katzen. Regenbogen. Das Internet ist ein Hort des Guten im Menschen und für den guten Menschen an sich – vor allen Dingen in den sozialen Netzwerken. Es gibt virtuellen Zuspruch, Streicheleinheiten, gepflegte Diskussionen und Debatten über Kontinente, Kulturen und Generationen hinweg. So lieb möge es sein. Das Internet. Doch in der elektronischen Welt mit all seiner Anonymität sieht es anders aus: Hass, Gewalt, Drohung und Verhörung nehmen überhand, so sehr, dass der deutsche Bundestag Ende Juni das sogenannte „Netzwerkdurchsetzungsgesetz“ beschlossen hat. Berlin sieht es als eine Blaupause für ähnliche Vorhaben in anderen europäischen Staaten. „Wir werden bei dem beobachtet, was wir hier machen“, sagte etwa die christdemokratische Rechtsexpertin Elisabeth Winkelmeier-Becker nach Verabschiedung des Gesetzes.

Das Gesetz mit dem sperrigen Namen – gerne auch abgekürzt als Facebook-Gesetz – war eine Herzensangelegenheit von Bundesjustizminister Heiko Maas (SPD). Es soll Hetze und Verleumdung in sozialen Netzwerken eindämmen und dazu Anbieter und Plattformen wie Facebook und Twitter in die Pflicht nehmen. Es sei eine „Grundsatzentscheidung für das digitale Zeitalter“, so Maas. Schließlich seien andere Medien auch gesetzlich verpflichtet rechtswidrige Inhalte zu unterbinden. Und was bei Fernsehen und Zeitung Recht ist, muss den sozialen Medien im Netz billig sein. Monatelang habe er versucht, so Maas vor der Abstimmung im Bundestag, Facebook zum eigenen Tätigwerden anzuhalten, nun sei der Zeitpunkt für gesetzliche Maßnahmen gekommen.

Das Netzwerkdurchsetzungsgesetz zielt nicht auf einzelne Forenbeiträge oder Kommentare im Internet ab, sondern will ein wirksames Beschwerdesystem in den sozialen Plattformen etablieren. Bislang hatte sich etwa Facebook einer solchen Forderung verweigert. Künftig sollen sich Betroffene von Hass und Hetze bei festen Stellen in den Netzwerken melden und anschließend nachvollziehen können, was aus ihrer Beschwerde geworden ist. Offensichtlich rechtswidrige Inhalte müssen binnen 24 Stunden entfernt oder gesperrt werden. Zugleich sind diese für Beweiszwecke zu sichern. Für andere rechtswidrige Inhalte galt ursprünglich eine starre Frist von sieben Tagen, die jedoch nach den Beratungen im Rechtsausschuss des Bundestags flexibler geregelt wird. So kann diese Frist etwa dann überschritten werden, wenn weiterer Aufklärungsbedarf zu dem Fall besteht.

Darüber hinaus müssen die Betreiber vierteljährlich einen Bericht über ihren Umgang mit den Beschwerden veröffentlichen. Sollten sie gegen diese Pflichten verstoßen, drohen ihnen Bußgelder von bis zu 50 Millionen Euro. Für den Gesetzgeber spielt es dabei keine Rolle, dass Dienste wie Facebook, Twitter oder Instagram ihren Sitz im Ausland haben, denn die „Ordnungswidrigkeit kann auch dann geahndet werden, wenn sie nicht im Inland begangen wird.“ Zuständig dafür wird das Bundesamt für Justiz, das ein Gericht einschalten muss, bevor es Bußgelder verhängt. Doch damit nicht genug an Pflichten. Die Betreiber der sozialen Netzwerke müssen zudem zwingend einen Zustellungsbevollmächtigten benennen. Damit möchte das Gesetz dem Umstand Rechnung tragen, dass sich Nutzer und Behörden immer wieder daran scheitern, dass es keine klar erkennbaren und umgehend zu kontaktierenden Stellen gibt, an die sie sich

wenden können und die für das weitere Verfahren verantwortlich sind. Gerade Staatsanwaltschaften klagen über bisher fehlende Kooperation.

Facebook kritisiert das Gesetz als „umfassend rechtswidrig“. In einer Stellungnahme wertete der Konzern die Regelungen als „unvereinbar mit dem Europarecht“. Die Bundesregierung „etabliert ein Modell für ein Gesetz zur Beschränkung der Meinungsäußerung“. Die Bußgelder seien „unverhältnismäßig“ und führten dazu, dass die Netzwerke eher löschen als Beiträge stehenzulassen. In diese Richtung geht auch die Kritik von Verbänden, die ein „Overblocking“ befürchten. Die EU-Kommission hatte allerdings grünes Licht gegeben, was selbst Maas überraschte. Das Gesetz enthalte in der Tat „Regelungen, die europarechtlich nicht unproblematisch sind“, sagte der Bundesjustizminister vor der Abstimmung. Bedenken meldete auch David Kaye an, der Sonderbeauftragte der Vereinten Nationen für Meinungsfreiheit.

Kritik, die von der Regierung in Berlin nicht geteilt wurde. Die Opposition im Bundestag war unentschieden. Die Linke stimmte gegen das Gesetz. Den Betreibern von Netzwerken würden damit schwierige rechtliche Fragen und Entscheidungen übertragen, die sie nicht beantworten und treffen könnten, sagte etwa die parlamentarische Geschäftsführerin der Fraktion Petra Sitte in der Debatte. Die Grünen

Facebook kritisiert das Gesetz als „umfassend rechtswidrig“. Es etabliere „ein Modell für ein Gesetz zur Beschränkung der Meinungsäußerung“

enthielten sich. Die Vorsitzende des Bundestags-Rechtsausschusses Renate Künast befürchtet die Einschränkungen für die Meinungsfreiheit. Schließlich sei es für Anbieter nicht klar erkennbar, welche Inhalte strafbar seien, was Meinung sei und was Straftatbestand. Als Beispiel führte sie den Post eines Nutzers ein, der über Künast geschrieben habe, er würde gerne ein „Enthauptungsvideo“ von ihr sehen. So etwas sei nach Auffassungen der Staatsanwaltschaften straflos, auch wenn es anders erscheinen möge. Verbraucherverbände fürchten, dass nun die Entscheidung über den manchmal sehr feinen Unterschied zwischen Meinungsäußerung und etwa Aufruf zur Straftat den sozialen Medien übertragen werde. Katzen, Einhörner und Regenbogen sind da weitaus unverdächtiger.

Plus de hauteur

Découvrez le nouveau Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

.....

1.

ticker

.....

Neuigkeiten zu Esch-Schiffingen im Herbst



Agora, die Entwicklungsgesellschaft für die Industriebrachen im Süden des Landes, hat das Jahr 2016 mit einem Gewinn von 7,7 Millionen Euro abgeschlossen. Sie hat im vergangenen Jahr einen Umsatz von 19 Millionen Euro auf dem Verkauf von vier Parzellen für insgesamt 32 500 Quadratmeter Baufläche erzielt und über zehn Millionen in die Erschließung der noch zu verkaufenden Grundstücke investiert. Agora hat nun mit dem Verkauf von Parzellen innerhalb der sogenannten Square Mile begonnen, Besuchern von Belval besser als Parkplatz im Loch gegenüber der Uni bekannt (Foto: Studenten an der der Uni in Belval/sb). Agora-Präsident Frank Vansteenkiste erklärte, zusammen mit der Stadt Esch solle demnächst eine Machbarkeitsstudie darüber lanciert werden, wie das Stadtzentrum und Belval für Fußgänger und Fahrradfahrer direkt miteinander verbunden werden können. Neuigkeiten über die künftige Nutzung der Gebläsehalle oder des Terre-Rouge-Areals gab es hingegen keine. Vansteenkiste versprach für den Herbst erste Ergebnisse der Arbeitsgruppen vorzustellen, die in den vergangenen Monaten an der Umnutzung des ehemaligen Stahl- und Walzwerks zwischen Esch und Schiffingen gearbeitet haben. (Foto: sb) ms

Geld für zwei Start-ups

Sieben Männer in Anzug und Krawatte waren am Montag nötig, um bekannt zu

geben, dass der Digital Tech Fund innerhalb von zwölf Monaten zwei Start-ups jeweils eine halbe Million Euro gegeben habe. Dieser Arbeitsrhythmus sei wegen der schwierigen Dilligence bei Start-ups normal, erklärte Alain Rodermann, der die Projekte begleitet hat, und werde sich deshalb auch nicht wirklich beschleunigen. Der Digital Tech Fund wurde vor einem Jahr gegründet, um Start-ups aus dem In- und Ausland zu fördern und hat sich unter zahlreichen Kandidaturen für den digitalen Reiseanbieter Itravel aus Köln sowie das Logistikunternehmen Nektria aus Barcelona entschieden. Anspruch von Itravel ist es, den Kunden eine individuelle Reiseplanung nach Interessenlage wie sie sonst nur im Reisebüro möglich ist, übers Netz zu ermöglichen. Nektria bietet Buchungssysteme für die Lieferung von Einkäufen an. Die Nutzer können die Lieferzeit bis auf die Stunde genau aussuchen, je mehr Kunden in einer Gegend zu dieser Zeit beliefert werden wollen, umso günstiger die Zustellung. Beide Firmen wollen zentrale Firmenabteilungen nach Luxemburg verlegen. „Bald“ könnte man auch die Investition in einer Luxemburger Start-up bekannt geben. ms

Space mining

C'est à la quasi-unanimité (seuls les deux députés déi Lénk ont fait bande à part) que le Parlement a adopté ce jeudi le projet de loi qui promet de protéger les investissements des *venture capitalists* rêvant d'exploiter les ressources de l'espace. Or contrairement aux États-Unis, le Grand-Duché ne dispose pas des muscles nécessaires pour suivre la voie de l'unilatéralisme. Dans son avis, le Conseil d'État avait mis le doigt dans la plaie : Comment le Luxembourg « peut-il assurer que les autres États reconnaîtront le titre de propriété y relatif ? [...] Les exploitants ne risquent-ils donc pas de se voir confisquer les ressources qu'ils ont extraites de corps célestes par des autorités étrangères ? » Du coup, les députés ont adopté dans la foulée une motion déposée par le CSV qui invite le gouvernement à continuer les négociations menées au sein de l'Onu (et « résultant idéalement dans une adaptation du Traité sur l'espace de 1967 ») ainsi qu'à conclure des accords bilatéraux avec des « États majeurs » comme « les États-Unis, le Japon, la Russie, la Chine, etc. » Ne restera donc

plus qu'à les convaincre des bienfaits de l'exportation de la logique de l'accumulation vers l'espace, c'est-à-dire à l'infini. bt

Tourisme

Le Statec publie cette semaine une étude sur les habitudes touristiques des Luxembourgeois. On y apprend surtout que la part de la population qui ne voyage pas est d'environ vingt pour cent. Parmi les personnes sans emploi, elle atteint les 34 pour cent. Les destinations les plus prisées sont la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et le Portugal (dans cet ordre). Parmi les destinations en-dehors de l'Europe, la Thaïlande, les Émirats arabes unis et la Chine ainsi que le Maroc et la Tunisie arrivent en tête. Le Luxembourgeois moyen, cette abstraction statistique, dépense 770 euros par personne et par voyage. bt

Multimodal

Vendredi dernier, après deux ans et demi de travaux et une vingtaine de millions d'euros investis, le terminal intermodal à Bettembourg (33 hectares) a officiellement été inauguré par le Grand-Duc, accompagné par deux ministres et deux maires. Bettembourg est positionné entre le « Rail Freight Corridor 2 » (qui relie la mer Baltique à la Méditerranée). Depuis la fin de l'année dernière, le terminal relie principalement Bettembourg et Triest, Lyon, Le Boulou (près de Perpignan) et Anvers. bt



gegen alle? Die Mitarbeiter des ACL-Assistance-Dienstes wandten sich am Dienstag auf direkten Weg an die Öffentlichkeit, um sich gegen die Reintegration ihrer Teamleaderin und Personaldelegierten zu wehren. Am 3. Juli hatte ein Gericht entschieden, die vom ACL entlassene Personaldelgierte müsse wieder eingestellt werden. In ihrer Mitteilung zeigen sich die Mitarbeiter erbost über die Entscheidung des Gerichts, werfen der Personaldelegierten schweres Mobbing vor, was vom Gericht in seiner Entscheidung nicht berücksichtigt worden sei. Sie berichten von Zusammenbrüchen angesichts der angekündigten Rückkehr. Der OGBL, dessen Mitglied die Personaldelgierte ist, zeigt sich seinerseits erstaunt über die Weigerung der ACL-Leitung, die Mitarbeiterin wieder einzustellen. Die Mobbing-Vorwürfe gingen vor allem auf Aussagen von Abteilungschefs zurück, so der OGBL in einer Mitteilung, der Absender des ACL-Personalschreibens sei Mitglied der Direktion. Die Personaldelgierte habe ihrerseits Klage wegen Mobblings durch ihre Vorgesetzten eingereicht. ms

Bil: Aktionärswechsel? Nicht ausgeschlossen. Strategiewechsel? Auf keinen Fall

Unabhängig von einem Aktionswechsel wird es bei der Bil keinen Strategiewechsel und auch kurzfristig keinen Sozialplan geben. Das sagte Bil-Verwaltungsratspräsident Luc Frieden am Mittwoch gegenüber dem *Land*. Am Dienstag hatte die Nachrichtenagentur *Reuters* gemeldet, die chinesische Legend Holding, der unter anderem der PC-Produzent Lenovo gehört, sei in fortgeschrittenen Gesprächen, um die 90-prozentige Beteiligung von Precision Capital an der Bil zu übernehmen. Die Transaktion könnte innerhalb der nächsten Wochen abgeschlossen werden und Legend Holding habe kein Interesse daran, die zehn Prozent im Besitz des Luxemburger Staates aufzukaufen. Weder Precision Capital noch Luc Frieden wollten diese Information am Mittwoch bestätigen. „Die Bil hat sich seit 2012 enorm gut entwickelt und deshalb ist es ganz normal und auch nicht neu, dass sich immer wieder potenzielle Investoren für die Bil interessieren. Was ein positives Zeichen ist. Aber bisher hat Precision Capital keine Entscheidung in diesem Sinn getroffen“, so Frieden. Precision Capital, Luxemburger Holdinggesellschaft der katarischen Herrscherfamilie, bestätigte das gelegentliche Interesse und hatte „keine weitere Bemerkungen hinzuzufügen“. Der Verwaltungsratspräsident und ehemalige CSV-Finanzminister, unter dessen Regie die Bil aus dem maroden Dexia-Konzern herausgelöst und an Precision Capital verkauft wurde, versuchte vorweg über die möglichen Folgen eines Verkaufs zu beruhigen: „Ich kann nur sagen, dass in allen Projekten, die bis jetzt angeschaut wurden, es immer ganz klar war, dass sogar wenn es eine Änderung auf Aktionariatebene geben würde, dies keine Auswirkung auf die Strategie der Bank hätte. Ich kann auch sagen, dass unabhängig davon, ob dieser Aktionär [Precision Capital, *Anmerkung der Redaktion*] bleibt oder ein neuer kommt, innerhalb der nächsten drei Jahre kein Sozialplan bei der Bil vorgesehen ist. Das ist so, wenn dieser Aktionär bleibt und das ist so, wenn ein anderer kommt, denn das ist eines der Elemente, die immer wieder bestätigt

wurden.“ Die Bil gilt nach den europäischen Bankenaufsichtsregeln als systemisch relevante Bank und wird direkt von der EZB kontrolliert. Ob eine Verkaufstransaktion tatsächlich innerhalb von Wochen abgeschlossen sein könnte, ist fraglich, da laut Frieden bisher bei den Aufsichtsbehörden kein Genehmigungsantrag zur Zulassung eines neuen Aktionärs gestellt wurde. „Wenn der Aktionär entscheiden würde zu verkaufen, müsste dies natürlich von der EZB diskutiert und genehmigt werden. Das ist ein wichtiges Element in der Analyse der Projekte“, so Frieden, der auf Nachfrage bestätigte: „Bisher sind keine solchen Genehmigungsanträge gestellt worden.“ Bisher wurde laut *Land*-Informationen weder der Verwaltungsrat noch das Management über derartige fortgeschrittene Verhandlungen mit Legend Holding informiert. Von der Durchführung eines Due-Dilligence-Prozesses, während dem Investoren die Bücher des Kaufobjektes in einem Datenraum nach unangenehmen Überraschungen durchsuchen, sei bei der Bil ebenfalls nicht zu spüren. Einer Anfrage, ob und wann der Staat über solche konkrete Verhandlungen mit Legend Holding in Kenntnis gesetzt wurde, kam das Finanzministerium kurzfristig nicht nach. Quellen hatten der Nachrichtenagentur *Reuters* eine Kaufpreisspanne von einer bis 1,5 Milliarden Euro genannt. Ein möglicher Sozialplan beziehungsweise dringend notwendige Investitionen in die IT-Infrastruktur dürften bei Verhandlungen um einen Verkauf erheblichen Einfluss auf ein Preisgebot haben. (Foto: sb) ms



Das Datenzentrum von Google soll Zugpferd für andere Betriebe werden – wenn aus Platzgründen auch lieber für kleinere

Vom Ackerbau zur Serverfarm



Bauernhof in der Gemeinde Bissen, Umschaltstelle der Creos und Luxlait-Molkerei auf dem Roost: Woher soll die Luxlait ihren Produktionsrohstoff hernehmen, wenn Bauernhöfe in Serverfarmen umgewandelt werden?

Michèle Sinner

Er hat gepokert. Indem Wirtschaftsminister Etienne Schneider (LSAP) vergangene Woche erklärte, der US-Konzern habe der Luxemburger Regierung bis zum heutigen Freitag Zeit gegeben, um ein geeignetes Grundstück zum Bau eines Datenzentrums zu finden, hat er den Druck auf die Grundstückseigner erhöht, einem Verkauf zuzustimmen. Entweder ihr unterschreibt jetzt, oder das gebotene Geld ist futsch und außerdem müsst ihr euch dafür verantworten, dass aus dem Wirtschaftswunder nichts wird, so die Botschaft.

Google will eine Million Quadratmeter Serverfläche einrichten. Die bestehenden Datenzentren, mit denen sich die Regierung als ICT-Standort brüstet, bringen es im Vergleich auf niedliche 60 000 Quadratmeter. Es ist ein Riesenprojekt, so groß, dass, als Etienne Schneider vergangenen Dezember erstmals davon twitterte, niemand so recht daran glauben wollte. Google könnte ja schlecht neben jede Kuh im Ösling ein paar Serverregale stellen? Oder?

Die Vorgabe von Google lautet: 25 Hektar. Ein solch großes zusammenhängendes Grundstück in Luxemburg zu finden, wäre an sich schon eine Herausforderung. Seit Jahrzehnten beklagen Unternehmer und ihre Verbände den Mangel an ausgewiesenen Betriebsflächen in den Industrie- und Gewerbegebieten und die deshalb sehr hohen Grundstückspreise. Auf *athome* ist derzeit ein Acker von 2,25 Hektar im Gewerbegebiet Roost für 4,6 Millionen Euro im Angebot. Allein diese Preise, glaubten manche Beobachter, würden Google davon abhalten in Luxemburg investieren zu wollen. Sie haben sich verrechnet. Denn bei einer geplanten Investition von rund einer Milliarde Euro, fallen eine paar Millionen mehr oder weniger fürs Grundstück nicht so ins Gewicht wie beim Schreinerbetrieb, der ein neues Atelier einrichten will und für den der Flächenenerwerb die Hauptausgabe darstellt. *Land*-Informationen zufolge sollen für die 25 Hektar um die 35 Millionen Euro geboten sein.

Eine solche Serverfarm ist ressourcenintensiver als die intensive Bodenbewirtschaftung. Sie braucht

Es ist ein Riesenprojekt; so groß, dass, als Etienne Schneider vergangenen Dezember erstmals davon twitterte, niemand so recht daran glauben wollte. Google könnte ja schlecht neben jede Kuh im Ösling ein paar Serverregale stellen? Oder?

Strom und Kühlwasser in rauen Mengen, voraussichtlich mehr Strom als der Konzern Arcelor-Mittal in seinen Elektrostahlwerken, der sich zur Beschaffung extra eine private Leitung nach Cattenom legen ließ. Was den Bauern ihr Wasserpreis, ist der Industrie ihr Strompreis. Strom als wiederkehrende Produktionsausgabe ist vergleichsweise günstig in Luxemburg, was Investoren, die viel davon brauchen, nicht kalt lässt. Aber schon allein technisch kommen wegen des hohen Bedarfs keine zehn Standorte in Frage, wie Etienne Schneider diese Woche einräumte. Es gibt zwei Ortschaften im Land, in denen Creos eine Umschaltstation betreibt, an die ein solches Datenzentrum angeschlossen werden könnte: Bissen und Foetz. Nahe Bissen auf dem Roost hat sich vor wenigen Jahren die Molkereikooperative Luxlait niedergelassen, die viel Wasser verbraucht, das danach geklärt werden muss, womit sich aber ein Bunker voll Server gut kühlen lassen würde.

Deshalb hatten sich die Emissäre zuerst auf eine Fläche nahe Creos und Luxlait zwischen Bissen und dem Roost fokussiert. Bis Ende Januar wollten sie die Verkaufsvereinbarungen unterschreiben, doch ein Grundstücksbesitzer, berichtete Schneider diese Woche, wollte schließlich nicht mitmachen, habe dies aber lange nicht so deutlich gesagt. Deshalb hat sich Luxemburg in Mountainview Aufschub erbeten, um Alternativen zu finden. An einem Grundstückseigner soll dieses Vorzeigeprojekt scheitern? Das eine ähnliche Wirkung auf die Wirtschaftsentwicklung haben könnte wie der Aufbau der SES? Mehr Signalwirkung und internationale Strahlkraft haben würde als tausend von der Staatssekretärin Francine Closener (LSAP) und Weltausstellungskommissarin Maggy Nagel verteilte rot-weiß-blaue Halstücher? Da geriet der widerspenstige Grundstückseigentümer schnell unter Verdacht, entweder geldgierig zu sein oder ein Nimby, der keinen Betonklotz an der Grenze zu seinem Hinterhof wolle. Tatsächlich geht es nicht um den Hinter- sondern um den eigentlichen Bauernhof – Lebensgrundlage des Eigentümers – der weichen und abgerissen werde müsste, um Googles Serverfarm Platz zu machen. Von den 25 gesuchten Hektar gehörten diesem Landwirt

mehr als die Hälfte, je nach Quelle sogar 17 Hektar. Via Bürgermeister und Beamte der Ackerbauverwaltung – Google verhandelt nicht direkt mit den Luxemburger Bauern – hat ihm die Regierung, die für Google die Verkaufsvereinbarungen vorbereitet, *Land*-Informationen zufolge Geld geboten, ein dreifach größeres Grundstück an anderer Stelle, einen Bauernhof in einem anderen Dorf. In der Sache Google gegen Kuhstall spitzt sich das Dilemma der Luxemburger Landwirtschaft zu: Wer sein verhältnismäßig geringes Einkommen dem nationalen Standard anpassen will, kann seinen Boden verkaufen und damit einmal Geld verdienen. Dafür zieht er den bodenlosen Neid der Lohnabhängigen ohne Immobilienerbschaft auf sich und kann danach seinen eigenen Beruf nicht mehr ausüben.

Mit einer gehörigen Portion Mut hat sich der Grundstückseigner mit seiner bisherigen Weigerung auf allen Ebenen wenn auch nicht direkt Feinde, so auf jeden Fall keine Freunde gemacht. Von den direkten Nachbarn, über die Gemeindeverwaltung und die Regierung bis hin zum zweitwertvollsten Unternehmen der Welt, direkt hinter Apple, das via Browser-History, Internetsuchen und E-Mail-Konteninhalten private Informationen und Vorlieben von Millionen Verbrauchern weltweit kennt, selbstfahrende Autos entwickelt und für Milliardenbußgelder der EU-Kommission nur ein müdes Gähnen übrig hat. Er hat die Wut der Anrainer auf sich gezogen, die Googles Millionen gerne nehmen würden, sich ihre Schollen aber nur vergolden können, wenn er verkauft. Jos Schummer, Bürgermeister der Gemeinde Bissen, ist für den Bau der Google-Serverfarm, er erwartet sich davon Gewerbesteuererinnahmen und hoch qualifizierte Arbeitskräfte. Für die Regierung wäre das Google-Datenzentrum ein Coup, mit dem sie ihrem Anspruch, ein ICT-Standort zu sein, Substanz geben könnte, was Wunder für das Image des Landes wirken würde. Ihrer digitalen Strategie zufolge soll Google Zugpferd für andere Betriebe werden – allerdings am besten kleinere, denn wo ein zweites Datenzentrum dieser Größe unterbringen, wenn man keinen Standort für das erste findet?

Google hat großes Interesse an einer Entscheidung, da ansonsten die Ausbaupläne für die Cloud-Dienstleistungen durcheinandergeraten. Im Bereich der digitalen Datenaufbewahrung hat Google, beziehungsweise die Muttergesellschaft Alphabet großen Aufholbedarf gegenüber Konkurrenten wie Amazon Web Services oder Microsoft Azure. Vergangenen März kündigte das Unternehmen auf einer *Google Cloud Next* genannten Veranstaltung die Inbetriebnahme von Datenzentren in Kanada, Kalifornien und den Niederlanden an. Außerdem soll der geografische Fußabdruck in den Regionen Nord Virginia, Sao Paulo, London, Finnland, Frankfurt, Mumbai, Singapur und Sydney vergrößert werden. In jeder Region, so der Branchendienst *datacenter-knowledge* sollen jeweils zwei bis drei Zonen entstehen, wobei diese Zonen jeweils einem autarken Datenzentrum entsprechen. Mit seinen Cloud-Lösungen wendet sich Google nicht an individuelle Internetnutzer. Bei *Google Cloud Next* wurde Unternehmenskundschaft vorgeführt, die mit Google im Ranking um die größte Marktkapitalisierung an der Börse konkurriert, wie die Großbank HSBC. Wenn die Firma diesen Kundenstamm ausbauen will, braucht sie Planungssicherheit, wann ihre Datenzentren betriebsbereit sind. Wenn Wirtschaftsminister Etienne Schneider das formuliert, sagt er: „Sie bauen jedes Jahr ein solches Ding, wenn nicht hier, dann anderswo.“

Obwohl Google Serverkapazitäten mietet, verlässt sich das Unternehmen dabei nicht gerne auf Dritte, sondern baut und betreibt seine Zentren am liebsten selbst – menschliches Versagen ist Ursache Nummer eins für Pannen, die großen wirtschaftlichen Schaden anrichten können. Deshalb hoffen Schneider und Schummer, dass der Vertreter der Luxemburger Regierung, wenn er heute zum Termin bei Google in Kalifornien antritt, 25 Hektar zusammenhat. *Land*-Informationen sind zwei weitere Alternativ-Standorte in der Gemeinde Bissen im Rennen, bei denen dem widerspenstigen Landwirt keine oder nur eine kleine Parzelle gehört, er aber nicht den Betrieb komplett aufgeben müsste, den er ein Leben lang bewirtschaftet hat.

Les banques centrales préparent l’arrêt des mesures exceptionnelles des dernières années

Immobilier résidentiel et stabilité financière au niveau mondial



En théorie, les marchés de l’immobilier sont une source de risque potentiel dans un contexte de remontée des taux d’intérêt

Yves Nosbusch

Les conditions économiques continuent à s’améliorer au niveau mondial. Le chômage se résorbe progressivement des deux côtés de l’Atlantique, ce qui laisse présager une croissance des salaires plus dynamique et donc une augmentation graduelle de l’inflation. Les principales banques centrales ont commencé à préparer le marché à un arrêt progressif du soutien monétaire exceptionnel de ces dernières années. Ainsi la Réserve fédérale aux États-Unis a déjà relevé ses taux directeurs d’un point de pourcentage, et les prévisions actuelles de ses gouverneurs laissent supposer une hausse additionnelle d’un point avant fin 2018. La Fed devrait également réduire prochainement ses achats d’obligations afin de diminuer graduellement la taille de son bilan. La Banque centrale européenne de son côté névoque plus la possibilité de baisses de taux additionnelles, et si les conditions économiques continuent à s’améliorer, une réduction du volume de ses achats d’obligations serait envisageable dès le début de l’année prochaine. Contrairement aux autres banques centrales, la Banque du Japon a une cible officielle pour le niveau des taux d’intérêt à dix ans et elle pourrait relever celle-ci dans les mois à venir. Finalement, la Banque d’Angleterre fait face à une accélération de l’inflation suite à la dépréciation de la livre sterling, ce qui rend probable un resserrement de la politique monétaire au cours des mois à venir.

Après une décennie de soutien monétaire d’une ampleur sans précédent, on se trouve donc à un moment clé où toutes les grandes banques centrales devraient graduellement diminuer leur soutien. Si l’amélioration des conditions économiques continue, on pourrait ainsi assister à une hausse graduelle des taux d’intérêt au niveau mondial au cours des mois et des années à venir. Même si les

banques centrales vont sans doute se montrer prudentes dans la gestion de cette transition, on peut se poser la question de risques éventuels pour la stabilité financière au niveau mondial.

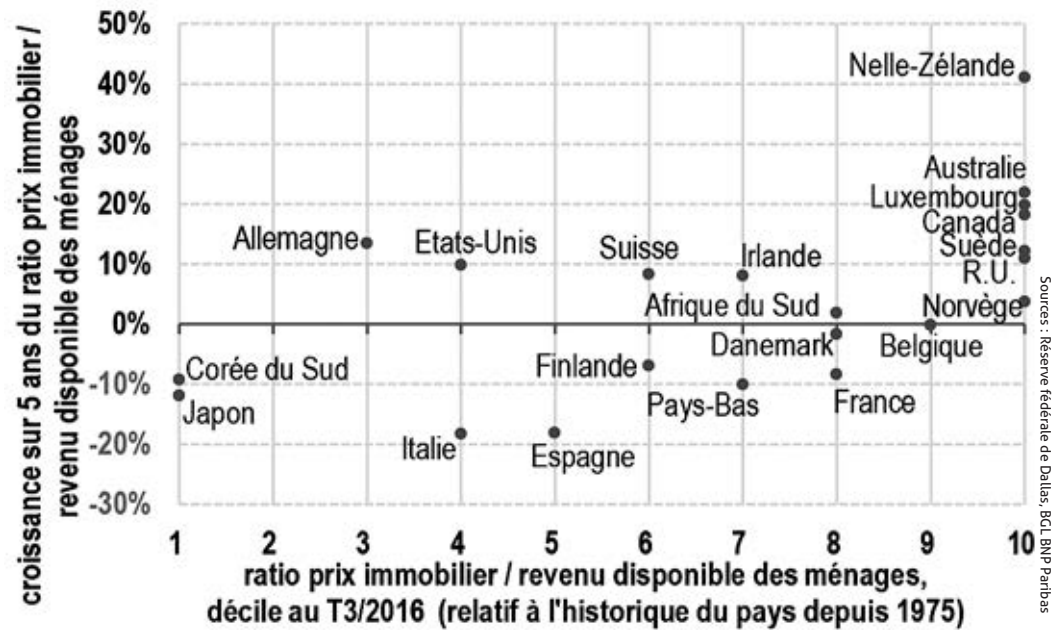
On se souvient que la dernière crise financière globale était partie des marchés de l’immobilier aux États-Unis. En théorie, les marchés de l’immobilier sont une source de risque potentiel dans un contexte de remontée des taux d’intérêt. En effet, ces derniers représentent un facteur essentiel dans la décision d’investissement immobilier. Des taux d’intérêt en hausse peuvent induire un déséquilibre entre l’offre et de la demande et, partant, avoir un impact sur les prix de l’immobilier. De par leur incidence sur les prix, ils peuvent également avoir une influence sur le patrimoine net des propriétaires. Une telle évolution peut à son tour impacter la confiance économique et, par conséquent, la consommation.

Afin d’évaluer les risques potentiels pour la stabilité financière mondiale, il convient d’examiner les valorisations actuelles des marchés du logement à travers le monde et de les placer dans une perspective historique. Le présent article se base sur les résultats d’une analyse récente des marchés de l’immobilier résidentiel au niveau mondial¹. Cette analyse se fonde sur le rapport entre les prix de l’immobilier résidentiel et le revenu disponible des ménages (ci-après ratio prix/revenus)². Ce ratio est un indicateur macroéconomique de valorisation. L’analyse concerne 21 pays et porte sur la période allant de 1975 à 2016. L’idée est de comparer le ratio prix/revenus actuel d’un pays aux données historiques de ce pays depuis 1975, ce qui permet de placer la valorisation actuelle du marché de l’immobilier dans un contexte historique.

Les valorisations du secteur du logement semblent actuellement élevées dans un certain nombre de pays. Néanmoins le phénomène n’est pas général

L’axe horizontal du graphique montre dans quel décile de la distribution historique le ratio prix/revenu se situait en 2016. Par exemple, un décile de 10 signifie que le ratio en 2016 se situait dans le top 10 pour cent des valeurs depuis 1975, un décile de 5 ou 6 signifie que le ratio se situe dans la moyenne historique etc. Pour un certain nombre de pays, les valorisations se situent actuellement à des sommets historiques ou s’en approchent. C’est notamment le cas du Royaume-Uni, de l’Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de la Suède et du Luxembourg. Les valorisations semblent aussi assez élevées (huitième ou neuvième déciles) en France, en Belgique, au Danemark et en Afrique du Sud. Un élément plus rassurant en termes d’effets de contagion potentiels et d’implications pour la stabilité financière globale est que, pour les trois principales économies de l’échantillon, les niveaux de valorisation semblent modérés : dans le quatrième décile pour les États-Unis, le premier décile pour le Japon et le troisième décile pour l’Allemagne. En Italie et en Espagne, les valorisations sont également faibles. Par conséquent, s’il existe des signes indiquant des valorisations élevées dans certains pays, il ne s’agit pas d’un phénomène d’ensemble.

Outre les niveaux de valorisation, il convient aussi d’examiner l’évolution de ces ratios sur la période récente. En effet, une valeur élevée en déciles est moins préoccupante si le pays a une valorisation élevée depuis déjà un certain temps. L’axe vertical du graphique montre l’évolution du ratio prix/revenus sur la période 2011-2016. Parmi les pays qui affichent des valorisations élevées, nombreux sont ceux dont la valorisation a nettement augmenté au cours des cinq dernières années, notamment la Nouvelle-Zélande, l’Australie, le Luxembourg et le Canada ainsi que, dans une moindre mesure, le Royaume-Uni et la Suède. Cette situation contraste avec celle de la France où les valorisations ont nettement reculé au cours des cinq dernières années même si elles restent



Évolution récente et perspective historique

Chronique Internet

Acculés, les éditeurs états-uniens veulent négociier groupés

Jean Lasar

Les éditeurs de médias américains sont-ils en train de perdre la bataille contre les géants du Net ? La demande qu’ils ont adressée cette semaine au Congrès pour qu’il les exempte des lois sur la concurrence et les autorise à lutter contre ce qu’ils considèrent comme une utilisation abusive de leurs contenus originaux le suggère. La News Media Alliance (NMA), qui regroupe quelque 2 000 membres, proteste contre la reprise des contenus de ses membres par Facebook et Google. Pour avoir une chance d’obtenir une juste rémunération pour ces contenus, ils souhaitent pouvoir « négocier collectivement » avec ces deux groupes, ce que la législation anti-trust interdit.

Google News s’appuie sur la notion de « fair use » pour reproduire en ligne les titres des médias, a priori sans les rémunérer

La NMA estime qu’ils forment désormais « un de facto duopole qui aspire pratiquement la totalité d’un segment de revenus publicitaires tendanciellément en chute ». Ce duopole digital les contraint à « abandonner leurs contenus et à se soumettre aux règles (des deux géants) quant à la façon dont l’information est montrée, priorisée et monétisée », poursuit la NMA, avant d’embrayer sur la thématique des « fake news », estimant que ce sont ces règles qui ont permis l’émergence de ce type de news « qui ne peuvent souvent pas être distinguées des vraies infos ».

Les représentants des médias américains n’en sont pas à leur première tentative de redresser à leur avantage les termes des échanges avec ceux qui les copient. Associated Press s’était déjà attaqué au problème de la reprise de ses nouvelles du front de la Première Guerre mondiale, quand de petites structures légères parasitaient ses « hot news », les réécrivant à la volée pour les diffuser elles-mêmes sur leurs canaux et bénéficier de l’appétit insatiable de l’opinion pour les nouvelles de la guerre sans avoir à envoyer des reporters sur le terrain. Dans l’affaire qui l’opposa en 1918 à International News Service, accusé de se livrer à ce manège, AP avait obtenu gain de cause et la reconnaissance que son concurrent cheveu-léger se livrait à une « misappropriation » (usage frauduleux), de ses infos.

Au plus tard depuis la création de Google News, qui s’appuie sur la notion de « fair use » pour reproduire en ligne les *leads* publiées en ligne par les médias, a priori sans les rémunérer, ces derniers cherchent à obtenir une meilleure part du gâteau. Force est de reconnaître que dans cette bagarre, leur levier est court.

Même lorsqu’ils obtiennent l’appui du gouvernement, comme cela a notamment été le cas en Belgique ou en Espagne, pour mettre Google sous pression, le résultat n’est pas toujours probant. Une loi espagnole adoptée en 2014 et entrée en vigueur en 2015, qui oblige les médias espagnols à facturer la reprise de leurs titres et chapeaux sur des sites comme Google News, a convaincu Google News de cesser son service dans ce pays. En Belgique, Google avait fini par conclure un accord avec les éditeurs leur permettant de profiter d’un tant soit peu de revenus publicitaires, mais sans reconnaître ses torts. En Allemagne, la maison d’édition Axel Springer avait interdit à Google News de reproduire les accroches de ses infos, pour se rendre compte ensuite qu’il en résultait une baisse brutale des visites sur ses sites et faire marche arrière. La Commission européenne de son côté n’a pas renoncé à légiférer à l’encontre de Google pour obtenir une rémunération des médias de l’UE lorsqu’ils sont cités.

Aux États-Unis, en revanche, personne ne s’attend à ce qu’un cadre législatif vienne soutenir les médias, d’où cet appel à l’exemption anti-trust. Mais, alors que l’exécutif américain ne rate pas une occasion de dire pis que pendre de tous les médias autres que ses soutiens inconditionnels, il est permis de douter que les majorités républicaines au Congrès tiennent compte de la plainte des médias tondus par les géants du Net.

relativement élevées en comparaison historique. En Belgique, au Danemark, en Norvège et en Afrique du Sud, les ratios prix/revenus n’ont guère évolué au cours des cinq dernières années.

Le cas de l’Allemagne est assez intéressant. Malgré le réajustement récent des prix à la hausse dans le secteur allemand du logement, le ratio prix/revenus n’en continue pas moins de se classer à peine dans le troisième décile de la distribution historique. En effet, la hausse récente est partie de valorisations historiquement basses : le ratio prix/revenus a régulièrement baissé en Allemagne depuis le début des années 1980 jusqu’aux environs de 2012.

Aux États-Unis également, les prix des logements ont grimpé d’environ dix pour cent sur les cinq dernières années, mais le ratio prix/revenus se situe à peine dans le quatrième décile de la distribution historique. S’agissant des États-Unis, cela s’explique par le fait que le ratio prix-revenus a reculé de près de trente pour cent au lendemain de la crise financière 2007-2008. En Italie et en Espagne, la chute régulière des ratios de valorisation au cours des cinq dernières années a simplement ramené ces ratios

autour de leur moyenne historique (quatrième et cinquième déciles, respectivement).

En conclusion, les valorisations du secteur du logement semblent actuellement élevées dans un certain nombre de pays. Néanmoins le phénomène n’est pas général : dans les trois plus grandes économies de l’échantillon, les valorisations apparaissent modérées en comparaison historique. Aux États-Unis en particulier, c’est plutôt le secteur des entreprises qui soulève actuellement des interrogations. Contrairement aux ménages, les sociétés américaines sont aujourd’hui fortement endettées et le Fonds monétaire international a récemment souligné la vulnérabilité des entreprises américaines face à une remontée des taux d’intérêt.

¹ L’étude complète est disponible à l’adresse suivante : www.bgl.lu/chief-economist-fr.
² La série de données initiale provient de la Réserve fédérale de Dallas. Elle est décrite dans Mack, Adrienne et Enrique Martínez-García (2011), A Cross-Country Quarterly Database of Real House Prices: A Methodological Note.

Yves Nosbusch est Chief Economist à la BGL BNP Paribas

L'Université du Luxembourg, entre responsabilité sociétale et piège néo-libéral

Quelle dette pour quelle université ?

Éloïse Adde

En mars 2017, l'annonce publique du déficit de l'Université du Luxembourg plaçait l'institution sous les projecteurs. Cette situation eut plusieurs répercussions aux implications variées selon les acteurs concernés, plaçant sous un jour nouveau les liens unissant l'université et la société. Le manque de fonds fut en effet immédiatement récupéré par le Conseil de gouvernance, cet organe chargé d'arrêter la politique générale de l'université et en passe de devenir le véritable maître de l'institution avec la réforme universitaire en préparation, afin de justifier une politique d'austérité de vaste envergure. Ce que le public ne sait pas, et ce que nous, employés de l'université, avons tendance à oublier, obligés de nous justifier avec les termes fixés par le plus fort, c'est que les mesures en question (comme le possible non remplacement de la chaire d'Histoire transnationale luxembourgeoise) étaient évoquées depuis des mois déjà, bien avant que n'éclate le scandale du budget négatif.

Comme c'est souvent le cas dans la stratégie discursive néo-libérale, la crise fonctionne en aval, comme argument opportuniste pour justifier après-coup une politique de restriction programmée d'avance. L'objectif de cette politique n'étant pas tant d'éponger une dette que de permettre à ceux qui en sont les auteurs de faire accepter la mise en place de réformes difficilement acceptables sinon¹.

Le déni du contexte social et politique

Pourtant, les prises de position récentes sur les nécessaires autonomie et liberté universitaires reflètent la difficulté que les universitaires ont parfois à reconnaître le jeu dans lequel ils sont pris, à se positionner en son sein. Elles reflètent encore leur méconnaissance, voire leur déni, du lien étroit entre les champs académique, social et politique, en parfaite conformité avec le mirage humboldtien d'une université désincarnée et déconnectée du réel. Croire qu'il suffit de clamer tel un mantra la liberté de la science pour protéger l'université est en effet un leurre. Ce discours caméléon, politiquement correct et largement consensuel, qui n'a pour avantage que de donner bonne conscience à ceux qui le prononcent, entrave en réalité la bonne compréhension des événements récents.

Le cas luxembourgeois fonctionne comme un exemple paradigmatique de cette situation. Au début des années 2000, lors de la création de l'Université du Luxembourg, le choix a été fait de miser sur l'interdisciplinarité afin de pallier la faiblesse des effectifs et l'absence de tradition d'une institution encore toute neuve. C'est ainsi que la faculté FLSHASE (Lettres, Sciences humaines, Arts, Sciences de l'Éducation) est née, avec en son sein, l'unité de recherche Ipse (Identités, Politiques, Sociétés, Espaces), et à l'intérieur d'elle, l'Institut d'histoire. Après une bonne dizaine



C'est justement parce que la sphère académique prétend au détachement scientifique qu'il est d'autant plus difficile de percevoir les mécanismes qui produisent les carrières universitaires

d'années d'existence, certains membres de cet institut ont cru bon de profiter de la vague de création de « centres de recherche pluridisciplinaire ». Censés être la vitrine dynamique de l'université, ces centres situés à la croisée entre l'institution universitaire et l'intervention gouvernementale² doivent en effet capter une plus grande partie des financements accordés à l'université. C'est dans ces conditions qu'a été fondé en 2017 le C²DH (Center for Contemporary and Digital History). L'entreprise était justifiée par la nécessité de mettre l'accent sur l'histoire très récente – à partir de la Deuxième Guerre mondiale – dans une structure s'inspirant d'expériences déjà conduites ailleurs. En soi, cette intention répond effectivement à de vifs besoins de clarification concernant cette période. Mais les objets de recherche sont une chose, les motivations et les ambitions qui les accompagnent, une autre. Car en effet, derrière le noble objectif, ce sont inévitablement des perspectives de carrière et des instrumentalisation politiques qui se dessinent.

Mais c'est justement parce que la sphère académique prétend au détachement scientifique qu'il est d'autant

plus difficile de percevoir les mécanismes qui produisent les carrières universitaires. La recherche se berce de l'illusion de l'indifférenciation des rôles, tous étant prétendument unis derrière les idéaux de méritocratie, de dévouement à la science ou encore de bien de l'université. Pourtant selon le statut, l'ancienneté, le moment d'entrée sur le « marché », les réalités sociales sont extrêmement variées, du doctorant qui peine à obtenir un financement au professeur d'université, en passant par le post-doc en éternel CDD. Face à l'« inconscient académique » et à son regard en surplomb³, il importe de rappeler que tous ne sont pas affectés avec la même intensité par ces changements dont la nocivité agit le plus féroce sur les plus précaires, et de dénaturaliser les effets de ces configurations nouvelles.

Cette tension entre des exigences toujours plus élevées et un nombre d'élus toujours plus réduit a rendu d'autant plus inacceptable la réponse faite par le ministre Marc Hansen (DP) à la question du député Serge Wilmes (CSV)⁴ portant sur la menace du non renouvellement de deux des cinq postes de

professeurs partant à la retraite, parmi lesquels la chaire d'Histoire transnationale luxembourgeoise. Arguant que les enseignants en question avaient été recrutés sur la base du détachement de leur ministère d'origine à l'époque de la fondation de l'université, le ministre délégué proposait tout bonnement de recruter le nouvel « historien » dans les mêmes conditions : c'est-à-dire parmi les enseignants du secondaire. Ceci devant permettre à l'université de faire des économies en ne payant pas son salaire.

Oublieux du contexte très spécifique de la fondation de l'université (besoin de recruter beaucoup de personnes en peu de temps) et des exigences scientifiques auxquelles les collègues concernés ont dû se plier pour endosser leur nouvelle fonction (faire la preuve de leur rayonnement scientifique international), cette proposition, véritable ingérence du gouvernement luxembourgeois, révèle surtout un manque de sérieux dans la gestion du problème soulevé, la méconnaissance des modalités de fonctionnement d'une université et l'inadaptation à un contexte très internationalisé et hautement concurrentiel.

Le recrutement d'un enseignant-chercheur se joue en principe à l'échelle internationale sur la base d'un appel public ouvert à tous les spécialistes remplissant un ensemble de conditions préalables qui, en plus du doctorat, incluent un nombre représentatif de publications dans des organes sélectifs, la participation à des congrès, l'organisation de conférences, le dépôt et la conduite de projets. Un parcours et des compétences qui diffèrent de la formation et du travail de l'enseignant du secondaire.

Le règne de l'ethos néo-libéral

Se refusant à réduire la « crise de 1968 » à un simple conflit de générations qui opposerait, dans une lecture essentialiste, les jeunes aux vieux⁵, Pierre Bourdieu relisait les événements à l'aune des restructurations subalternes plus nombreux. Le corollaire d'une telle situation était double : d'un côté, les catégories dominantes redoutaient de voir s'affaiblir leur emprise sur les mécanismes de la reproduction sociale ; de l'autre, les membres des milieux inférieurs, aux aspirations accrues du fait de leur nouvelle position sociale, devaient se résigner avec déception et ressentiment à leur impossible avancement à des postes supérieurs.

C'est à une crise structurelle de la même ampleur que le modèle est aujourd'hui confronté, provoquée, elle, par la désertion de l'université par des étudiants gagnés au modèle néo-libéral et par la réduction corrélative des besoins en enseignants-chercheurs.

Comme c'est souvent le cas dans la stratégie discursive néo-libérale, la crise fonctionne en aval, comme argument opportuniste pour justifier après-coup une politique de restriction programmée d'avance

L'extrême compétitivité des carrières qui fait qu'accumuler les post-doc et les publications de haut niveau n'est plus une garantie pour l'obtention d'un poste, la difficulté des universités à conserver leurs acquis, tout cela coïncide plus largement avec le triomphe de l'ethos néo-libéral dans l'ensemble de la société.

Si le positivisme avait profité à une université prétendument autonome en faisant de la science la valeur suprême, on assiste à présent à une nouvelle redistribution des valeurs. Au cours du XX^e siècle, nous sommes passés d'une société structurée autour de l'État à une société structurée autour de l'entreprise transnationale⁶. Cela ne signifie pas que l'État a disparu, mais qu'il a troqué les valeurs dont il était porteur, en particulier sa mission sociale, pour le diktat de la rentabilité et du marché, se muant en un monstre à deux têtes, autoritaire en direction des plus pauvres, mais toujours plus permissif à l'égard des plus riches. C'est ce que Loïc Wacquant qualifie d'État « libéral-paternaliste »⁷. Pour la science en général, cela s'est traduit par une perte sensible de l'« utilité idéologique » au sein de la société ; une perte qui se traduit de manière très concrète par une baisse toujours plus drastique des dotations budgétaires.

Pour y faire face, les acteurs de l'université ont donc majoritairement réagi par l'adoption, *volens nolens*, de l'ethos néo-libéral, qu'ils y adhèrent avec circonspection en espérant limiter les dégâts à leur humble niveau ou avec cynisme, prêts à tous les compromis pour assurer leur carrière, sans oublier de maquiller leur réussite en succès des plus méritants. La course aux projets qui occupe plus que la réalisation des projets eux-mêmes, aux publications dont le nombre surpasse parfois la qualité, ne sont que quelques symptômes parmi d'autres de la course échevelée qui leur est imposée. Plus problématique est la répercussion sur la hiérarchie des disciplines et l'ostracisation, voire la disparition, de certaines d'entre elles. L'université est le lieu d'une lutte des classements. Tout classement, toute taxinomie n'est pas le fruit du hasard, mais vise à imposer une vision du monde et une distribution des valeurs comme des faits naturels et irrévocables, dans une perspective idéologique plus ou moins assumée qui a pour effet d'entériner la loi du plus fort, ici, celle de l'État luxembourgeois néo-libéral.

Le constat n'est pas nouveau. En son temps, Kant décryptait avec pertinence la corrélation entre la place dominante des facultés de théologie, de médecine et de droit et leur lien étroit avec le gouvernement. Il pointait l'absence d'« efficace temporelle » des facultés inférieures, *de facto* plus autonomes⁸, révélant avant même qu'il ne soit formulé que le rêve humboldtien conjuguant « excellence » et liberté relevait de la naïveté.

Dans le contexte universitaire luxembourgeois, le C²DH a ainsi cru pouvoir profiter de l'idée couramment admise que l'histoire contemporaine serait plus utile à la société que l'histoire moderne, médiévale ou ancienne – équivalence qui trahit au passage la méconnaissance totale de ce qu'est la discipline historique. L'étude du passé étant là au premier chef afin de déconstruire les processus et les entités qui nous entourent et de mieux démasquer les mécanismes de « violence symbolique » qui agissent dans tout exercice du pouvoir et non pas pour rendre service à l'État.

Ironie de l'histoire, le C²DH fait lui aussi les frais de la politique d'austérité annoncée, comme le révèle la communication prononcée par son directeur le 7 juillet 2017⁹. Si ses artisans ont négocié l'obtention du volet digital pour légitimer la création du centre

Lettre à la rédaction

Dir kënnt dat net esou stoe loosse

Depuis trente ans, au moins, je lis régulièrement le *Land* et me réjouis de la présence dans notre paysage médiatique d'un journal indépendant, où chaque rédacteur peut défendre son point de vue. Mais la façon de procéder que vous avez utilisée le 7 juillet dernier pour vous attaquer à l'église catholique, m'a fait rougir de honte, difficile à mon âge pourtant.

Il faudrait absolument, à mon avis, rectifier vos statistiques que vous intitulez « Spirituelle Bilanz ».

Un exemple, entre autres : Vous mettez en relation le nombre de premières communions officielles (qui se font normalement en troisième année d'études,

cycle 3.1) avec la totalité des enfants fréquentant l'enseignement fondamental. Vous vouliez démontrer la part minime de l'engagement des familles dans le « cursus catholique » – c'est votre droit. Tout au plus je vous aurais concédé la possibilité d'afficher sans commentaire deux nombres, sans relations (limite peut-être acceptable de l'improbité suggestive). Mais que vous calculiez, en plus, le pourcentage de l'un par rapport à l'autre, cela me semble indéfendable.

En 2014/15, nous avions 31 894 élèves entre six et treize ans (première année du cycle fondamental et la sixième année) et en troisième année¹, 5 093 élèves (donnée publiée dans *Chiffres Clés* cc. 14/15, par le Men p.22/23) dont 3 458 ont fait la première communion – ce qui donne : 67,89 pour cent (et vous publiez comme résultat : 10,76 pour cent)

En ce qui concerne la confirmation, vous auriez dû, dans la même logique, mettre en relation le nombre total des élèves de l'enseignement secondaire (39 653) avec le nombre des confirmations (1 103) ce qui aurait donné 2,78 pour cent. Je peux m'imaginer encore bien d'autres pourcentage qu'on aurait pu publier dans vos colonnes...

Il s'agit, tout simplement d'un exemple de malhonnêteté, exemple qui pourrait figurer dans chaque manuel comme illustration de ce que la presse ne devrait pas se permettre.

Tous vos rédacteurs qui s'efforcent, chaque semaine, de publier des documentations fouillées et sérieuses sur les sujets les plus divers ont dû, eux aussi, avoir honte, avec moi de votre article.

Dir kënnt dat mam beschte Wëllen net esou stoe loosse ! Marie-Paule Maurer-Hetto

¹ Il y a bien sûr, des enfants qui font leur première communion plus tôt, plus tard que leurs condisciples, ou au Portugal. Donc ces données ne sont jamais parfaites.

Ndlr. : L'intention du tableau en question n'était pas d'illustrer la part des pratiquants, mais l'évolution des sacrements sur plusieurs années. Nous aurions évidemment préféré mettre les chiffres des communions et confirmations en relation avec le nombre des élèves de cette tranche d'âge, mais les *Chiffres clés* du ministère, remplacés par le *Bildungsbericht* en 2015, ne fournissent pas de données par classes ou cycles pour l'année scolaire 2013-2014.

Zu Gast

Weniger puzzeln, mehr wohnen!

Gary Diderich

Minister Marc Hansen mag mit dem Puzzle spielen, CSV-Fraktionsvorsitzender Claude Wiseler will am Runden Tisch mitspielen, und LSAP-Fraktionsvorsitzender Alex Bodry hält Sonntagsreden über die Enteignung leerstehender Wohnungen und Bauflächen. Das Thema Wohnungsnotstand wird somit über die Gemeindewahlen hinweggerettet, während nichts Wesentliches unternommen wird und die Preise immer weiter steigen.

Wie lange die WählerInnen jedoch noch denjenigen glauben, die sowohl in Regierungen wie in Gemeinden reichlich Möglichkeiten hatten (und haben), um zu beweisen, dass sie die Wohnungskrise lösen können, ist fraglich.

Doch das Märchen von den 1 000 Puzzleteilen, die nötig seien, und von der überparteilichen Vorgehensweise, das der Wohnungsbauminister gebetsmühlenartig wiederholt, wird dadurch entblößt, dass der Gesetzesvorschlag von déi Lénk über die Begrenzung der Mietkaution auf einen Monat und die obligatorische Übernahme der Agenturkosten durch den Auftraggeber (meistens der Besitzer) noch immer nicht von der Parlamentsmehrheit im Parlament zur Diskussion gebracht wurde, obwohl unser Gesetzesvorschlag seit November 2016 vorliegt.

Die Koalitions aus DP, LSAP und Déi Gréng beschränkt sich lieber auf ein paar Initiativen innerhalb der wenigen Bauflächen, die der öffentlichen Hand bereits zur Verfügung stehen. Das Problem

Gary Diderich ist Sprecher von déi Lénk

dabei: Es handelt sich dabei um weniger als zehn Prozent der ausgewiesenen Bauflächen, und sogar wenn es hier endlich schneller vorangehen würde, würde die bereitgestellte Fläche nicht reichen, um genügend bezahlbaren Wohnraum zu schaffen.

Im Gegensatz dazu steht das Puzzlebild der sozialen Gerechtigkeit und der ökologischen Verantwortung, das déi Lénk aufzeichnen. Das aktuellste Eckstück ist die Finanzierung von Häusersanierungen durch einen Teil der Gelder aus dem Rentenfonds. Statt die Rentenreserven in Aktien am globalen Finanzmarkt anzulegen, wollen déi Lénk sie in die lokale Wirtschaft, die Schaffung von Arbeitsplätzen, das Erreichen der Klimaziele sowie in die Reduktion der monatlichen Wohnkosten investieren.

Diese Forderung von déi Lénk ist nicht neu und sogar bei der Regierung scheint sie angekommen zu sein. Doch bleibt es seit Monaten nur bei der Ankündigung, einen Teil der Reserven für den lokalen Wohnungsmarkt zur Verfügung stellen zu

wollen. Es fehlt aber an konkreten Ideen bei DP, LSAP und Déi Gréng, wie das schlussendlich aussehen soll. déi Lénk haben jetzt ein konsequentes Modell, basierend auf dem Beispiel der französischen Region Picardie, ausgearbeitet: Ein „Service public d’habitation“ (SPH) soll gegründet werden. Finanzieren würde er sich hauptsächlich aus dem Rentenfonds, aber auch aus bisher von Luxemburg ungenutzten europäischen Finanztopfen (Efsi, Juncker-Plan und die Programme Elena und Jessica von der Europäischen Investitionsbank) sowie den staatlichen Hilfen zum Bau und zur Sanierung von Wohnungen.

Bei den Geldern aus dem Rentenfonds würde die Rendite, die in Kriterien festgelegt ist, eingehalten (mindestens 3,8 Prozent). Mit diesen Geldern wird die SPH erstens neue Wohnungen bauen (soziale Mietwohnungen, für Senioren, für Studenten, Mietwohnungen) und zweitens die energetische Sanierung von Wohnungen über einen vergünstigten Zinssatz vorfinanzieren. Die Raten, um die Anleihe zurückzubezahlen, würden anhand von zwei Parametern ausgerechnet: der realen Ersparnisse, die an Energiekosten realisiert werden, und der finanziellen Lage des Haushaltes.

Weder Magie noch Puzzle sind also schlussendlich nötig, um den Wohnungsmarkt in den Griff zu bekommen, sondern politischer Wille ist gefragt, um den Wohnungsmarkt zu regulieren und an die Bedürfnisse der Menschen anzupassen, statt Immobilienfirmen weiterhin freie Hand zu lassen.

Le C²DH est vu comme la consécration d’un certain esprit progressiste contre un Institut d’histoire associé à une mouvance catholique, nécessairement conservatrice, voire nationaliste

nés aux dominants, et à imposer une idéologie et des restrictions qui seraient inadmissibles dans d’autres conditions¹². Dès lors que l’Université du Luxembourg est donc endettée, il est attendu qu’elle fasse les sacrifices à hauteur de sa faute pour recouvrer son honorabilité.

Mais avant d’accepter les termes de ce constat sans les replacer dans leur contexte, ne devrions-nous pas nous interroger sur la pertinence à parler de dette au sujet d’une institution qui, contrairement à une entreprise capitaliste, n’a pas pour vocation de produire des richesses ?

Au contraire, n’est-ce pas plutôt la société qui a une dette envers elle, en lui confiant la formation des individus qui la composent, formation dont dépend l’avenir de son existence ?

Éloïse Adde est historienne, collaboratrice scientifique à l’Université du Luxembourg.

¹ Sur cette contradiction, voir Naomi Klein, *The Shock Doctrine : The Rise of Disaster Capitalism*, 2008

² <https://www.fr.uni.lu/centres>

³ Fabrice Clément, Marta Roca i Escoda, Franz Schultheis, Michel Berclaz, *L’inconscient académique*, 2006

⁴ <https://csv.lu/files/2017/04/QP-2921.pdf>

⁵ Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, 1984

⁶ Julien Demade, *Pourquoi étudier l’histoire (médiévale) au XXI^e siècle ?*, 2012

⁷ Loïc Wacquant, *Punir les pauvres*, 2004

⁸ Emmanuel Kant, *Der Streit der Facultäten*, 1798

⁹ <http://paperjam.lu/news/le-c2dh-victime-collaterale-de-la-crise-a-luni>

¹⁰ Cela apparaît dans la réponse de Marc Hansen citée plus haut.

¹¹ https://www.fr.uni.lu/recherche/priorites_de_recherche

¹² David Graeber, *Debt : the First Five Thousand Years*, 2011

Die kleine Zeitzeugin

On Trip with His Spaceship!



Der Vizepremier als Verteidigungsminister beim Tag der offenen Tür vergangenen Sonntag auf dem Härebiérg

Michèle Thoma

Wenn ich Etienne Schneider zuhöre, kapiere ich am Anfang nur elementar. Geld, Arbeit, in beiden bin ich nicht gut, ich muss mich konzentrieren, ich bewundere Menschen, die so kompetent und zugleich locker über so Schweres reden können. Geld und Arbeit. Wie man Mindestlöhne nicht maximal erhöht, für die sehr beliebten allein Erziehenden ist und dass Väter mehr Urlaub brauchen. Warum brauchen Väter Urlaub? Es ist so schwer, sich um all das zu kümmern. Wie soll man es allen recht machen, es aber nicht schlecht machen? Weniger arbeiten, mehr verdienen, ja, da bin ich dafür. Profil schärfen, naja, auch Geier haben ein Profil. Künstliche Intelligenz. Und dann der Quantensprung. Irgendwann kommt der Quantensprung, und ich weiß, er hebt ab. Und ich auch. Dann sind wir unterwegs.

Ein Minister soll Mut zum Risiko haben. Trotz toter Dinos. Er wird auch ganz konkret und pragmatisch

Alles fängt an mit einem komischen Menschen, der im Büro des Noch-nicht-Verteidigungsministers erscheint. Der Alien outet sich als früherer Generaldirektor der Nasa. Er hat eine Mega-Idee, Kohle machen im Weltraum. Als grundvernünftiger Mensch siedelt Herr Schneider diese Idee im Bereich der Science Fiction an. Aber dann wirft er mehrere Augen darauf und es gehen ihm die Augen auf.

Weltraum calling! Wir, die ersten drin, drauf, also auf dem einen Asteroiden, der Mond ist bekanntlich besetzt. Zumindest als Ausbeuter wären wir die ersten. Und jetzt wollen alle anderen mit ausbeuten. Die Startups, die besser klingen als Enddowns, die Firmen, die Projekte, die Unternehmen, die Forschungszentren. Die Headquarters – heißen die auf Deutsch Hauptquartiere?, klingt etwas unsympathisch.

Egal, alle, alle wollen investieren, hier, bei uns, mit uns, im All, aber auch auf dem *Rouscht*. Guggel will eine Million Quadratmeter Daten hierher transplantieren. Bei uns gibt es doch nur 2 856 Quadratmeter? Und was ist mit Kubik? Und ich dachte, die könnte man auf einem Mikrochip speichern.

Guggel hat uns auserkoren, das ist sehr schmeichelhaft, es gibt woanders Welt genug. Es hat natürlich ein Ultimatum gestellt, eine allerdeadeste *Dead Line*. Doch wenn der Bauer aus Bissen oder vom *Rouscht* sich quer stellt – das Menschenmaterial ist manchmal so störrisch, gehorcht atavistischen Reflexen, und die Zukunft mit seinem Misthaufen, den es sowieso nicht mehr gibt, verstellt, die Industriezone knabbert ihn sowieso an –, dann geht der ganze Deal in die Hose.

Aborigenee, was grummelst du, Guggelgeld gutes Geld. Oder ist es Staatsgeld? Grübelgrübel, der Kopf raucht wie die Schloten bei der ersten Industriellen Revolution, und jetzt haben wir schon die dritte, wenn ich richtig zähle. Der Minister meint, es wäre jetzt mit der neuen Revolution kein Stress. Aber sie ist doch schon bezahlt, oder?, wirft die Kleinkrämerin ein. Der Herr Minister aber kennt sich sicher besser aus mit Geld, ich brauche ihm nicht rein zu denken, er geht mit Geld großzügig und großräumig um und erklärt auch genau weshalb. Es kommt tausendfach zurück, wie im Märchen, wenn der Müllersohn nett zu einer Ameise ist, und später heiratet er die Prinzessin. Man muss nur dran glauben.

Das ist es! Und nicht kleinmütig sein, großmütig sein und großmutig und nicht kleingläubig. Der Minister bringt ein gutes Beispiel von dem Asteroiden, der, wie er einräumt, selbstverständlich runterfallen kann, RIP Dinosaurier_innen. Das weiß er, aber er ist schließlich Minister und nicht nur ein Beamter, und ein Minister soll ein Visionär sein. Ein Minister soll Mut zum Risiko haben. Trotz toter Dinos. Er wird auch ganz konkret und pragmatisch. Er erklärt, wie man Asteroideneis umwandelt in Wasser und dann den Satelliten auftankt, sodass der doppelt so lang dauert. Das ist beeindruckend, ein Träumer, ein Weltträumer, der aber auch anpacken kann. Im Tanken sind wir sowieso die Besten.

Der billige Strom strömt durch meinen Kopf, der ist noch nicht adaptiert auf die neuen Frequenzen, noch nicht weltraumgeräumig, ich habe einen *Black Out*, ich sehe die Sterne. Sternthahler, sagt der Herr Minister.



Vue à Belval depuis un bureau au Luxembourg Institute of Systems Biomedicine. Les centres interdisciplinaires sont situés à la croisée entre l’institution universitaire et l’intervention gouvernementale



Elles sont trois femmes, trois générations, à s'affronter dans *Barrage*, le nouveau long-métrage de la réalisatrice Laura Schroeder : il y a la mère, interprétée par Lolita Chammah, la fille, jouée par la jeune Thémis Pauwels, et la grand-mère, Isabelle Huppert (qui, dans la vraie vie, est également la mère de Lolita Chammah). Le film, applaudi dans la sélection *Forum* de la Berlinale en début d'année et présenté en avant-première au Luxembourg City Film Festival en mars, sortira mercredi prochain, 19 juillet, en salles au Luxembourg (Utopia) et en France (une trentaine d'écrans à travers le pays). Laura Schroeder y raconte avec beaucoup de délicatesse les relations complexes et les ruptures douloureuses entre mères et filles, ici sur trois générations. Le film baigne dans une ambiance calme, presque bucolique, où le *Stauséi* devient comme un personnage à part entière et les liens se retissent dans la nature. À voir. jh



tablo

Land-Art



Evidences poétiques

Pour faire écho aux dessins didactiques, humoristiques, voire politiques d'Ad Reinhardt, auquel il consacre, avec *Hard to picture*, une grande rétrospective, le Mudam a invité des artistes contemporains à réagir à ou à continuer dans la philosophie des dessins de l'artiste américain, dans leur propre style. Le *Land* est partenaire de cette exposition et la prolonge sur le support papier, avec, cette semaine (en page 17) un projet de l'illustrateur et artiste Jay Cover (dessin ci-dessus issu de son site <http://jaycover.com>), qui vit et travaille à Londres. Pour *Walls*, Jay Cover illustre un poème politique de l'Américain Brad Holdgrafer. *Walls* est initialement un livre pour enfants, qui peut, mais ne doit pas forcément, se lire comme un livre politique anti-Trump. « Son but, écrivent les auteurs, est simplement de rappeler les petites choses aux gens, comme la compassion et la compréhension, et ce dans une forme que même les politiciens les plus enfantins peuvent comprendre ». jh

Événement

Plus utile que beau

Le site *culture.lu* est le plus utile de tous ceux qui dépendent de près ou de loin du ministère de la Culture. Parce qu'il regroupe des informations pratiques qui servent tous les acteurs culturels : appels à candidatures, à projets ou à idées, offres d'emploi (une vingtaine cette semaine), voire documentation sur les Assises culturelles – on y trouve ce qui sert vraiment. L'Agence luxembourgeoise d'action culturelle (Alac), qui en assure la gestion, vient de le refaire de fond en comble, afin d'en améliorer la navigation. Mais il n'est pas plus joli pour autant : on y est toujours accueilli par ce logo hideux qui date d'il y a vingt ans. jh



Mir si Lëtzebuerg

Le Rock um Knuedler fête sa 27^e édition ce dimanche, 16 juillet – et manque un peu de *punch*. Le Luxembourg City Tourist Office, organisateur du grand concert gratuit dans la ville-haute, manque visiblement d'idées pour en faire un festival qui puisse encore concurrencer les programmations pointues des Rockhal, Atelier et autres Rotondes. Alors il propose cette année un « retour aux sources » douteux, se vantant d'une « affiche cent pour cent luxembourgeoise » (photo : Pascal Schumacher / sb). jh

Festival

Nouveaux nomades

D'Minetter kommen ! Alors que la troupe ILL (Independent Little Lies) est originaire d'Esch-sur-Alzette, où elle a été fondée il y a vingt ans à la Kulturfabrik, la voici qui devient de plus en plus nomade : cet été, elle sera « en résidence » à trente kilomètres de là, à Walferdange. Pour ses dix ans, le Kulturschapp local a invité ILL à prendre possession de ses lieux jusqu'au 23 septembre et lui donne carte blanche. Ce sera chose faite à partir de demain, samedi 15 juillet, avec l'installation *Mam Punto op Peking* d'Elsa Rauchs (photos : lors de sa première, le mois dernier, au Fundamantal Monodrama Festival à la Banannefabrik, TPC), qui relate le voyage de la jeune actrice et réalisatrice de projets à travers le globe. La même Elsa Rauchs présentera d'ailleurs également une nouvelle version de son *Projet Nomade* cet été, le 20 août au Kasemattentheater (www.ill.lu). jh



Théâtre



De Mangenovitsch zu Grousbouska

La pièce a presque deux siècles, mais elle raconte toujours toute la vérité sur le provincialisme, le copinage et la corruption. Voilà pourquoi 181 après sa création à Saint Pétersbourg, le metteur en scène et désormais aussi auteur Claude Mangen vient de traduire *Le Revizor* de Nicola Gogol (peinture non datée d'Alexandre A. Ivanov) en luxembourgeois afin de le mettre en scène avec les acteurs amateurs de l'association Schankemäennchen en plein air à Grosbous, où elle prend peut-être encore une autre dimension. Gogol raconte la cupidité d'un réviseur envoyé dans une petite ville pour y contrôler la bonne utilisation des deniers public et les efforts des habitants pour le corrompre. On pourrait adapter la pièce telle quelle au système actuel des sociétés d'audit qui s'enrichissent sur le dos du contribuable qu'elles sont censées servir. Claude Mangen a toujours adoré les textes classiques adaptés en luxembourgeois, que ce soit le *Macbeth* de Shakespeare traduit par Jean-Michel Treinen ou *La cerisaie* de Tchekhov par Pol Greisch. La production se jouera du 20 au 29 juillet au Prommenhaff (schankemaennchen.lu). jh

Exposition

190 Joer Rodange

Déi Waldbëlleger konnten den 200. Gebuertsdag vum Méchel Rodange (1827-1876) net ofwaarden. Dofir feiere se elo ongedëlleg den 190. Gebuertsdag. Schliisslech koum den Dichter vum *Renert* an Nannetts zu Waldbëlleg op d'Welt, an d'Gemeng huet e Fuuss als Logo, eng Rodange-Schoul, eng Rodange-Strooss an e Renert-Monument. Bis den 23. Juli ass bei där Geleenheet och eng Ausstellung an der Sportshal vun zwou bis sechs op, de Weekend vun elef Auer un. No allem, wat iwwer de *Renert* geschriww gouf an no der Ausstellung am Mierscher Literaturzenter am Joer 2002 ass et schwéier, eppes Neits zum Dichter vun där Gesellschaftssatir aus dem 19. Jorhonnert ze weisen. An d'Ausstellung zielt an der Haaptsaach och mat enger Onmass vergréissert erausgedréckten a propper plastifizéierte Privatfotoen an Zeitungsartikelen aus dem Duerfliewe vu fréier. Dobäi kënn nach e Koup vun Handwierks- a Kichegeschir aus där aler Zäit, inklusiv en ale Schaf mat engem... Fuussepelz (Foto: ll). Bicher an Devotionalië vum Rodange sinn an enger halwer Dose Vitrinen zesummegepärcht. An engems huet d'Gemeng och e Katalog *De Michel Rodange a seng Heemechtsgemeng Waldbëlleg* erausginn, an deem vill Texter stinn, déi schons enzwousch anescht publizéiert woren (308 S., 40 Euro). rh.



Concert



La princesse aux pieds nus

Si Dieu existait, il se serait manifesté jeudi dernier, lors du concert de Camille au Neimënster : durant les deux heures qu'a duré son extraordinaire concert, seules quelques gouttes sont tombées sur les spectateurs emmitouflés dans leurs ridicules ponchos en plastique. Puis, aux dernières notes, le ciel s'est ouvert sur un déluge impressionnant. Mais le public n'en avait cure, même trempé, chacun avait un sourire sur les lèvres. Parce que Camille vous met la pêche, avec son mélange d'énergie et d'insouciance poésique. Son spectacle pour la tournée *Ouï* a été imaginé avec la chorégraphe sud-africaine Robyn Orlin – et ça se voit aux coups de hanches endiables et aux danses africaines de l'ensemble (trois choristes, trois percussionnistes, en bleu). Plus un hommage à Loie Fuller sur *Fille à papa* (photo : ms). Si elle avait commencé avec une interprétation assez sage des nouvelles chansons, Camille était déchainée vers la fin, sur sa reprise de *Too drunk to fuck* des Dead Kennedys et euphorique pour sa version *live* de *Paris*. jh

Art contemporain

Hors du monde

josée hansen

Peut-être que l'œuvre la plus emblématique de la quatrième Triennale jeune création, qui s'est ouverte fin juin aux Rotondes et au Cercle-Cité, est *Hide & seek* de Marie-Luce Theis une sorte de pavillon perché sur une construction métallique, qui s'est niché dans l'espace vide, ce non-lieu entre la Rotonde 1 et les rails de la gare centrale. Emblématique, l'œuvre l'est par sa forme modeste et son ambition de sortir le spectateur de sa torpeur quotidienne bouchon-boulot-internet : on y entre par une sorte d'échelle-escalier, d'abord dans un sas où on est invité à laisser ses affaires personnelles – surtout à se débarrasser de son téléphone portable, qu'on peut enfermer dans une boîte-aux-lettres prévue à cet effet. Ensuite, on s'engouffre dans une cabine où a été construite une chaise longue aux formes ergonomiques sur laquelle on s'installe aussi à l'aise que possible, pour s'y relaxer dans le silence le plus absolu (enfin, presque, on entend encore bien les avions...) – tout l'espace est isolé avec la matière utilisée pour chambres sourdes. On y est *Out of sync*, comme l'indique le thème donné par la commissaire Anouk Wies à cette Triennale, hors du monde.

Emblématique, le pavillon de Marie-Luce Theis l'est aussi par les nombreuses références qu'il évoque – sans vraiment les nommer directement. Pour la matière isolante, on pense bien sûr à la *Chambre sourde* de Su-Mei Tse (2003) ; pour le pavillon, on cherche des liens avec l'affût perché *Arsène* de Max Mertens (2011) ou au *Hochsitz* que Bert Theis installa sur différentes foires d'art afin d'y contempler d'une certaine distance l'activité des galeristes, collectionneurs, artistes et simples quidams. Marie-Luce Theis (née en 1985) réalise surtout des scénographies pour le théâtre, au Deutsches Theater Berlin ou au Schauspielhaus Zürich ; on se souvient de ce décor époustouflant aux multiples ressorts monté pour *Love and understanding* mis en scène par Anne Simon au Capucins, au début de l'année. Ici, elle crée le décor idéal pour la relaxation du citadin stressé.

Si *Jet lag / Out of sync*, le sujet choisi pour cette Triennale, se réfère à la mondialisation et à l'hyperconnectivité de la société contemporaine, il interroge surtout la place des artistes dans ce monde, leur léger décalage par rapport à la course quotidienne et au stress environnant. Une des meilleures interprétations du thème est la communication du projet, avec toujours un léger décalage des lettres ou des couleurs CMYK sur les imprimés et cette esthétique, bien sentie, des interviews par Skype réalisées pour le site internet *triennale.lu*. On y voit les artistes face à leur caméra, regardant les internautes droit dans le yeux en essayant d'expliquer leurs œuvres. C'est tellement parlant de voir les uns, chaotiques, à peine réveillés, cherchant leurs mots, alors que d'autres sont droits, clairs et articulés, expliquent leur projet en une phrase structurée – et les œuvres, souvent, y ressemblent. Beaucoup des artistes de la Grande Région retenus pour cette édition (25 pour 120 candidatures, ils devaient avoir moins de 36 ans) ont aussi interprété le sujet de manière plus philosophique que littérale. Ils proposent des œuvres qui montrent aux visiteurs des modes de vie alternatifs, poétiques, déconnectés justement du superficiel ambiant.

Ainsi de Daniel Wagener, qui, à la manière des « dérivés » des situationnistes, se laisse porter au gré du hasard dans Bruxelles, durant une journée de quatorze heures, entre 7 heures du matin et 21 heures du soir, muni d'un polaroid avec lequel il a fait une photo par minute durant sa ballade *De Bruxelles naar Brussel*. Les 840 photos ainsi réalisées sont présentées ici comme un gigantesque kaléidoscope d'ambiances et d'esthétiques variées, prises au hasard de l'horaire que s'est imposé Daniel Wagener. Juste en face, Nora Wagner opère selon un principe similaire : elle propose un montage de films et d'enregistrements sonores puisés dans ses gigantesques archives – elle filme sans cesse son environnement, au gré de ses voyages. Les cinq vidéos montées en parallèle avec différentes coulisses sonores font naître des associations de ciels, sols, paysages et personnages complètement aléatoires.

Avec sa scénographie originale très réussie, Raoul Gross (qui n'est pas parmi les artistes sélectionnés, mais aurait pu l'être) propose un parcours à travers la difficile Rotonde 1, se levant le long de la courbe de l'espace extérieur, tout en structurant le volume et en ouvrant des vues inattendues, parfois sur le bas de l'espace d'en face. On y pénètre par exemple



Hide & seek de Marie-Luce Theis devant les rails ; *Near Dante Experience* de Laura Mannelli ; Daniel Wagener (à gauche sur la photo) et des visiteurs devant son *De Bruxelles naar Brussel* ; le public dans l'installation *The Factory* de Paul Heintz (réalisée avec Wang Shiping), avec une scénographie de Raoul Gross (de haut en bas)

La commissaire Anouk Wies avait demandé aux 25 artistes retenus de réfléchir au phénomène contemporain du *Jet lag*. Ils semblent complètement déphasés par rapport au monde qui les entoure

dans le noir d'un recoin préparé pour la nouvelle série de peintures de Chantal Maquet : *Nuets* (*virun der Dier*) montre un Luxembourg nocturne et inquiétant. Mais Maquet n'a pas reproduit les rues mal famées du quartier de la gare ou du Brill à Esch-sur-Alzette : l'inquiétant, chez elle, ce sont ces maisons unifamiliales trop soignées, avec des jardins trop bien entretenus, des fenêtres en aluminium trop propres et des éclairages de rue trop violents donnant sur des environnements complètement dépeuplés. On y pense bien sûr à la *Häusersequenz* (1996) de Tina Gillen – version *spooky*.

Laura Mannelli, architecte de formation, qui a réalisé le *Pavillon VR* du Luxembourg City Film Festival au Casino Luxembourg cette année et vient de remporter la *Bourse Indépendance* de la Bil avec son projet de réalité virtuelle *The promises of monsters*, propose ici carrément au spectateur de quitter le monde réel en s'engouffrant dans sa *Near Dante Experience*. Se référant à la *Divine Comédie* de Dante, elle a imaginé, avec Frederick Thompson et Gérard Hourbette, le compositeur du groupe expérimental Art Zoyd, un espace immersif dans lequel on suit des points lumineux et traverse ainsi de multiples ambiances qui mènent vers une sorte de lumière finale. Une *near death experience* qu'on vit à travers un casque 3D, tout en restant immobile. Les images en noir et blanc et la musique planante vous ôtent la peur de la mort.

Tout ça, c'est très bien, mais ce n'est que de l'art, nous dit Vincent Bernard, qui, dans de petits films bricolés (*Art Art Art*), s'interroge de sa place dans le monde (de l'art et au-delà), en interprétant de manière humoristique, qui n'est pas sans rappeler Fischli & Weis, différentes postures possibles ou interrogations par rapport à son futur métier. Selon Paul Heintz, c'est le processus créatif tout entier qu'il faut questionner : pour *The Factory*, il a travaillé à distance avec Wang Shiping, un peintre copiste chinois. Son installation aux Rotondes montre des œuvres réalisées pour l'occasion par Shiping – une copie de *L'origine du monde* de Courbet, notamment –, mais aussi des dessins reprenant les messages écrits échangés entre les deux artistes.

Cet humour décalé, notamment par rapport au monde de l'art, on le retrouve chez Anna Krieps, qui fait poser sa sœur – « elle est aussi ma muse » –, l'actrice Vicky Krieps, dans des situations incongrues, voire grotesques, comme des *one-minute-sculptures* absurdes d'Erwin Wurm, dans l'espace public. Elle en fait des photos en noir et blanc, avec lesquelles elle a composé un mur poétique ici, *Kopf über*. Juste devant les photos de Krieps, Eric Schumacher propose *Cluderer*, des sculptures-installations réalisées sur base d'œuvres non retenues pour la Triennale. Une sorte de « salon des refusés » compilé, qui montre cet art n'ayant pas trouvé grâce aux yeux des sélectionneurs, une mise en abyme des œuvres choisies aussi. Quelle est l'esthétique dominante, le consensus actuel sur ce qui est *in* et ce qui ne l'est pas (la sculpture classique par exemple) ? Schumacher ne juge pas, mais s'amuse.

Jet lag / Out of sync, la Triennale jeune création Luxembourg et Grande Région dure encore jusqu'au 27 août aux Rotondes et au Cercle-Cité ; entrée gratuite ; ouvert : en juillet du mardi au samedi de 15 à 19 heures, dimanche de midi à 18 heures, fermé lundi ; en août du lundi au samedi de 16 à 21 heures, dimanche de midi à 21 heures ; plus d'informations sur *triennale.lu* et *rotondes.lu*. Présentation du catalogue le 19 juillet à 18 heures ; 92 pages, 15 euros.

Kino

Zersetzende Machofantasien

Schon eine der ersten Einstellungen wirkt surreal: Da liegt eine junge, zerbrechlich wirkende Frau, Veronica (Simone Bucio), die verblüffende Ähnlichkeit mit Charlotte Gainsbourg hat, mit gespreizten Beinen nackt in einer Holzhütte und lässt sich unter lustvollem Stöhnen von einem tentakelartigen Monster penetrieren. – Eine Filmsprache zwischen Lars von Triers *Nymphomaniac* und der Science-Fiction-Welt aus *Starship Troopers*.

La región salvaje ist der vierte Film des 1979 in Guanajuato geborenen mexikanischen Regisseurs Amat Escalante. Für sein Drama erhielt der junge Autodidakt bei den 73. Filmfestspielen in Venedig im vergangenen Jahr einen Silbernen Löwen für die beste Regie. Das dürfte vor allem daran liegen, dass Escalante in seinem Film Sexismus, Homophobie und den Macho-Kult (in) der mexikanischen Gesellschaft schonungslos offenlegt. Seine Dramen wirken wie die Antithese zu kitschigen mexikanischen *Telenovelas*, denn Escalante beschönigt nichts, sondern legt mit seinen Filmen den Finger in die Wunden der Bigotterie der mexikanischen Gesellschaft. Alejandra (Ruth Ramos) lebt mit ihrem Mann Angel (Jesus Meza) und ihren beiden Söhnen in einer scheinheiligen Ehe. Ihr Bruder Fabian (Eden Villavicencio), ein Krankenpfleger, ist homosexuell und hat ein Verhältnis mit seinem Schwager Angel, das er jäh beenden wird, als er Veronica kennenlernt und sie ihn zu dem geheimen Ort bringt, an dem auch seine Lust befriedigt wird. Doch das tentakelartige Geschöpf ist nach einiger Zeit der Menschen überdrüssig und verletzt sie. Wer sich auf es einlässt, lässt sich auf ein gefährliches Lustspiel ein, das tödlich enden kann ...

La región salvaje von Amat Escalante legt den Sexismus der mexikanischen Gesellschaft schonungslos offen



Veronica (Simone Bucio)

Amat Escalantes Frauenfiguren sind Opfer von Gewalt, die sich sukzessive aus den Zwängen befreien, seine Männer mitunter machohaft Kerle mit weichen Kern, die ihre homosexuellen Neigungen hinter einer kleinbürgerlichen Fassade verstecken und nur geheim ausleben können. In dem Zusammentreffen mit dem Monster reduziert Escalante seine Figuren auf ihre ureigenen Triebe.

Ein bisschen erinnert *La región salvaje* an Pier Paolo Pasolinis Film-Œuvre – nicht zuletzt wegen der Parallelen zwischen dem Macho-Kult im katholischen Italien und Mexiko und der unterdrückten Homosexualität seiner männlichen Protagonisten. Escalante liefert mit seinem jüngsten Film, ähnlich wie schon mit *Sangre* (2015) und *Heli* (2013), ein sozialkritisches Gesellschaftsbild, indem er die destruktiven Mechanismen (zwischen-)menschlicher Beziehungen in einem von starren Moralvorstellungen dominierten katholischen Mikrokosmos, in dem um jeden Preis der Schein gewahrt werden muss, entlarvt. Doch sein Drama hätte auch ohne das Science-Fiction-Element genug Sprengkraft geboten für einen nuancierten Film. Durch sein Monsterwesen, dem sich Frauen und Männer gleichermaßen hingeben und das allein die menschlichen Triebe der herumirrenden Protagonisten wirklich zu befriedigen vermag, verleiht der Regisseur dem Film jedoch eine unglaublich *trashige* Komponente, die auf einer primitiven Fantasie basiert. *La región salvaje* ist ein verblüffendes Werk, das in weiten Teilen durch sein Drehbuch und sehr gute Schauspieler überzeugt, doch hinterlässt der Film angesichts der hier – im Gegensatz zu seinen letzten drei Filmen – erstmals einfließenden sexualisierten Science-Fiction-Fantasie einen schlechten Nachgeschmack und eine diffuse Ratlosigkeit. Anina Valle Thiele

Arts plastiques

Diablotin de Dietman

Lucien Kayser

Peut-être que c'est le fait de la canicule des derniers jours et semaines. Il y a aussi le passage du Tour de France où à chaque étape on voit un diablotin surgir d'un coup au bord de la route, comme sortant de sa boîte d'enfer, encourageant de sa fourche les coureurs, de préférence dans les étapes de haute montagne où il peut les accompagner de sa course s'eloignant de la sorte un moment de ses brûlantes profondeurs. Diablotin, plutôt que diable, bien qu'il soit de nationalité belge, car cette créature démoniaque ne fait de mal à personne, terrible seulement en apparence. Pareil diablotin, pris de même dans sa course, comme arrêté à la limite de l'image, est sur l'un des premiers papiers d'Erik Dietman, dans l'exposition de la galerie Ceysson&Bénétière, au Windhof. Mais s'il court, cherche à fuir, c'est que face à lui se trouve un personnage autrement imposant, carrément effrayant.

Il est tentant de qualifier Erik Dietman lui-même de diablotin. Pour son art piquant (affaire de fourche, continuera-t-on), art vif, surprenant, d'un bout à l'autre, rien que par l'immense variété des matériaux, des techniques, et bien sûr par l'esprit caustique des objets, des images. Des titres des œuvres non moins, car Erik Dietman était (l'artiste, d'origine suédoise, est mort en 2002 à



Des têtes de mort pour célébrer la vie

Paris) autant du côté des mots, de la poésie que du côté des arts plastiques. Avec toujours le même penchant pour les jeux, ça s'appelle des fois des

rébus, des contrepèteries, des fois des collages, ou toutes sortes d'assemblages.

Au visiteur de déchiffrer, mais il faut commencer par se laisser aller à tant d'humour et plus, à tant de virtuosité drôle. A-t-on jamais vu pareil bés-tiaire, ours, souris par exemple, ou semblable rangée d'objets en verre, qui peuvent avoir la forme de vases, mais s'avèrent très vite déformés, détournés, il suffit de l'ajout d'autre chose, comme d'un gant, ou de morceaux de bois. Quant aux bronzes, leur univers n'est pas moins saisissant, et les sculptures plus grandes, en fonte de fer, surprennent autant, de la zoomorphie revue et corrigée. « Dietman s'ebroue dans le hasardeux et l'à peu près, attentif à déjouer les codes, les idées reçues, bricoleur de l'invisible », tel l'a vu Roland Topor, son ami et complice en esprit et en attitude.

Des installations, au fil de l'exposition, peuvent parfaitement servir à caractériser la manière d'Erik Dietman. Cela s'appelle *Préfiguration d'une pipe-line lingotique*, date de 1990, est fait de blocs de bronze par terre qui ont des trous d'où sortent des pipes en bois ; légèreté du jeu de mots VS poids des bronzes et envergure des éléments. Plus loin, ça s'appelle le *Proverbe turc* (pourquoi, allez

Retour sur un artiste, libre entre tous, avec une vision insolite et tragique du monde

savoir en ces temps d'Erdogan), et c'est toujours le grand nombre, une quarantaine de paires de chaussures, et de chacun des souliers sort une bougie électrique ; la gravité l'emporte dans ce parterre qui tient même du memento mori.

L'art d'Erik Dietman le confirme une fois de plus. C'est hors de l'extrême vulnérabilité, en constante conscience de la mort que naît une distanciation faite d'éclat de rire, la liberté justement qui reste à l'homme face à l'inéluctable. D'où ces têtes de mort qui à la limite ne sont qu'autant de célébrations de la vie. On sait, de façon peut-être moins acérée qu'Erik Dietman, il n'est pas d'être plus tristes que les clowns. Lui nous ravit avec

des clowneries qui sont des pieds-de-nez à la tristesse, à la déprime, en même temps des hommages à l'imagination. Et c'est contagieux, on sort requinqués d'une exposition d'Erik Dietman, il y a à voir, tellement l'invention est grande, est riche, et il y a à laisser vagabonder l'esprit, sur des chemins de traverse. Il fut un temps où Erik Dietman disait « panser » les objets de son quotidien, c'est sûr, le sparadrap, en l'occurrence, est d'ordre plastique, intellectuel.

L'exposition d'Erik Dietman dure encore jusqu'au 29 juillet à la galerie Ceysson & Bénétière ; 13-15, route d'Arlon au Wandhaff / Koerich ; ouvert du mercredi au samedi de midi à 18 heures ; www.ceyssonbenetiere.com.

Ausstellung

Ein Museum für alle?

Anina Valle Thiele

Die Kunstsammlung der Villa Vauban schien von jeher einem akademischen Publikum vorbehalten. Das soll sich jetzt ändern. Kunterbunt locken die Lettern der neuen Ausstellung: *Der Lauf des Lebens. Ein Museum für alle*. Verspielt gibt sich die Schau, deren Titel an den des städtischen Service „*Une ville pour tous*“ angelehnt ist und rund 80 Gemälde, Zeichnungen und Skulpturen aus der Sammlung der Villa Vauban zeigt.

Dem Lebenszyklus von der Geburt über Kindheit, Jugend, Lebensmitte bis hin zum Alter und Lebensende folgend, kann man hier die Räume abschreiten und die Darstellungen dieser Alterszyklen in der Kunst aus den Schätzen der Sammlung vom 17. bis 19. Jahrhundert einmal „anders“ erkunden. Die Ausstellungsmacher haben sich Inklusion groß auf die Fahnen geschrieben. „Eigens entworfene Vermittlungsangebote ermöglichen es den Besuchern aller Altersstufen, die Kunstwerke (...) auf ungewohnte Weise und oftmals spielerisch zu entdecken und zu verstehen. Besonderer Wert wird dabei auf Menschen mit Einschränkungen gelegt, sind doch sämtliche Stationen für jedermann benutzbar“, heißt es vielversprechend.

„Barrierefreiheit“ oder „Zugänglichkeit“ ist eine der Kernforderungen der UN-Behindertenrechtskonvention, deren Artikel 21 unter anderem das Recht von Menschen mit Einschränkungen beinhaltet, sich Informationen und Gedankengut frei zu beschaffen, zu empfangen und weiterzugeben. – Ein schwieriges, wenn nicht gar schier unmögliches Unterfangen, bedeutet dies doch, dass nicht nur Rollstuhlfahrer Kulturangebote wie Theater und Museen genauso nutzen sollten wie alle anderen, sondern auch Blinde oder Menschen mit einer Hörschädigung.

Die Leiterin des städtischen Service „Intégration et besoins spécifiques“, Madeleine Kayser, weiß davon ein Lied zu singen. Im Rahmen des Konzepts „Une ville pour tous“ arbeitet sie seit Jahren kontinuierlich daran, das städtische Angebot in Luxemburg-Stadt in punkto Barrierefreiheit auszubauen und hat auch an der Ausstellung in der Villa Vauban beratend mitgewirkt. Genauso wie das Büro für Leichte Sprache „Klaro“. So wurde begleitend zur Schau ein umfassender Ausstellungsführer mit Texten in Leichter Sprache



Workshop im Raum über „das Ende des Lebens“

Der Lauf des Lebens ist eine sinnliche Schau, die den Besuchern auf vielfältige Weise Werke aus der Sammlung der Villa Vauban präsentiert

verfasst. Beim Gang durch die Ausstellung selbst findet man eine solche Tafel mit Texten für Menschen mit einer Lernschwäche jedoch nur im ersten Raum. Hätten die Kuratoren konsequent auf Leichte Sprache gesetzt, wäre an den Wänden eine Bleiwüste entstanden!

Stattdessen finden sich in der gesamten Ausstellung interaktive Angebote wie etwa Taktilmodelle, Federhüte, die Möglichkeit, Selfies zu machen, oder Filme mit Untertiteln, die es insbesondere Menschen mit Einschränkungen ermöglichen sollen, sich vereinzelt Werke zu erschließen. Die Perspektive ist immer auf das Menschenbild gerichtet. So kann man den Lauf des Lebens nachvollziehen, indem man in den Räumen von der Kindheit bis zum Alter verfolgt, wie Menschen in der Kunst dargestellt wurden: ein generationenübergreifendes Thema, das auch Menschen unterschiedlichen Alters ansprechen soll. „Man ist nicht behindert, man wird behindert“, lautet ein alter Slogan der Behindertenrechtsbewegung. Im Laufe des Lebens stößt jeder an physische Grenzen. Hier schließt sich der Kreis. Kaum ein Konzept könnte wohl besser geeignet sein, als die Sammlung anhand des Lebenszyklus' zu präsentieren.

Einige Angebote wirken jedoch etwas unbeholfen. So soll das Erfahren der Kindheit im 17. Jahrhundert etwa durch das Tragen eines Federhutes nachvollzogen werden. Der Blick auf das Gemälde Pieter Nasons' *Porträt eines Jungen als Jäger*, gemalt um 1670, gibt einem eine Ahnung, wie solch ein Knabe ausgesehen haben mag. An zwei Kleiderständen in der Mitte des Ausstellungsraumes kann man sich einen Hut aufsetzen und selbst austesten, wie sich mit der Kopfbedeckung die Perspektive auf die Gemälde verändert. An einer der Erfahrungsstationen werden die Besucher dazu angehalten, Selfies zu machen. An einer Wand hängen bereits erste kleinformatige Polaroidbilder. In einem Rahmen lassen sich einige Bilder verschieben, sodass man sie durch das Milchglas vergrößert sehen kann. Im Untergeschoss am Eingang zum vierten Raum „Innenraum und Perspektive“ kann man sich ein Video in vier Sprachen mit Untertiteln, darunter auch in Portugiesisch, ansehen. In der Mitte stößt man auf ein Taktilmodell von Jan Steens *Das Dreikönigsfest* (17. Jahrhundert), das sich Menschen mit einer Sehbehinderung ertasten können. Neben diesem gibt es in der Ausstellung jedoch nur ein einziges weiteres taktiles Relief: Paul Delaroches *Mutterfreuden* (1843) im ersten Raum kann als konturiertes Reliefbild ebenfalls mit den Händen ertastet werden.

Von der „Liebe und Leidenschaft“ mit Titeln wie „Romeo & Julia“ oder „Der Heiratsantrag“ geht es weiter zur „Mitte des Lebens“, in der man sich, so wird es suggeriert, Fragen über die Zukunft stelle. In der Mitte des Raumes: ein großes Ölgemälde von Jean-Pierre Pescatore (1844) in Denkerpose. Und wieder lockt die spielerische Einbindung, diesmal durch die Möglichkeit, sich eine Halskrause anzulegen. Auf einer



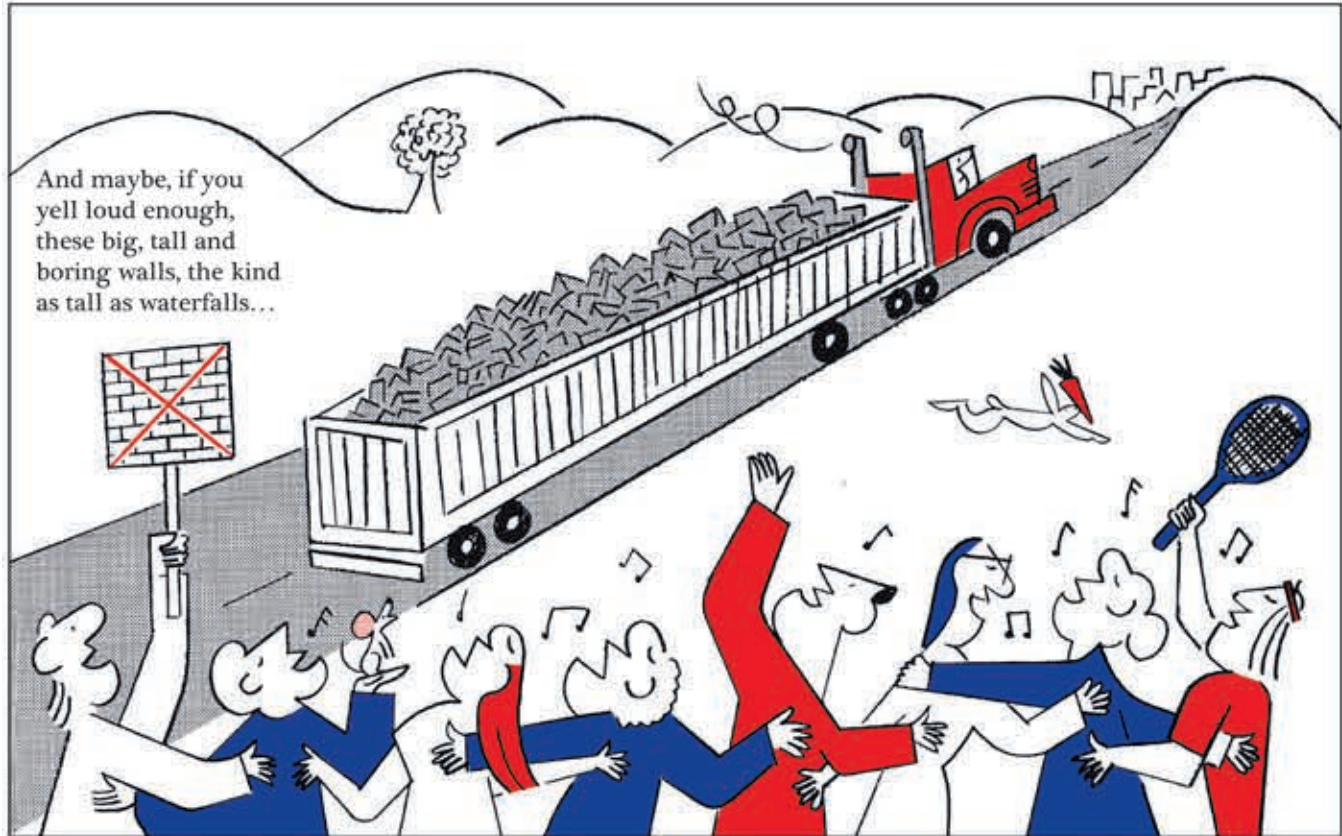
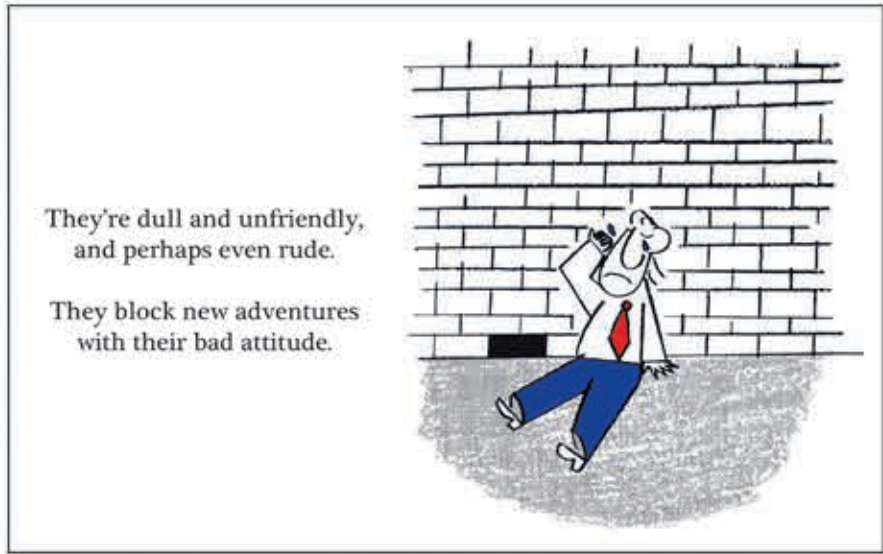
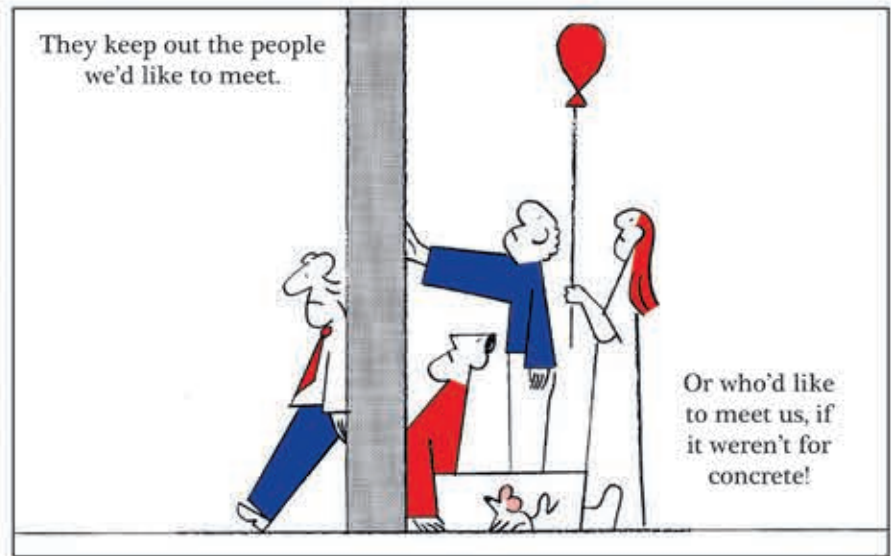
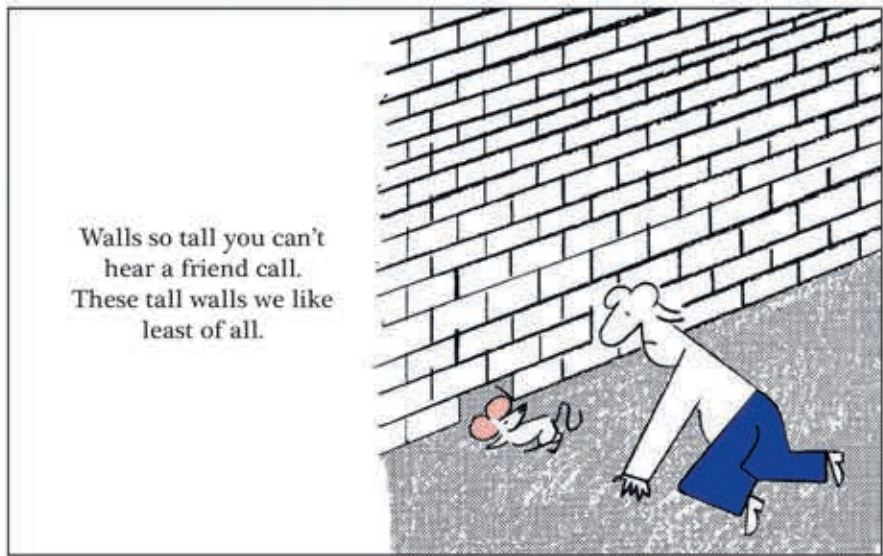
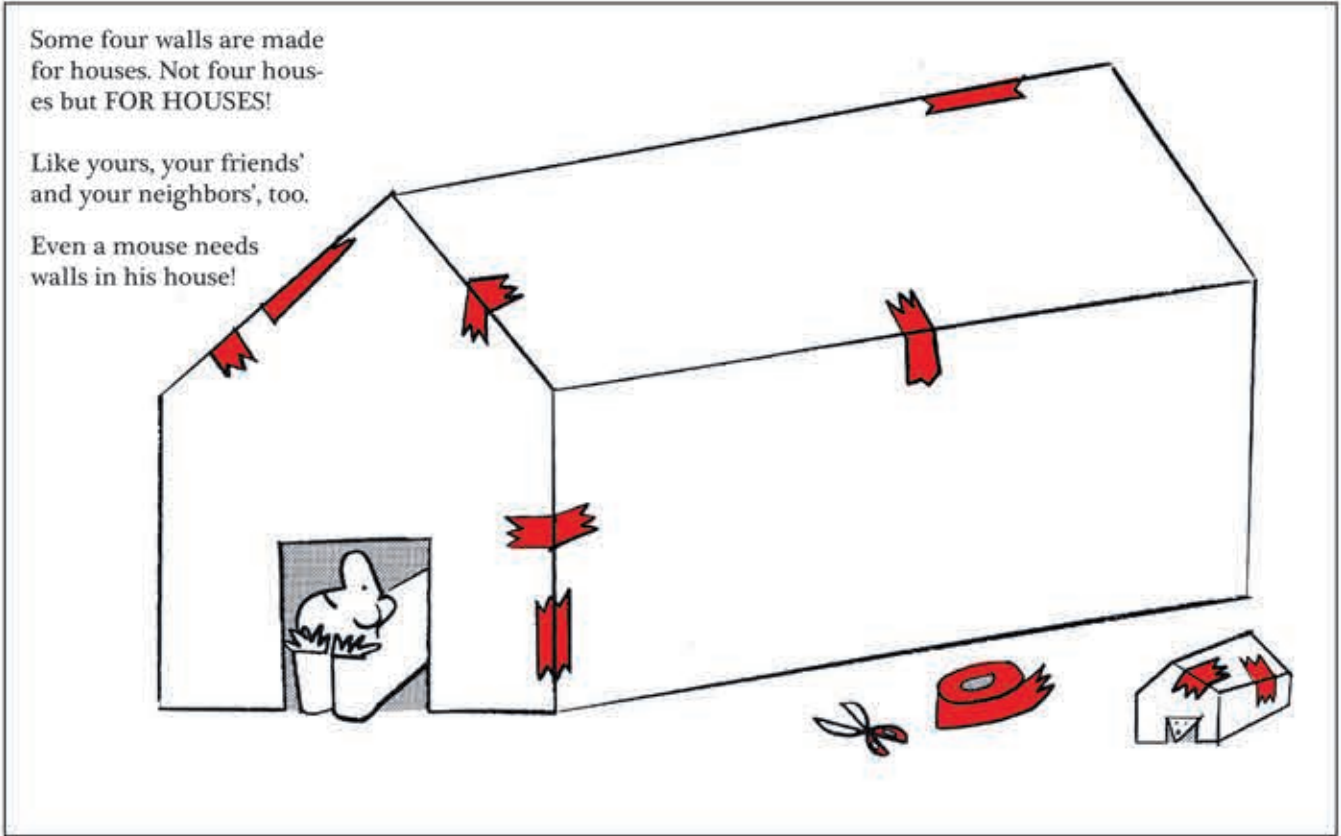
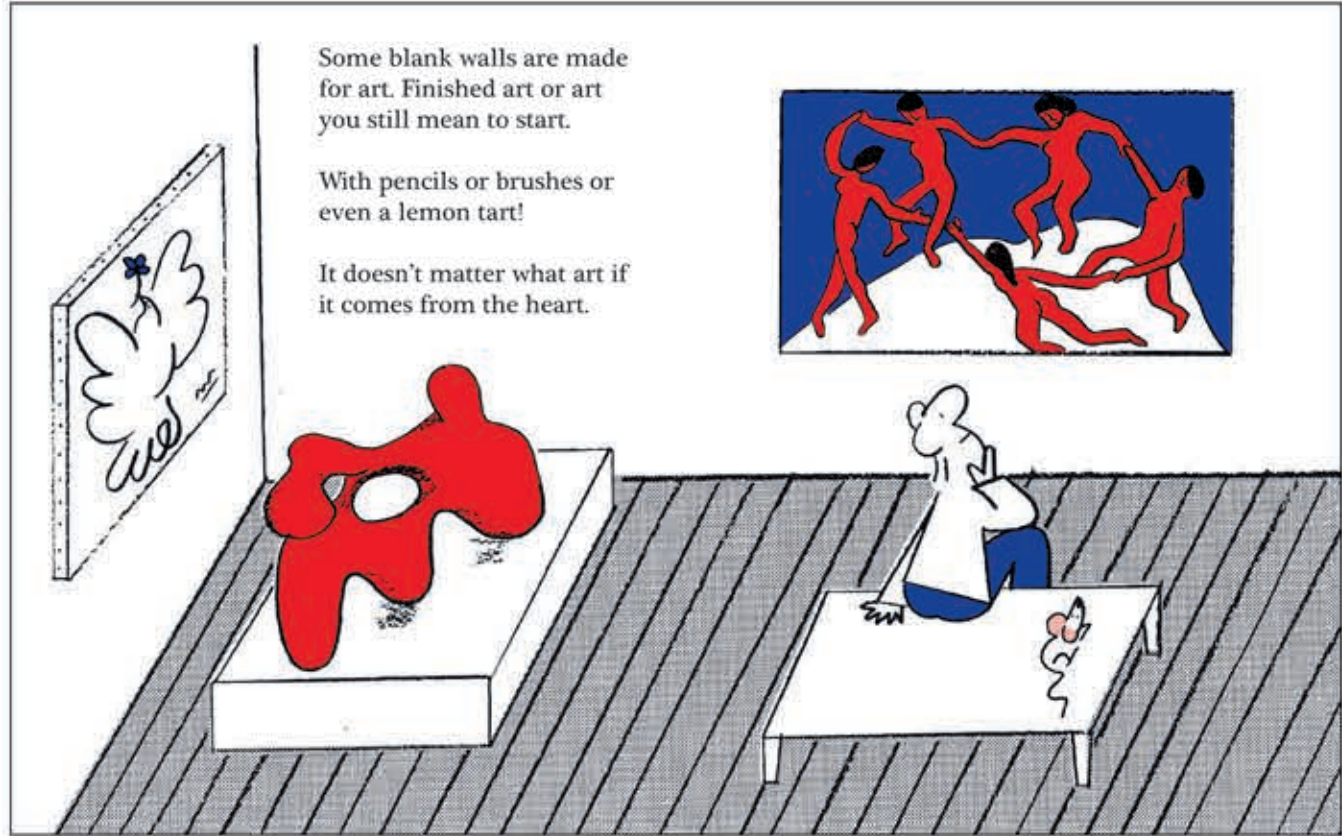
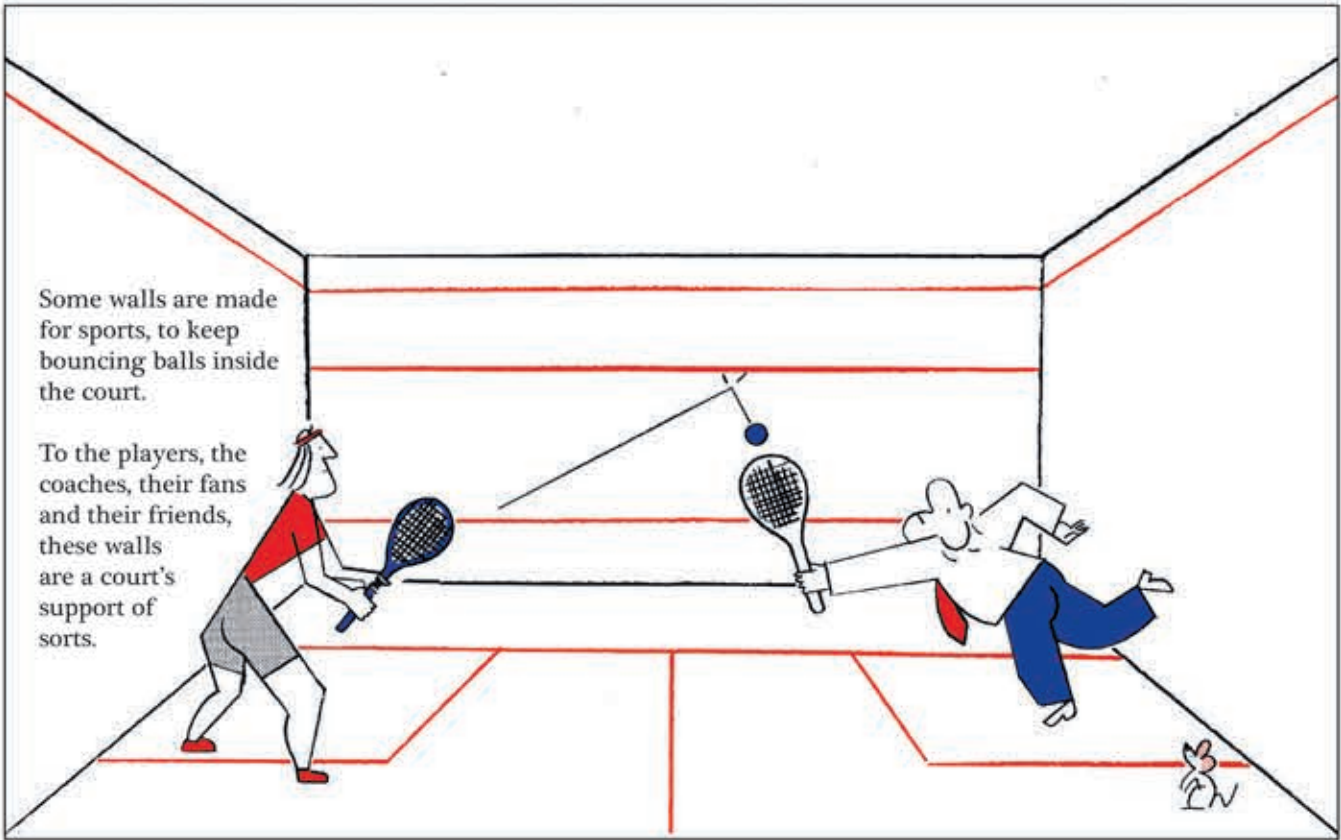
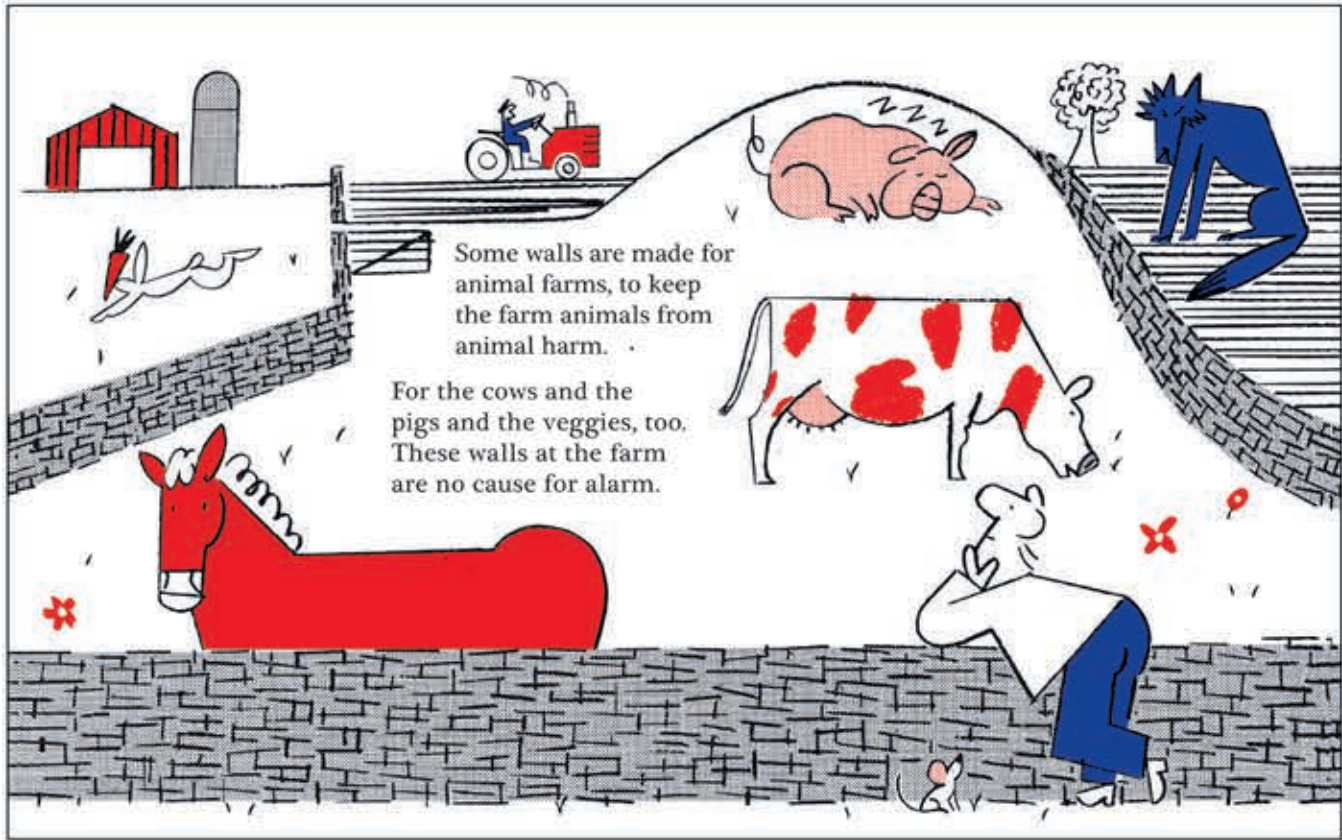
In der gesamten Ausstellung finden sich interaktive Angebote wie etwa Taktilmodelle, Federhüte oder die Möglichkeit, Selfies zu machen

rezenten Arbeit (Lentikular-Druck) des Künstlers Marco Godinho sind die Köpfe der drei Begründer der Sammlung Vauban ineinander montiert. Blickt man drauf, so stellt sich ein Kipp-Effekt ein.

Die Gemälde im sechsten Raum „Tiere als Wegbegleiter des Menschen“ sind tiefer gehängt, um vor allem Kindern den Zugang zu erleichtern. Ein Spiel-Wandteppich mit Motiven, die sich abmontieren lassen, soll den Jüngsten zum Erkunden dienen. Im letzten Raum mit dem Titel „Ende des Lebens“ blickt man auf das Bild *Die drei Klatschtanten*, das drei betagte Damen beim Kaffeekränzchen zeigt. „Es ist das Ende einer Reise durch das Leben und unsere Bilderwelt“, so Kuratorin Gabriele Grawe, die sich bewusst ist, dass die Ausstellung in punkto Inklusion nur ein erster Schritt sein kann. Man werde sich selbst evaluieren, doch solange es Menschen gebe, die über die Texte in Leichter Sprache sagten, das seien „Texte für Dumme“, sei es klar, dass man noch eine riesige Aufgabe zu bewältigen habe. Zum Ausklang kann man sich in am Boden liegende Kissen fläzen. – Ein Chill-Bereich, der an Kinderspielecken von Ikea erinnert.

Der Lauf des Lebens ist eine sinnliche Schau, die den Besuchern auf vielfältige Weise Werke aus der Sammlung der Villa Vauban präsentiert. Doch wenngleich das begleitende pädagogische Programm spezielle Führungen für Menschen mit einer Einschränkung sowie Führungen in deutscher Gebärdensprache vorsieht, so ist die Ausstellung noch weit davon entfernt, wirklich umfassend zugänglich für alle zu sein. Und dennoch: Mit dem teilweise gut umgesetzten inklusiven Ansatz schreitet die Villa Vauban in Siebenmeilenstiefeln voran und zeigt, welche Möglichkeiten es gibt, eine Kunstsammlung einem breiten, heterogenen Publikum zugänglich zu machen. Nicht zuletzt mit Blick auf die demografische Entwicklung bleibt zu hoffen, dass andere Museen dem Modell folgen werden.

Der Lauf des Lebens. Ein Museum für alle in der Villa Vauban – Kunstmuseum der Stadt Luxemburg, bis zum 28. Januar 2018. Der Eintritt zu sämtlichen Ausstellungen der Villa Vauban ist während der Dauer der Ausstellung frei; villavauban.lu.



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 25.08.2017
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Le Fonds Belval
1, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél. : +352 26840 1
Email : soumission@fonds-belval.lu

Section II : Objet du marché

Description succincte du marché :
Soumission relative aux travaux de fourniture et pose de mobilier – rayonnages et accessoires – dans l'intérêt des équipements de la Maison du Livre à Belval.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
À télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Réception des offres :
La remise électronique des offres est autorisée pour cette soumission. Les offres portant l'inscription « Soumission pour... » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
13.07.2017

La version intégrale de l'avis n° 1701074 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Poste vacant

Électricien au sein du Service électrotechnique de l'Administration de la navigation aérienne – Luxembourg Findel
Salarié de l'État – Carrière E – Temps plein – CDI

Formation requise :
Formation de base (ou CATP/DAP) en Électrotechnique (section communication ou énergie) ou Mécatronique

Missions principales :
– Maintenance des feux du balisage lumineux aéroportuaire de la piste et des voies de circulation ;
– Entretien des installations électriques et téléphoniques des bâtiments ;
– Gestion de stock ;
– Permanence à domicile.

Qualités et aptitudes nécessaires :
– Sens des responsabilités et d'organisation ;
– Motivation et esprit d'équipe ;
– Notions de base des procédures de qualité et de sécurité ;

– Permis de conduire classe B, le permis de conduire classe C constitue un avantage ;
– Français, Allemand, Luxembourgeois, Anglais est un plus.

Tous les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation, extrait de l'acte de naissance, certificat d'identité, extrait du casier judiciaire) doivent être envoyés à Madame Coumba N'Diaye par email : personnel@airport.etat.lu avant le 31 juillet 2017.

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 22.08.2017
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Le Fonds Belval
1, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél. : +352 26840 1
Email : soumission@fonds-belval.lu

Section II : Objet du marché

Description succincte du marché :
Soumission relative aux travaux de carrelages dans le cadre de la construction du Bâtiment Laboratoires aile Nord à Belval.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
À télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Réception des offres :
La remise électronique des offres est autorisée pour cette soumission. Les offres portant l'inscription « Soumission pour... » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
07.07.2017

La version intégrale de l'avis n° 1701039 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 04.10.2017 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :

Administration des ponts et chaussées
Division des travaux neufs
21, rue du Chemin de Fer
L-8057 Bertrange
Bâtiment H1, 2^{ème} étage

Intitulé :
Assainissement des communes de la Moselle inférieure – Collecteur d'eaux usées entre l'Aire de Wasserbillig [A1] et la route [N10], posé dans le chemin repris [CR141B], Lot 2C

Description :
– Fouille en tranchée : 2 400 m³
– Tuyaux en fonte ductile : 880 m
– Corps de chaussée : 1 000 m³
– Mélanges bitumineux : 1 300 tonnes
Durée prévisible : 80 jours ouvrables
Début prévisible : février/mars 2018

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission peuvent être téléchargés à partir du portail des marchés publics (www.pmp.lu) ou bien être retirés auprès de

l'Administration des ponts et chaussées
Division des travaux neufs
21, rue du Chemin de Fer à L-8057 Bertrange dans le bâtiment H1, 2^{ème} étage, à partir du mercredi 19 juillet 2017 les jours ouvrables de 09.00 à 11.30 heures après commande 2 jours à l'avance et par courriel à l'adresse dtm@pch.etat.lu. Les pièces de soumission ne peuvent être délivrées que jusqu'au mercredi 27 septembre 2017 jusqu'à 11.30 heures.

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour l'Assainissement des communes de la Moselle inférieure – Collecteur d'eaux usées entre l'Aire de Wasserbillig [A1] et la route [N10], posé dans le chemin repris [CR141B], Lot 2C » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date de publication de l'avis 1701075 sur www.marches-publics.lu :
13.07.2017



LE FONDS  BELVAL

Etablissement public créé par la loi modifiée du 25 juillet 2002 pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Fonds Belval, établissement public chargé de la réalisation, de la gestion, de l'entretien, de la maintenance et de l'exploitation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest, se propose d'engager avec effet immédiat et pour une durée indéterminée

1 architecte / chef de projet (m/f)
1 ingénieur en énergie / environnement / génie technique (m/f)
1 responsable événementiel et d'exploitation (m/f)
1 responsable culture et communication (m/f)
1 responsable BIM (m/f)

Pour plus d'informations concernant nos offres d'emploi, veuillez consulter notre site internet : www.fonds-belval.lu

Les dossiers de candidatures comportant le curriculum vitae, les diplômes et références ainsi qu'une photo récente sont à adresser au Fonds Belval pour le 20 juillet 2017 (12h00) au plus tard.

Le Fonds Belval
Félicie Weycker
Président du Conseil d'administration

1, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél.: 26 840-1 Fax: 26 840-300
E-mail: secretariat@fonds-belval.lu
www.fonds-belval.lu

Poste vacant

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Centre socio-éducatif de l'État

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse engage pour le Centre socio-éducatif de l'État

un artisan DAP/CATP électricien (m/f)

à durée indéterminée à raison de 40 heures/semaine.

Les demandes avec copie du diplôme sont à adresser pour vendredi le 28 juillet 2017 au plus tard à l'adresse suivante :

Centre socio-éducatif de l'État
c/o M. Claude RISCH
B.P. 22
L-5507 Wormeldange

Pour des renseignements supplémentaires, veuillez contacter le numéro de téléphone :
(+352) 760565-313.

Le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (Film Fund Luxembourg), établissement public en charge du développement et de la promotion du secteur audiovisuel luxembourgeois

se propose d'engager :

un collaborateur (m/f) à temps plein (40h/semaine) pour son « secrétariat » en CDI

Votre profil :
– Diplôme de fin d'études secondaires ou équivalent ;
– Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine du secrétariat (ou de la gestion administrative) ;
– Maîtrise du luxembourgeois, du français, de l'allemand et de l'anglais ;
– Bonne connaissance des outils bureautiques (Word, Excel, Outlook, Powerpoint) ;
– Excellentes capacités d'organisation, d'autonomie et de souci du détail ;
– Aptitude à travailler en équipe
– Polyvalence et capacité d'anticipation.

Votre fonction :
Organisation et gestion administratives des missions quotidiennes du secrétariat.

un assistant (m/f) à temps plein (40h/semaine) pour son département « Promotion » en CDI

Votre profil :
– Diplôme de « Bachelor » ou équivalent ;
– Expérience de 5 ans minimum dans l'événementiel culturel ou dans la production audiovisuelle ;
– Maîtrise du luxembourgeois, du français, de l'anglais et de l'allemand ;
– Capacités rédactionnelles en anglais, en français et/ou en allemand ;
– Bonne connaissance des outils informatiques (Word, Excel, PowerPoint, Adobe Illustrator, Photoshop) ;
– Faire preuve d'excellentes capacités d'organisation, de flexibilité, de polyvalence et d'autonomie ;
– Être dynamique et avoir le goût du contact et de la communication et travailler aussi bien de façon autonome qu'au sein d'une équipe.

Vos missions :
– Assister et soutenir le département de la Promotion dans toutes ses actions et événements de promotion du secteur audiovisuel au Luxembourg
– Suivi et soutien administratif et organisationnel (logistique, classements, recherches, rédaction, site internet etc.).

Si vous pensez répondre à un de ces profils, adressez-nous votre dossier de candidature avec CV, lettre de motivation accompagnée d'une photo récente, copie de vos diplômes et de vos références à info@filmfund.etat.lu ou par courrier au :
Fonds national de soutien à la production audiovisuelle
Maison de Cassal
5, rue Large
L-1917 Luxembourg

avant le 1^{er} août 2017, date de clôture des demandes et en précisant la référence du poste convoité.

www.filmfund.lu

d'LëtzebuurgerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant, rédacteur en chef** Romain Hilgert (48 57 57-22; rhilgert@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Michèle Sinner (48 57 57-20; msinner@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (sbecker@land.lu) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32; francis.gasparotto@maisonmoderne.lu) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 3,50 € **Abonnement annuel** 120,00 € **Abonnement étudiant/e** 65,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

Rencontres de la photographie

Arles, année 48

Sébastien Cuvelier

« This is not a retrospective exhibition, this is an introspective exhibition ». La phrase est de Newsha Tavakolian, jeune photographe prodige iranienne, désormais membre de la prestigieuse agence Magnum, et présente aux Rencontres de la photographie d'Arles non seulement en tant que photographe, mais surtout de par son rôle de co-curatrice de l'exposition *Iran, année 38* avec la galeriste Anahita Ghabaian Etehadieh. Toutes deux ont imaginé une exposition événement autour de la création photographique iranienne post-révolution. Tout commence avec une photographie de Kaveh Kazemi: une boîte abandonnée sur l'avenue Pahlavi de Téhéran au crépuscule du 11 février 1979, avec en persan la phrase suivante : « La nation est victorieuse ». Ce fut le point de départ de la photographie documentaire iranienne : une génération de

jeunes gens s'engageant pour raconter l'histoire en mouvement du pays. L'exposition, dense, fait voyager le visiteur à travers de nombreux thèmes importants dans l'histoire et la culture perse : la politique, la guerre, l'identité, l'environnement, la poésie, le cinéma. Il y avait pour les curateurs, et notamment pour Anahita Ghabaian Etehadieh dont la galerie Silk Road a été fondée avec l'aide du regretté Abbas Kiarostami, une volonté de montrer une exposition qui aurait pu être dirigée par l'illustre réalisateur du *Goût de la cerise*. Si on y retrouve la psyché iranienne faite de subtilité, de douceur, de poésie malgré la dureté, voire la violence de certaines images, l'exposition est néanmoins par moments un peu déroutante de par la multiplicité des sujets, des styles (du documentaire au plasticien) et des photographes (66 en tout).



La légende Joel Meyerowitz, 79 ans et visiblement heureux d'être à Arles. Newsha Tavakolian, co-curatrice de l'exposition *Iran, année 38*, devant une photo de Kaveh Kazemi. Vue de l'installation *The real toy story* de Michael Wolf. Roger Ballen photographie son *doppelgänger* alité dans la *House of the Ballen-esque* (de gauche à droite et de haut en bas)

Cinéma

Mediator, année zéro

« Un gène brestois aussi, tant qu'ils y sont ! ». Irène (Sidse Babett Knudsen) l'avait pourtant préparée, cette entrevue à l'Affsaps (désormais l'ASN, l'Agence nationale de sécurité du médicament, gendarme étatique de la pharmacopée). La pneumologue se désespère de tant de mépris, tant du côté du représentant des laboratoires Servier que de ses confrères. À Paris, elle vient plaider la cause de ces quelques cas décelés de valvulopathies dans son hôpital brestois liées à une prise d'un remède anti-diabétique vendu depuis trente ans en France, désormais couramment prescrit comme coupe-faim. Nous sommes alors en 2009 et Irène Frachon se prend la loi des lobbies en plein tête. Depuis quelques mois, elle et son collègue Le Bihan (Benoît Magimel), rejoints par une troupe de soignants enragés et engagés, ont découvert cette corrélation inquiétante. L'inertie des pouvoirs publics la sidère un instant, puis finalement la galvanise. Il n'y a pas encore d'affaire Mediator : il y a des malades, des existences en suspens. Bientôt, un premier décès, une patiente à qui le médecin traitant avait à nouveau prescrit la pilule magique malgré la mise en garde de la spécialiste. Après l'autopsie, de nouveaux débats. Le ton change, la volonté grandit. La pneumologue rue dans les brancards, s'apaise à peine au sein de sa famille pourtant unie et aimante. Elle n'a pas le luxe de pouvoir être à bout de souffle. Son allié Le Bihan estime qu'ils ont remplis leur mission, qu'ils ont alerté les pouvoirs publics. Irène publie alors, en mai 2010, *Mediator 150mg. Combien de morts ?*. Le sous-titre passe mal, poursuites judiciaires, mise à l'index à l'Ordre des médecins. Elle a peur, elle se fatigue, elle continue. Sa lutte ne sera pas vaine : après des mois d'enquête, étayée par l'étude d'une taupe à la sécurité sociale et le soutien d'une journaliste, le médicament sera finalement retiré du marché. On parlait alors d'une pandémie de 500 à mille décès. Aujourd'hui ce chiffre est constamment revu à la hausse.

Car aujourd'hui encore, Irène Frachon, dont Emmanuelle Bercot retrace le combat dans *La fille de Brest*, se bat pour les victimes, qui n'ont toujours pas été indemnisées faute de procès au pénal. Dès la publication de son ouvrage, la médecin a reçu bon nombre de demandes d'adaptation de cette folle histoire. Tout y était déjà : l'héroïne à la détermination inébranlable, la cause prise à bras le corps, le pot de terre contre le pot de fer. C'est finalement la réalisatrice de *La tête haute* (ouverture du festival de Cannes en 2015) qui s'y est attelée, avec ce qu'il fallait de rage et de délicatesse pour porter à l'écran cette « femme ordinaire prise dans une histoire extraordinaire », d'après la propre conclusion de la pneumologue. La danoise francophone Sidse Babett Knudsen (la première ministre de la série *Borgen*) rend compte du caractère généreux et nonchalant d'Irène Frachon, mais, très bien dirigée, montre aussi les limites d'un tel acharnement, le dégât que l'affaire inscrit sur son corps. Emmanuelle Bercot reticote parfois l'intrigue, crée du conflit là où il n'y en avait pas « en vrai » (comme avec son collègue médecin) pour créer une dynamique, mais reste fidèle aux engagements profondément altruistes de son personnage, parfaitement défini. Car si le film est construit sur la base de fonctionnement d'un thriller, ou convoquant Soderbergh pour ce côté *Erin Brockovich*, il n'en reste pas moins le portrait sensible d'une femme habitée. La caméra ne la quitte pas, l'inscrit dans les territoires, à l'hôpital surtout, mais aussi dans la ville, dans les réunions, dans sa famille. À chaque fois, la même passion, le même verbe haut, mais aussi les failles.

Même si on peut lui reprocher un certain manque de prise de risque dans sa mise en scène et son langage cinématographique, la réalisatrice de la fiction du réel parvient à montrer le cheminement, celui d'une cause et celui d'une femme, en népargnant peu et en ouvrant grand le débat sur la notion de résistance. Marylène Andrin-Grotz

Aujourd'hui encore, Irène Frachon, dont Emmanuelle Bercot retrace le combat dans *La fille de Brest*, se bat pour les victimes du Mediator, qui n'ont toujours pas été indemnisées

Les Rencontres d'Arles font toujours le grand écart entre photographie émergente et valeurs sûres, au rang desquelles on comptait cette année notamment Joel Meyerowitz et Michael Wolf. Si le maître américain de la photographie couleur se contenta de montrer une petite sélection de ses *early works*, l'Allemand Michael Wolf a eu droit à une rétrospective spectaculaire de son travail sur la densité des villes. Toute l'œuvre du munichois est hantée par la vie dans les villes telle qu'il a pu l'observer dans des grandes métropoles, notamment Hong Kong, l'un de ses terrains de jeux favoris. Les points de vue de l'artiste s'éloignent ou se rapprochent constamment afin de révéler la complexité de la vie urbaine moderne, depuis une fenêtre d'un immeuble ou derrière la vitre d'un wagon de métro. La pièce maîtresse de l'exposition est l'installation *The real toy story*, datant déjà de 2004 mais toujours aussi impressionnante avec la mise en scène de plus de 20 000 jouets en plastique *Made in China* autour de portraits bienveillants d'ouvriers chinois travaillant sur les chaînes d'assemblage. Qu'on aime ou non cette photographie brute, bétonnée, rectiligne, on reste subjugué par la scénographie et le gigantisme minutieux des tirages et installations.

Un autre point d'ancrage du festival cette année est la photographie sud-américaine, et notamment colombienne. Avec l'aide de l'incroyable collection de l'éditeur londonien Archive of Modern Conflict, une exposition entièrement vernaculaire est proposée à la Croisière, nouveau lieu investi par le festival. On y voit, via des photographies déliantes glanées au cours de dix années de voyages, toutes les facettes ou presque de la Colombie, du bleu insolent de la mer des Caraïbes à la jungle des villes. Dans ces images, la fête envahit le cadre, la comédie est omniprésente et se teinte parfois de tragédie. À travers photos de famille, Unes de magazines et portraits (catcheurs, candidates de concours de beauté ou anonymes), l'exposition baptisée *La vache et l'orchidée* forme un collage qui puise à la fois dans la diversité des paysages et la succession des époques. Au même endroit et dans un style radicalement opposé, l'artiste français David Fathi propose *Le dernier itinéraire de la*

Les Rencontres d'Arles font toujours le grand écart entre photographie émergente et valeurs sûres, au rang desquelles on comptait cette année notamment Joel Meyerowitz et Michael Wolf

femme immortelle, une installation sombre et éducative avec comme thème central l'immortalité, à travers l'histoire d'Henrietta Lacks, femme noire décédée à Baltimore en 1951 des suites d'un cancer particulièrement agressif. Sans que personne de sa famille ne s'en doute, ses cellules cancéreuses prélevées dans le secret firent l'objet d'expérimentations scientifiques, menant au constat que ses cellules se comportaient d'une manière totalement inédite : elles continuaient à croître et à se développer, à l'infini. Abordant des sujets aussi variés que la ségrégation, la sphère privée, l'empirisme ou encore les émotions, David Fathi présente une véritable œuvre tout aussi textuelle que photographique, via des tirages ultra sombres de paysages virginien mêlés à de l'imagerie cellulaire. Par ses textes à la fois personnels et scientifiques, il remet en question notre perception des limites de l'espace et du temps, proposant avec une vidéo mélancolique, dont les notes de piano hantent le visiteur longtemps après avoir quitté le lieu, un point d'orgue d'une exposition / installation tout aussi atypique que bouleversante.

Dans une programmation très fournie et souvent inégale, on retiendra également l'expérience immersive proposée par Roger Ballen dans son installation extravagante *The house of the Ballen-esque*, une maison témoin angoissante construite autour des différentes composantes de son travail photographique et de son langage esthétique : vitres cassées, chaises empilées, poupées démembrées et une représentation de Roger Ballen *himself* dans un lit (de mort ?), en noir et blanc bien sûr. Le travail de Mathieu Pernot fut aussi remarqué, lui qui photographie une famille de Gitans d'Arles, les Gorgan, rencontrés en 1995 alors qu'il était étudiant. L'exposition reconstitue les destins individuels des membres de cette famille, depuis les premières photos de Mathieu Pernot jusqu'aux toutes récentes, en passant par des photos de famille. On y comprend les lignes de vie de Johny, Rocky ou encore Ninaï, et on devine entre les cadres l'expérience dépassant la photographie vécue entre la famille et l'artiste, le *gadje*.

À l'heure du bilan, quelques autres artistes mériteraient plus qu'une mention : Philippe Dudouit, nommé au nouveau prix découverte pour son fascinant travail sur le trafic de drogue au Sahel, Mathieu Asselin et son enquête photographique à charge sur Monsanto, Silin Liu et ses déliants autoportraits historiques photoshoppés, Niels Ackermann à la recherche des dernières statues cachées de Lénine en Ukraine ou encore Paz Errazuriz et ses portraits de minorités et marginaux chiliens, des années 1980 à aujourd'hui. Entre les dizaines d'expositions officielles et *off* (notamment la très réussie *Island of the color blind* de l'artiste belge Sanne De Wilde proposée par le festival *Circulations*), la première présence luxembourgeoise officielle à Arles, *Flux Feelings*, n'a pas dépareillé et a engrangé les visiteurs à la Chapelle de la Charité, en plus de proposer un vernissage dont les Arlésiens se souviendront¹.

¹ L'auteur est un des photographes dont le travail est exposé dans le cadre de *Flux Feelings*.

Les Rencontres de la photographie durent encore jusqu'au 24 septembre ; [rencontres-arles.com](#).

STIL

Séier Béier!

Michèle Sinner

„Bier ist mehr als nur ein aus Hopfen und Malz hergestelltes alkoholisches Getränk. Insbesondere seine identitätsstiftende Kraft lässt sich nicht leugnen“, heißt es in der Einleitung zur Ausstellung *Onse Béier*, die noch bis zum 6. Oktober in den Nationalarchiven am Heilig Geist zu sehen ist. „Bier steht für Geselligkeit und Miteinander, ist bis heute nicht aus dem gesellschaftlichen Leben wegzudenken und spielt in vielen Aspekten des täglichen Lebens eine wichtige Rolle.“ Da Alkoholranke meist versuchen zu verheimlichen, dass Alkohol in vielen Aspekten ihres alltäglichen Lebens eine wichtige Rolle spielt, können diese Aussagen gleich zu Beginn Ausstellungsbesucher doch ein wenig überraschen. Dabei sind es

vielmehr Behauptungen, denn die Ausstellung bleibt die Antworten auf die Fragen weitestgehend schuldig „Inwiefern kann man in Luxemburg von einer ‚Bierkultur‘ oder ‚Biertradition‘ sprechen? Und welchen Stellenwert nimmt das Bier innerhalb der luxemburgischen Gesellschaft ein? Wie erklärt sich die kulturgeschichtliche Bedeutung?“ Das liegt einerseits daran, dass die Fragestellung ein wenig hoch gegriffen ist. Was andererseits den anekdotischen Charakter der Exponate nur noch unterstreicht.

Zu sehen gibt es alte Bierfässer, Bierflaschen, Biergläser, Biermatten, Bierdeckel, Bierjetons, alte Bierreklamen und Spielkarten, Kegelbahn-Punk-



Die Exponate sind hübsch anzusehen, dem wissenschaftlichen Anspruch in der Einführung wird die Ausstellung aber keinesfalls gerecht



L'évènement

Si nous vous le rappelons chaque année, cette fois ce n'est pas parce que les majorettes de Bastogne animent de façon traditionnelle au restaurant Um Plateau la soirée du 21 juillet, jour de la fête nationale belge. Même si à elles seules, les Floppy Girls, c'est tout un programme. Cette nouba décalée servira plutôt d'accroche pour les projets à venir de Stéphanie Jauquet, qui trace son parcours professionnel de façon sérieuse et prudente, et est en passe de devenir un des personnages les plus actifs de la gastronomie du pays. Elle qui a commencé comme responsable de vente à l'Autre traiteur, puis a dirigé les équipes du Wengé, a depuis prise les rênes du Um Plateau, avant d'ouvrir trois points de vente de son service-traiteur Cocottes au centre-ville, à Kockelscheuer et à Limpertsberg. Sans oublier l'ex-Red Beef (Kockelscheuer), rebaptisé à Table. À savoir que les projets de la dynamique patronne ne s'arrêtent pas là. Deux nouvelles boutiques **Cocottes** aux plats savoureux et prix raisonnables vont ouvrir dans quelques semaines au quartier gare (photo : GD) et à Kirchberg. Et pour couronner le tout, Stéphanie reprend en septembre le restaurant de la Philharmonie, qui va changer de look et de nom, ainsi que le service *catering* à l'intérieur de la Philharmonie. Aux commandes des cuisines : Morris Clip, ex de la Brasserie Schumann et du Frantz. Jackpot assuré ! GD

L'endroit

Il y a de ces restaurants qui sont difficiles à (re)décrire. Parce qu'ils trainent derrière eux une administration institutionnelle complexe, qui empêche les repreneurs de vraiment se déployer lors d'un changement de management. Un très bon exemple est la brasserie du **Neimënster** (photo : GD), reprise récemment par deux frères allemands sympathiques, dont l'un s'occupe depuis Berlin du volet administratif, l'autre se mettant avec entrain derrière les casseroles. Sachant que le nouveau Chef a œuvré pendant plusieurs années en Thaïlande, on se dit que c'est plutôt chouette pour les amateurs de gingembre, de citronnelle et de coriandre, de retrouver ces épices parfumées mélangées à des plats européens ou même luxembourgeois, pourquoi pas. Mais retrouver les saveurs d'Asie dans un décor inchangé et plutôt cosu qui sent l'institutionnel des kilomètres à la ronde, ce n'est pas tout à fait l'idéal. Pendant les jours d'été, il y a la somptueuse terrasse avec vue sur le rocher, certes. Mais là, attention à la mise en garde sur le site internet du local : « vu les nombreux événements, prière de réserver ». Elle implique aussi que la carte sera archi-réduite et qu'à part un traditionnel *pad thai*, on ne vous offrira pas grand chose de surprenant. Concept à revoir en partie pour envisager un éventuel succès. GD

L'objet

Au contraire de ce que quelques défenseurs d'un nationalisme exacerbé veulent faire croire, la langue luxembourgeoise se porte bien, ne serait-ce qu'au vu de tous ces résidents étrangers désireux d'acquiescer la double nationalité et qui se jettent sur les cours de luxembourgeois comme sur un panier de petits pains frais. En supplément des cours traditionnels dans une salle de classe ou d'un apprentissage par guide audio, l'équipe autour de la dynamique Clara Moraru de *languages.lu* a mis en place quelques produits sympathiques qui permettent de parfaire ses connaissances de façon ludique. Comme par exemple un **calendrier** avec 365 expressions connues, donc une à digérer par jour (photo : GD). Ou le jeu de cartes « Who am I? – Wie sinn ech? », dont chaque carte donne le descriptif d'une personnalité nationale à deviner. Ce qui, en plus de l'apprentissage de la langue, offre la possibilité de booster sa culture générale et n'est donc pas uniquement utile aux résidents étrangers. À part une troisième série avec des cartes contenant des expressions toutes faites, viennent de sortir récemment les *Lëtzeburger Spréch*, une panoplie de proverbes nationaux qui aideront les néophytes de notre langue à la parler plus facilement « wéis Du an ech ». En vente au Luxembourg House. GD

tetafeln und Aschenbecher. Die Leihgaben aus anderen Museen sind schön anzusehen. Sie sollen die Erinnerung an die gute, alte Zeit hervorrufen. Als die Gesellschaft noch gesellig, also intakt war. Als also die Männer zum Wirt gingen, um Karten zu spielen und Bier und Schnaps zu trinken, während die Frauen zu Hause kochten und Kinder hüteten. Und als es, wenn die rot-weiß-blauen Fahnen auf dem Ausstellungsplakat ein Indiz sind, auch noch weniger Ausländer gab, die etwa Super Bock oder Sagres tranken.

Außerdem zeigt die Ausstellung eine Reihe von Unterlagen aus den Archiven. Etwa eine Grundstücksurkunde des Grafen von Berlyamont. Oder Patentanmeldeformulare für den motorisierten Antrieb in einer Brauerei, die Beitrittsurkunde Luxemburgs in den norddeutschen Braubund von 1907. Was der Beitritt in diesen Bund für die Luxemburger Brauereien bedeutete, warum er wichtig war, wird nicht erklärt. Den Machern von *Onse Béier* gelingt es nicht wirklich, ihre Exponate zu valorisieren, einen Kontext herzustellen und zu zeigen, warum die von ihnen ausgewählten Objekte und Unterlagen darin wichtig sind. So heißt es beispielsweise an anderer Stelle: „Der Erlass des Steuergesetzes von 1871 setzt die inländischen Brauereien mit denen der deutschen Bundesstaaten gleich. Dies hat zur Folge, dass vor allem größere, wirtschaftlicher arbeitende Brauereien konkurrenzfähig bleiben. Die zweckmäßigere Organisation hat einen sehr positiven Effekt auf die Produktion. Diese verzeichnet einen spektakulären Anstieg.“ Worin die Steuerreform bestand und weshalb sie eine Konsolidierung bewirkte, von wie viel auf wie viel die Produktion anstieg, erfährt man nicht. Ebenso wenig gibt es eine genaue Angabe darüber, wie lange genau die „lange Tradition“ des Bierbrauens in Luxemburg denn tatsächlich zurückgeht; die Quellenlage vor der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts sei ein wenig spärlich und Luxemburg davor ja ohnehin kein eigenständiger Nationalstaat gewesen...

Über die Wirkung des Einzugs der Eisenbahn in Luxemburg schreiben die Ausstellungsmacher recht allgemein und faktenfrei: „Die schwerwiegenden Veränderungen im Zuge der Industrialisierung wirken sich auch erheblich auf die luxemburgische Bierkultur aus. Die Brauereien prägen

mit ihren modernisierten Produktionshallen das Stadtbild in Luxemburg.“

Damit das Ganze nicht vollends zur Glorifizierungsveranstaltung des Alkoholkonsums wird, gibt es hier und da einen Hinweis darauf, dass die Trunksucht die Produktivitätszugewinne in den Schmelzen hemmte oder dass die Gendarmerie vermerkte, ob Straftaten nüchtern oder unter Alkoholeinfluss begangen wurden. Von Forschung zum Thema Bierherstellung zu sprechen, wie die Ausstellungsmacher dies beanspruchen, und wie der Austragungsort in den Nationalarchiven suggeriert, scheint daher recht gewagt.

Auf der weniger wissenschaftlichen Ebene wird nicht einmal etabliert, was „unser“ Bier besonders macht, es also beispielsweise von belgischem oder deutschem Bier oder dem in fast allen europäischen Ländern ebenfalls seit langem heimischen Bier unterscheiden soll. Sie zeigt aber, dass es für bierbegeisterte Historiker und Historikerinnen und Food-Forscher vielleicht interessante Ansatzpunkte geben könnte. Beispielsweise die Brauereibesitzerinnen, von denen in den Archivunterlagen die Rede ist, von denen eine mit ihren streikenden Arbeitern verhandelte. Oder aber die Sortenvielfalt, die, wie die vielen Bierdeckel zeigen, mit denen sie angepriesen wurden, breitgefächelter scheint als man das heute annehmen würde. Begleitet wird die Ausstellung *Onse Béier* von der Fotoausstellung *Prost!*, einer Auswahl von größtenteils undatierten Schnappschüssen anonymen trinkender Leute, von denen die Mehrzahl von unbekannten Autoren stammt, sowie dem Rahmenveranstaltungsprogramm *Béier no véier* (jeweils ab 17 Uhr). Unter anderem gibt dort am heutigen Freitag Eric Thibor, der Homebrewer des Jahres 2016, eine Masterclass, wird am 11. August die Zukunft der Mikrobrauereien diskutiert und geht am 6. Oktober CNA-Direktor Paul Lesch auf das *Bier in der Luxemburger Filmgeschichte* ein. Die Ausstellung hat damit vielleicht das Verdienst, Leute bis in den Eingangsbereich der Archive zu locken, die ansonsten dort nicht hinkommen würden, kann aber damit auch fehlende Archivgesetze und Forschungskultur nicht wettmachen.

Onse Béier; bis zum 6. Oktober ist während der Öffnungszeiten der Nationalarchive zu besichtigen.